RAPPORT ANNUEL 2017

La Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé

Partager la prospérité, rendre la société plus forte

Encourager l'initiative

Créer la prospérité

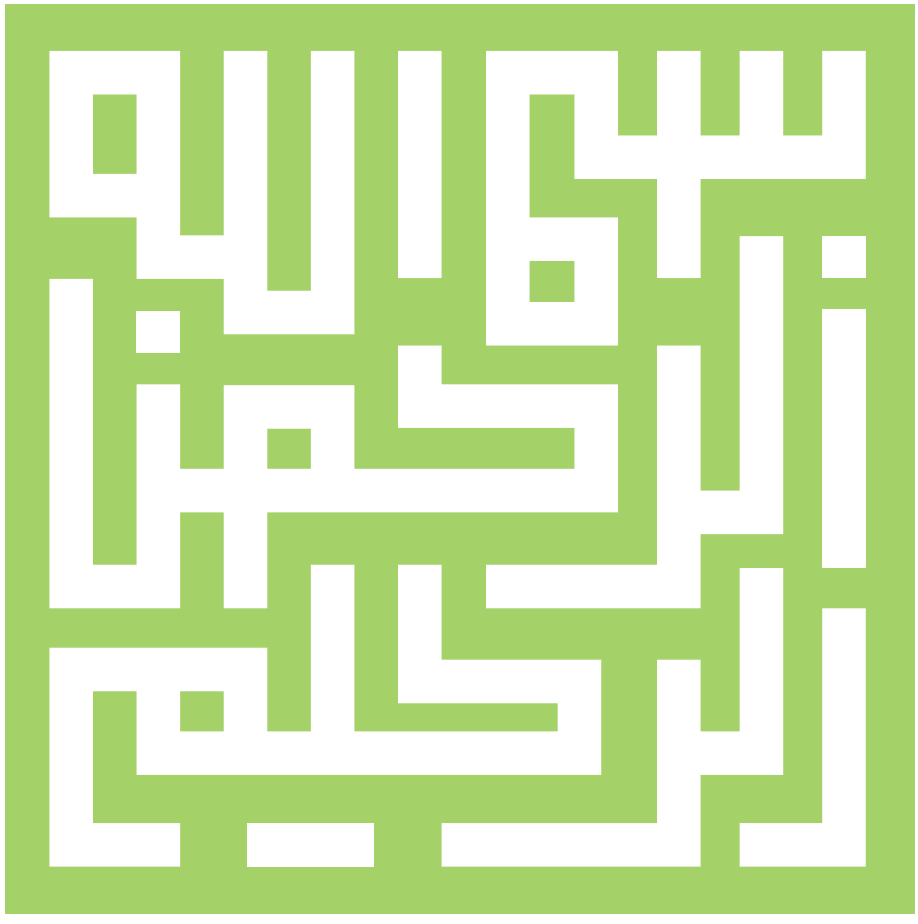


Table des matières

1

PAGE 23

PAGE 31

05 Message du conseil d'administration à l'assemblée générale

06 Message du PDG

08 2017 en chiffres

10 Points saillants depuis sa création

12 Points saillants en 2017

14 A propos de la SID

18 **1.** Développement du secteur financier

28 **2.** Soutien aux capacités de production

36 **3.** Utilisation maximum de nos capacités

40 Organisation et gouvernance

44 Notre effectif

46 Annexes

– Approbations et décaissement depuis la création
– Abréviations
– Faits saillants financiers
– Rapport du comité de la Charia
– Rapport du Vérificateur indépendant

Rapport Financier (en USB)

Les besoins de développement des pays membres de la SID sont encore immenses et nous devons absolument mobiliser toutes nos capacités, notre expertise et nos instruments de financement pour aider nos pays membres à répondre aux attentes de leurs populations.

PAGE 22

RAPPORT ANNUEL 2017

Lettre du Conseil d'Administration a l'Assemblée Générale

Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux

S.E. le Président de l'Assemblée générale
de la Société islamique pour le Développement
du Secteur privé

Monsieur le Président,

Assalam-O-Alaikum Warahmatullah Wabarakatuh

Conformément aux Statuts et Règlements de la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID) et au nom du Conseil d'Administration de la SID, j'ai le plaisir de soumettre à cette auguste Assemblée Générale le Dix-huitième Rapport Annuel de la SID pour l'exercice couvrant la période du 1/1/2017 au 31/12/2017.

Ce rapport contient un aperçu du fonctionnement de la SID au cours de l'exercice 2017, y compris ses diverses interventions commerciales, son impact sur le développement et l'analyse financière. Insha Allah, la SID va, déployer tous les efforts nécessaires pour répondre aux attentes de ses actionnaires.

Veuillez accepter, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Dr. Bandar M. H. Hajjar
Président, Conseil d'Administration

Message du PDG

Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux

Je suis très heureux de présenter le Rapport annuel de 2017 qui révèle une autre année mémorable et pleine de succès pour la SID.

L'année 2017 a été marquée par l'amélioration de la croissance économique mondiale, parallèlement à la baisse des taux de chômage, l'augmentation du volume des échanges commerciaux, la flambée des prix des produits de base et la conjoncture favorable des marchés financiers. Les conditions économiques et financières se sont également améliorées dans presque toutes les régions couvertes par les opérations de la SID, bien que certains risques de nature non économique et des incertitudes géopolitiques ont fortement influencé les marchés de certains pays.

La SID considère la stimulation du secteur privé, l'autonomisation des entrepreneurs et le renforcement du partenariat avec ses acteurs un élément essentiel pour le soutien de la durabilité dans plusieurs pays membres. Pour faire face à cet environnement difficile, la SID a été contrainte d'adopter une approche agile et intelligente.

Les besoins de développement des pays membres de la SID sont encore immenses et nous devons absolument mobiliser toutes nos capacités, notre expertise et nos instruments de financement pour aider nos pays membres à répondre aux attentes de leurs populations. Pour stimuler un grand volume de financement, d'innovation et d'enthousiasme, il est essentiel de créer des conditions de concurrence équitables pour le secteur privé et d'apporter plus de rigueur du secteur privé dans les pays couvertes par nos opérations.

Grâce à nos 17 ans du succès en termes d'impact de développement et de résultats financiers, nous continuons à élargir progressivement nos interventions dans nos 54 pays membres. A ce jour, les approbations cumulées brutes de la SID ont atteint 5,89 milliard USD et les décaissements cumulés ont atteint 2,65 milliard USD. Ces investissements ont été accordés à 51 pays membres.

La SID a eu une année financièrement difficile à cause d'un certain nombre de défis comme les conditions des marchés externes défavorables, elle a cependant réalisé une bonne performance dans l'espace opérationnel et développemental: nous avons accordé un montant record de financement pour le développement du secteur privé - près

de 931 million USD, soit le plus haut niveau depuis la création de la société et représentant une augmentation de 13% par rapport à l'année précédente.

Nous avons également concentré notre attention sur les obstacles entravant le secteur privé et le développement durable en investissant dans les secteurs des industries financières et des infrastructures des pays membres. Près d'un tiers de nos financements a été alloué au secteur financier par le biais de nos lignes de financement et de nos investissements en actions. Nous avons également réalisé un montant record de financement pour le secteur des infrastructures, avec plus de 180 million USD d'approbations consacrées au renforcement des capacités de production du secteur privé et à l'amélioration de leur compétitivité. De plus, nous avons accru nos investissements dans des domaines tels que la résilience, le changement climatique et l'innovation.

Les services de gestion d'actifs et du conseil ont continué d'être des éléments importants dans la réalisation de notre mission de développement en 2017. Les actifs totaux gérés par la SID ont atteint près de 790 million USD à la fin de l'année 2017. La SID a également augmenté son soutien aux pays membres en accordant des services consultatifs complets. En 2017, la SID a effectué 14 services de conseil, dont 43% dans les pays membres les moins développés (PMMD). Ces solutions de conseil ont été fournies par le biais de nos programmes de conseil bien établis et personnalisés.

La réalisation des résultats de développement a toujours été la pierre angulaire et l'objectif ultime des opérations de la SID. La taille et la diversité de nos opérations en 2017 nous ont permis d'avoir un impact sur le développement à travers différentes dimensions. A la fin de cet exercice, nous avions soutenu 10,795 emplois et 95,609 personnes ont ouvert des comptes bancaires. Nos financements ont également soutenu 9,367 petites et moyennes entreprises (PME). Nos projets ont également joué un rôle déterminant dans les entrées de devises d'environ 612 million USD et les recettes fiscales d'environ 113 million USD dans les pays membres. Compte tenu des besoins de développement de nos pays membres, nous avons également renforcé nos initiatives en ajoutant les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies aux systèmes de mesure de l'impact sur le développement.

Nous avons encore d'autres objectifs à réaliser et nous sommes toujours engagés à aider nos pays membres à surmonter leurs défis de développement face aux changements rapides. Nous sommes conscients que le fait de répondre à la demande est toujours une nécessité, mais en même temps, nous déployons tous nos efforts pour tirer parti des atouts de nos clients et de nos partenaires afin de mobiliser plus de financement au secteur privé. Nous pouvons encore accroître la portée et la profondeur de notre impact sur le développement en déployant le capital qui nous est fourni par nos actionnaires, en apportant une plus grande intelligence à notre processus décisionnel et en travaillant en équipe avec toutes les entités du Groupe de la BID.

Je prie Allah le Tout-Puissant de nous guider dans nos efforts visant à surmonter les défis qui nous attendent et nous permettre de soutenir nos pays membres à atteindre un bien-être et une prospérité bien mérités, Amin.

Khaled Mohammed Al-Aboodi
Président Directeur Général

Nous sommes toujours engagés à aider nos pays membres à surmonter leurs défis de développement face aux changements rapides.

2017 en chiffres

18
pays bénéficiaires (plus les projets régionaux)

44
projets approuvés

931 million USD
approuvés

10.795
emplois créés par les clients / partenaires de la SID

95.609
personnes ont ouvert des comptes bancaires

54 LISTE DES PAYS MEMBRES

1. Afghanistan
2. Albanie
3. Algérie
4. Azerbaïdjan
5. Bahreïn
6. Bangladesh
7. Bénin
8. Brunei
9. Burkina Faso
10. Cameroun
11. Tchad
12. Comores
13. Côte d'Ivoire
14. Djibouti
15. Egypte
16. Gabon
17. Gambie
18. Guinée
19. Guinée Bissau
20. Indonésie
21. Iran
22. Iraq
23. Jordanie
24. Kazakhstan
25. Koweït
26. Kirghizistan
27. Liban
28. Libye
29. Malaisie
30. Maldives
31. Mali
32. Mauritanie
33. Maroc
34. Mozambique
35. Niger
36. Nigeria
37. Pakistan
38. Palestine
39. Qatar
40. Arabie Saoudite
41. Sénégal
42. Sierra Leone
43. Somalie
44. Soudan
45. Suriname
46. Syrie
47. Tadjikistan
48. Tunisie
49. Turquie
50. Turkménistan
51. Emirats Arabes Unis
52. Ouganda
53. Ouzbékistan
54. Yémen

9.367
PME soutenues à travers les financements de la SID

629 million USD
générés à travers l'export

113 million USD
générés pour les gouvernements locaux en recettes fiscales

612 million USD
valeur des flux en devises étrangères générés

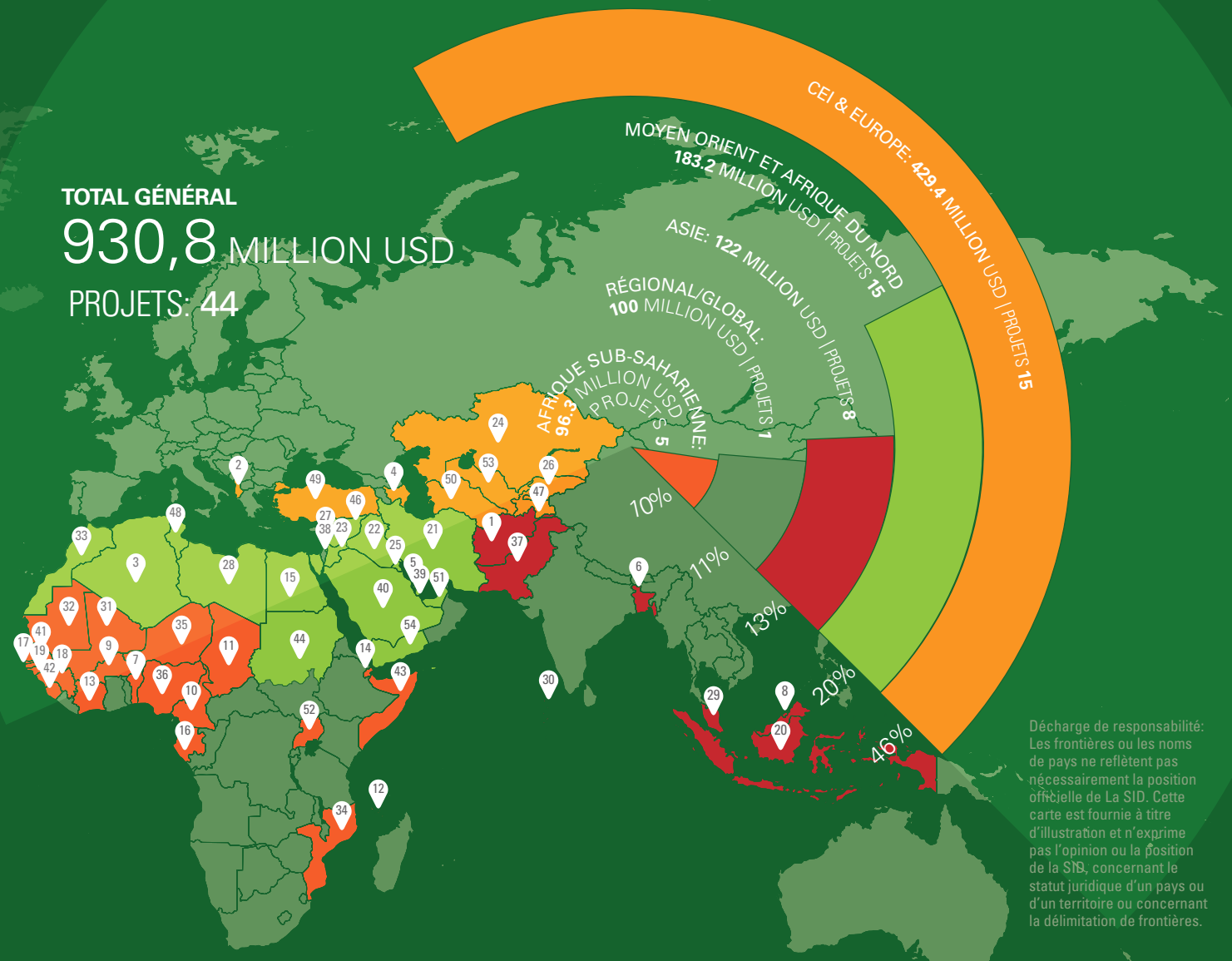
445 million USD
de recettes d'achat de produits et services localement

13 million USD
dépensés pour le développement communautaire

TOTAL GÉNÉRAL

930,8 MILLION USD

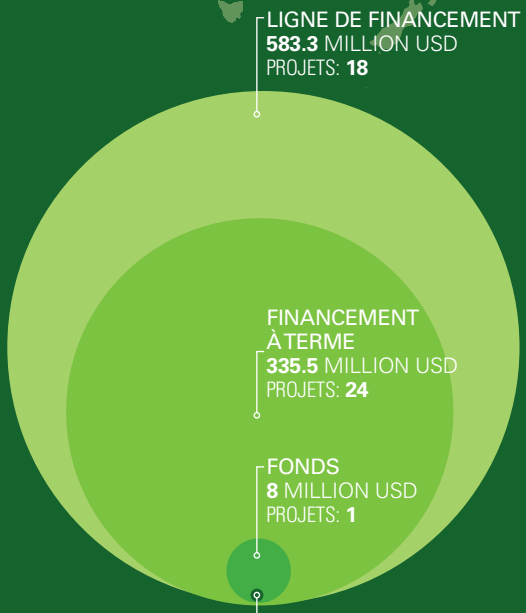
PROJETS: 44



Décharge de responsabilité: Les frontières ou les noms de pays ne reflètent pas nécessairement la position officielle de La SID. Cette carte est fournie à titre d'illustration et n'exprime pas l'opinion ou la position de la SID, concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire ou concernant la délimitation de frontières.

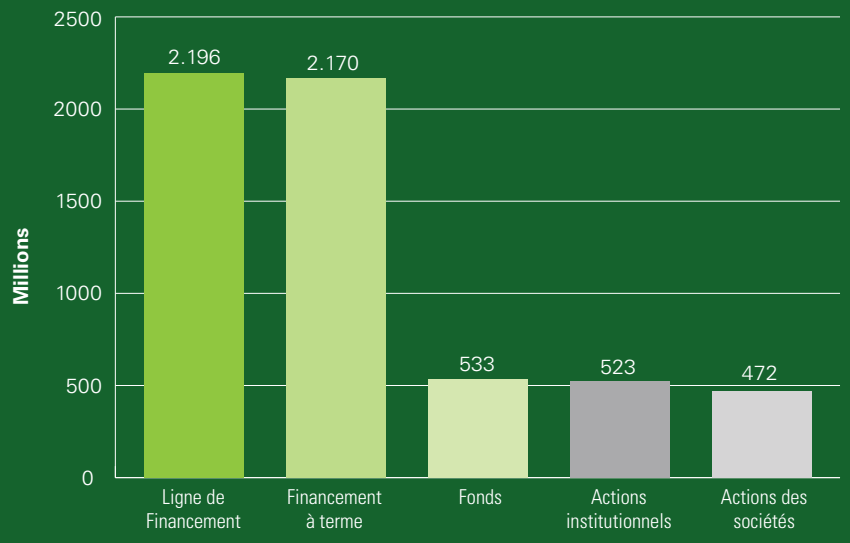
APPROBATIONS EN 2017 PAR SECTEUR

APPROBATIONS EN 2017 PAR PRODUIT



Points saillants – Depuis sa création

Répartition du montant total des approbations par mode de financement depuis la création.



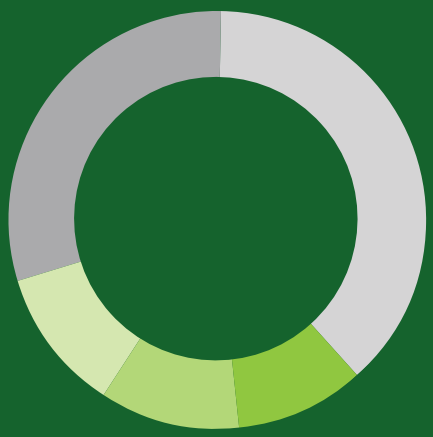
APPROBATIONS – PAR MODE DE FINANCEMENT

Les approbations brutes cumulées de la SID par modes de financement ont couverts 85 projets en ligne de financement – 2.196,3 million USD, 215 projets en financement à terme – 2.169,9 million USD, 15 projets fonds – 532.8 million USD, 45 en actions institutionnelles – 522,53 million USD et 33 projets en actions de sociétés – 471,73 million USD.

A la fin de 2017, 74% des approbations étaient allouées au financement par crédit (financement à terme et ligne de financement), suivi de 17% aux prises de participation (actions institutionnelles et actions de sociétés) et les 9% restants aux fonds.

La SID a également décaissé un total de 2,65 milliard USD depuis sa création. Les décaissements varient selon les modes de financements, avec les projets de financement à terme et de lignes de financement (68%), les actions institutionnelles (11%), les fonds (11%) et les actions des sociétés (10%).

Répartition du montant total des décaissements par mode de financement depuis la création.



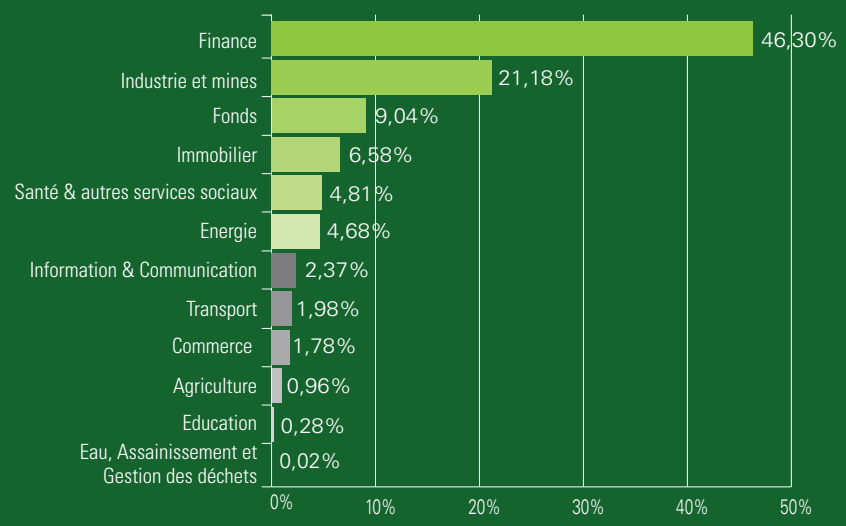
Financement à terme	38%
Ligne de Financement	30%
Actions institutionnels	11%
Fonds	11%
Actions des sociétés	10%

Depuis la création de la SID, les approbations brutes cumulées ont atteint 5,89 milliard USD, alloués à plus de 390 projets.

APPROBATIONS PAR SECTEUR

Les approbations cumulées de la SID sont réparties entre divers secteurs allant de la finance à l'infrastructure, l'agriculture, le pétrole et le gaz, et la fabrication. En tant que secteur prioritaire, l'industrie financière représente 46,3% des approbations. Le secteur industriel et minier occupe la deuxième place (21,18%), avec un montant brut approuvé de 1.248,2 million USD. Viennent ensuite les fonds avec 9,04%, puis l'immobilier, la santé et les autres services sociaux, l'information et la communication, l'énergie, le commerce et le transport avec 22,2% des approbations brutes. Le montant de 74,38 million USD, soit 1,3% des approbations cumulées, est réparti entre trois secteurs d'activité: l'agriculture, l'éducation et l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets.

Répartition du montant total des approbations par secteur depuis la création.

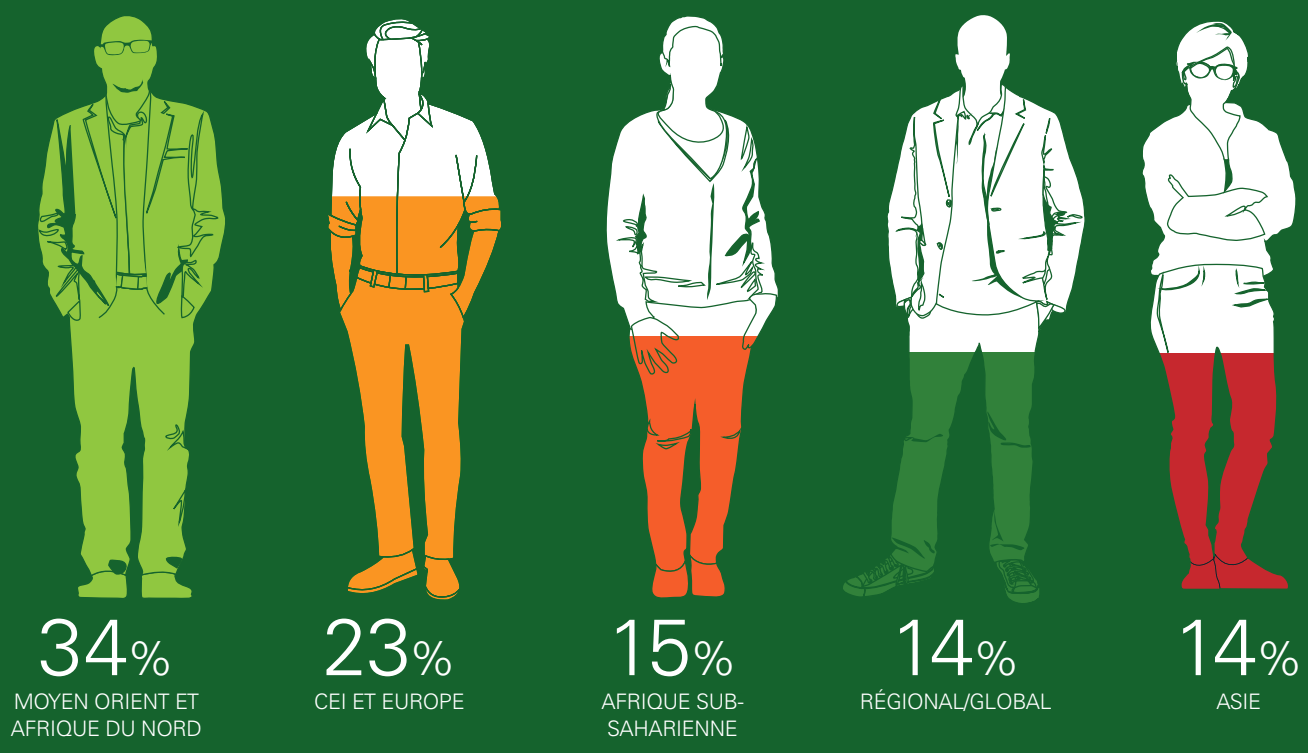


APPROBATIONS PAR RÉGION

La répartition géographique de nos approbations reflète l'accent mis sur la diversité. A la fin de 2017, les opérations d'investissement de la SID ont couvert 51 pays membres, en plus des projets régionaux couvrant plusieurs économies.

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord a reçu (34%) des approbations de la SID, L'Europe de l'Est et l'Asie centrale (23%), l'Afrique subsaharienne (15%) et l'Asie et le Pacifique (14%). La part des projets régionaux / mondiaux couvrant plusieurs pays dans plusieurs régions représentait 14% des approbations.

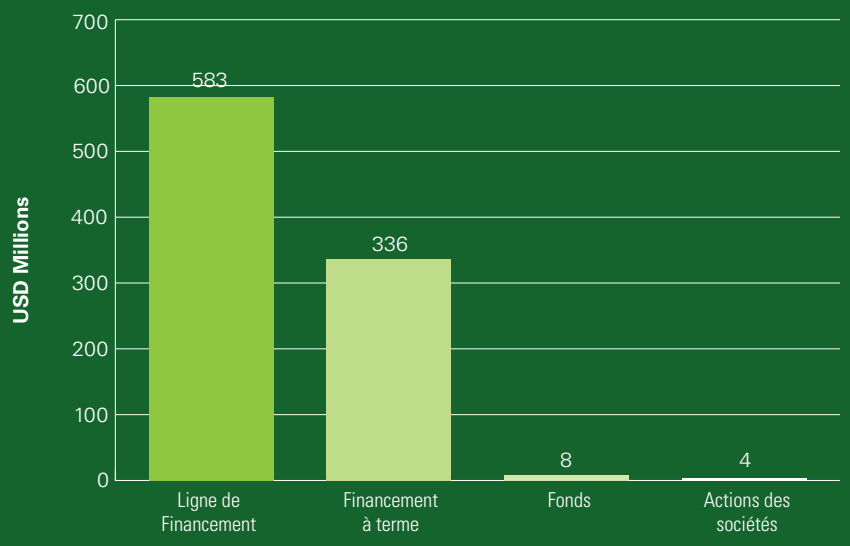
Répartition des approbations par région depuis la création



Points saillants – En 2017

En 2017, la SID a approuvé plus de 40 projets d'investissement et de financement dépassant 930 million USD. Ces projets ont ajouté de la valeur au développement économique et social des pays membres en créant de nouveaux emplois, soutenant les capacités de production, facilitant le transfert de technologie et stimulant les investissements transfrontaliers.

Répartition du montant total des approbations par mode de financement en 2017.



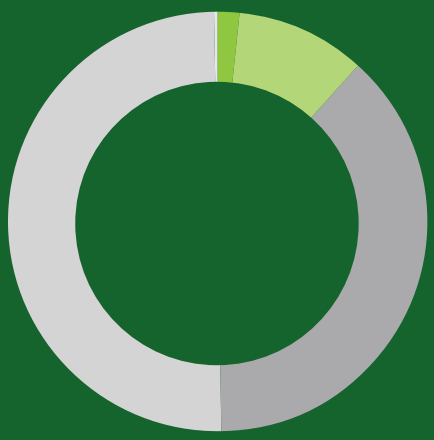
APPROBATIONS – PAR MODE DE FINANCEMENT

La Ligne de financement (LOF) constituait la majeure partie des approbations de la SID avec 62.7% du montant total. Les financements à terme représentaient le deuxième mode de financement le plus important, avec 36%, suivis des fonds qui représentaient 0,9%, des actions de sociétés qui représentaient 0,4%. Outre les projets d'investissement et de financement, la SID a également reçu 14 mandats consultatifs en 2017

En termes de décaissements, la SID a réussi à débourser 292 million USD. Ceci exclut les décaissements effectués par les fonds gérés par la SID. La part la plus importante des décaissements au cours de l'année écoulée est allouée au financement à terme, pour un montant de 147 million USD, soit 50,4% du total. Les LOF représentent 38,41% du total des décaissements, suivies par les actions institutionnelles – 9,45%, les fonds - 1,71% et les actions des sociétés,0,03%.

En 2017, la SID a approuvé plus de 40 projets d'investissementet de financement dépassant 931 million USD.

Répartition du montant total des décaissements par mode de financement en 2017



Fonds	1,71%
Actions institutionnelles	9,45%
Ligne de Financement	38,41%
Financement à terme	50,4%
Actions des sociétés	0,03%

APPROBATIONS PAR SECTEUR

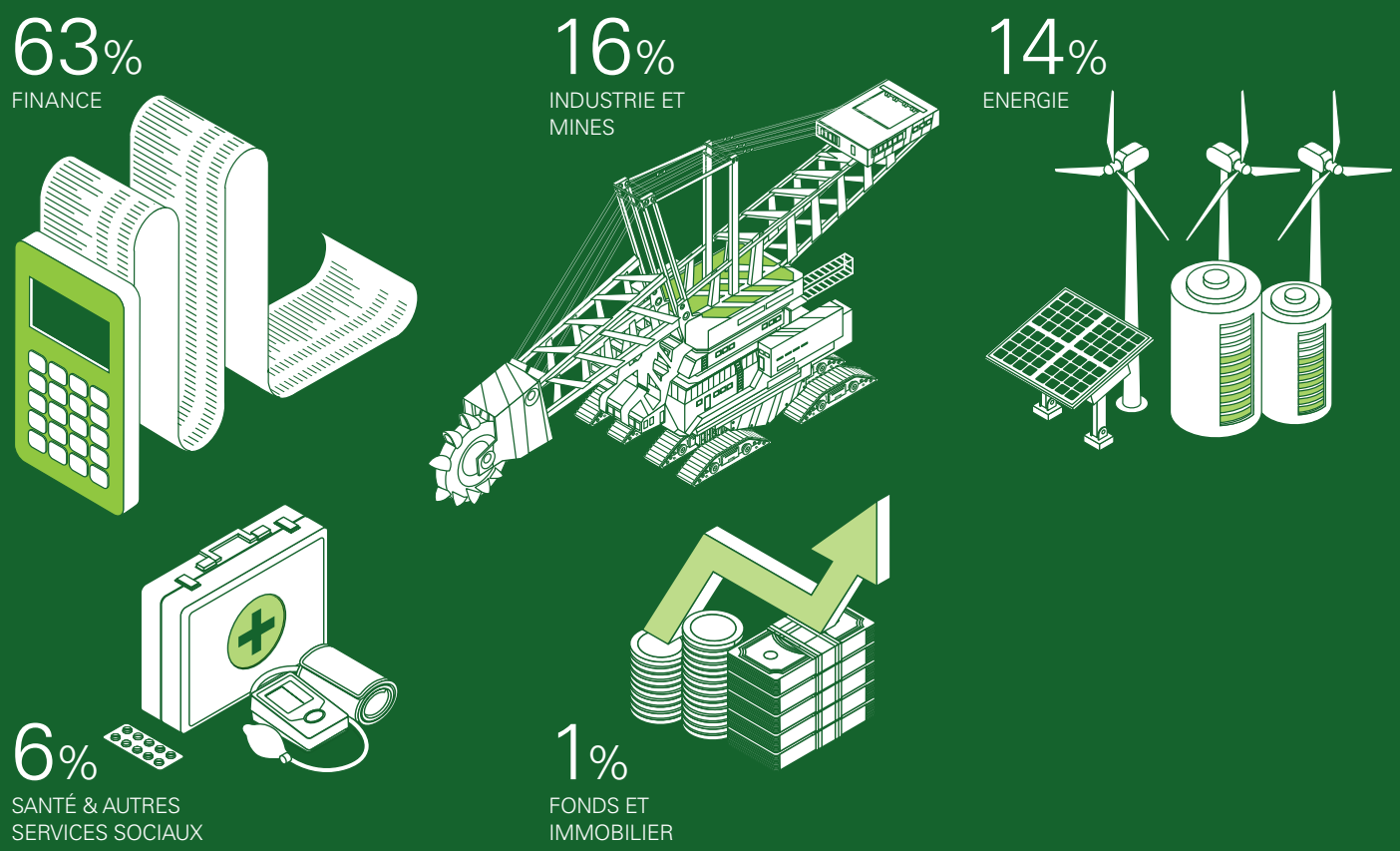
La répartition des approbations de la SID en 2017 reflète notre stratégie de concentration sur le secteur financier, qui a représenté la part la plus importante des approbations, soit 583 million USD (63%), suivi par les l'industrie et les mines représentent 149 million USD (16%). Viennent ensuite les secteurs des infrastructures, l'énergie et les soins de santé, avec 128.5 million USD, (14%) et 59,3 million USD (6%) respectivement. Ceux-ci suivis par les fonds et l'immobilier avec un total de 1%.

Finance acounted for the largest share of approvals, amounting to

USD583m

or 63% of total approvals

Répartition du montant total des approbations par secteur en 2017.

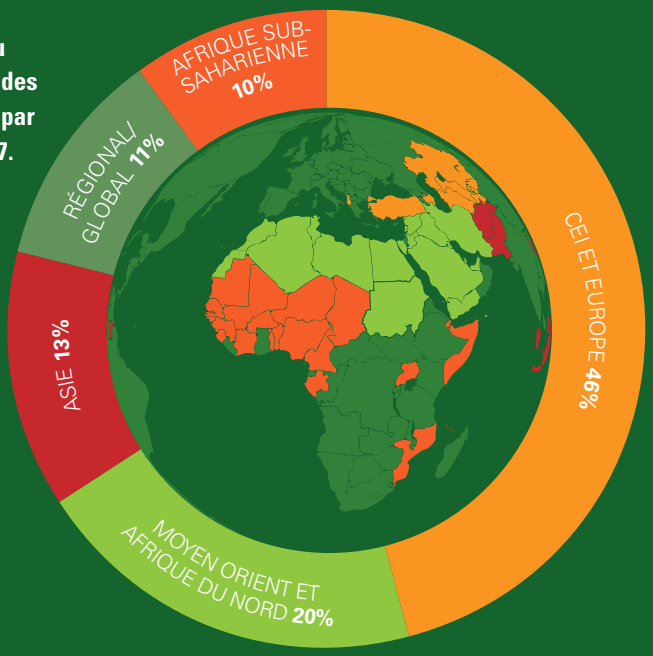


APPROBATIONS PAR RÉGION

En 2017, la SID a poursuivi le rééquilibrage de la répartition géographique de ses engagements d'investissement, en allouant des ressources en fonction des besoins de développement des pays membres, l'état des marchés et les priorités stratégiques de la SID.

Le montant le plus élevé des approbations de 2017 a été alloué à la région Europe et Asie centrale, représentant 46% du total des approbations. La région Moyen Orient et Afrique du Nord était la suivante (20%), suivie par la région Asie avec 13%, les projets mondiaux et régionaux (11%) et la région de l'Afrique subsaharienne (10%).

Répartition du montant total des approbations par région en 2017.



A propos de la SID

Notre mission

Compléter le rôle joué par la BID par le biais du développement et de la promotion du secteur privé comme moteur de la relance de la croissance économique et de la prospérité.

Notre vision

Devenir la première institution financière multilatérale islamique pour le développement du secteur privé.

Soutien au secteur privé apporté conformément aux principes de la Chari'a

La Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) est la branche du secteur privé du Groupe de la Banque islamique de développement (GBID). Elle promeut le développement économique des pays membres du GBID en fournissant une assistance financière et des solutions consultatives aux projets du secteur privé conformément aux principes de la Chari'a.

Nous finançons des projets qui visent à créer la concurrence, l'entrepreneuriat, des perspectives d'emploi et un potentiel d'exportation. Nous apportons également des ressources supplémentaires aux projets, encourageons le développement de la finance islamique, attirons des co-financiers et conseillons les gouvernements et les groupes du secteur privé sur la façon d'établir, de développer et de moderniser les entreprises privées et les marchés financiers. Nous offrons des conseils sur les meilleures pratiques de gestion et sur l'amélioration du rôle de l'économie de marché.

Nous intervenons toujours dans les pays membres d'une façon appropriée à leur niveau de développement. Dans les pays membres moins développés, nous axons nos interventions sur l'établissement des bases de la compétitivité et l'amélioration de l'environnement réglementaire.

Prenant en compte les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, nous continuons à améliorer nos opérations en développant de nouvelles pratiques, initiatives et plateformes.

Cependant, dans les pays les plus développés, nous axons nos interventions sur l'amélioration des marchés du secteur privé en renforçant la sophistication des affaires.

Concentration sur nos priorités

A la SID, nous nous efforçons de réaliser un développement durable dans nos pays membres. Nous le faisons en fournissant du soutien financier et des solutions de conseil personnalisés aux entreprises du secteur privé et aux gouvernements.

Nous essayons d'intégrer les pratiques internationales dans notre programme et d'intensifier et renforcer notre engagement pour aider les pays membres à surmonter les obstacles qui entravent le développement.

Prenant en compte les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, nous continuons à améliorer nos opérations en développant de nouvelles pratiques, initiatives et plateformes. Cependant, nous nous concentrons également sur notre stratégie d'entreprise. Cela nous aide à nous conformer aux ODD, y compris le changement climatique, l'intégration économique et l'autonomisation des jeunes.

La SID a fixé les objectifs ambitieux suivants, qui ont été approuvés par son Assemblée générale et qui complètent la stratégie décennale du Groupe de la BID (2015-2024):

Fournir l'accès au financement pour au moins
10.000 PME

Approuver
14 milliard USD

et décaisser
8 milliard USD

Soutenir
400.000
nouvelles opportunités d'emploi

Atteindre un portefeuille d'actifs d'exploitation de
5 milliard USD

En général, la flexibilité de notre cadre de fonctionnement nous permet de mieux nous conformer aux nouvelles priorités de développement de nos clients, tout en respectant notre mandat original.

NOS DOMAINES PRIORITAIRES SONT:

1. Développer le secteur financier
2. Soutenir les capacités de production
3. Tirer parti de nos atouts

1

Développer le secteur financier

Nous sommes fiers d'être la seule institution multilatérale de développement ayant pour mandat de développer le secteur privé avec des financements et investissements conformes à la Chari'a.

Nous essayons d'apporter des solutions innovantes du secteur privé et de servir de pont entre les investissements privés et le développement. En travaillant avec des intermédiaires financiers dans nos pays membres, nous visons à établir un partage de prospérité partagée et à éliminer la pauvreté.

Notre rôle de pionnier nous a permis de réussir à accorder des financements aux PME, offrir des conseils et promouvoir l'intégration.

Des marchés financiers sains, inclusifs et durables sont essentiels pour assurer une allocation efficace des ressources, créer des emplois, stimuler la croissance économique et jouer un rôle essentiel dans le développement du secteur privé. Notre approche nous permet d'atteindre le bas de la pyramide ainsi que les entrepreneurs généralement exclus du financement commercial.

Nous visons à atteindre les objectifs suivants d'ici 2020 pour développer davantage le secteur financier islamique dans les pays membres:

- Allouer plus de 50% des investissements totaux de la SID au secteur financier.
- Mettre en place des fenêtres islamiques et aider à convertir des institutions conventionnelles en entités islamiques dans plus de 10 pays.
- Offrir des services du conseil au plus de 10 gouvernements et entreprises sur l'émission de soukouk à court et à long terme.
- Améliorer les capacités de plus de 10 institutions de micro-finance dans les pays membres.
- Lancer et établir plus de 10 fonds.

Cette année, la SID a continué à accorder des lignes de financement aux institutions partenaires ainsi qu'à développer des banques islamiques existantes et nouvelles, des sociétés d'Ijara et d'investissement.

Nous avons également travaillé avec les gouvernements et les banques afin de renforcer les capacités institutionnelles en matière de finance islamique pour les acteurs du secteur privé. A cet effet, nous avons fourni un certain nombre de services à travers nos programmes de conseil: Soukouk et marchés des capitaux, institutions financières islamiques et développement de la micro-finance.

En plus d'aider à développer les canaux de la finance islamique, ces activités contribuent à améliorer la gouvernance d'entreprise et à développer de nouveaux outils et mécanismes d'accès au financement.

Notre approche intégrée favorise les économies d'échelle en regroupant les investissements et les activités de gestion d'actifs. La gestion d'actifs vise à connecter nos clients (y compris les fonds souverains, institutions financières, fonds de pension, compagnies d'assurance, fonds de dotation, fondations, family offices et particuliers fortunés) aux opportunités d'investissement sur les marchés de nos pays membres.

2

Soutenir les capacités de production

A TRAVERS L'INVESTISSEMENT

En intégrant des pratiques de développement global, notre approche d'investissement en sociétés a poursuivi se réussite en matière de productivité, résilience et durabilité. Actuellement, nous nous concentrons sur les investissements dans le secteur réel qui amélioreront les capacités de production des entreprises en les finançant directement. Nous développons également des règles du jeu équitables en investissant dans les infrastructures économiques et sociales.

Dans les industries non financières, la SID a continué d'entreprendre de gros investissements dans des secteurs à fort impact tels que les infrastructures, l'agriculture, la fabrication et les services sociaux. Nous nous sommes lancés dans des pratiques globales émergentes telles que le financement vert, le capital-risque et l'intégration commerciale. Un accent particulier a été mis sur les aspects de l'infrastructure physique qui ont traditionnellement été traités comme des monopoles naturels, et sur les biens publics généralement négligés par le secteur privé.

Nous visons à atteindre les objectifs suivants d'ici l'an 2020 pour soutenir les capacités de production:

- Plus des deux tiers de nos investissements dans le secteur réel seront alloués à des projets d'infrastructure.
- Lancer le Fonds africain pour l'infrastructure, le Fonds pour la santé et d'autres fonds thématiques du secteur réel afin de mobiliser au moins 200 million USD auprès d'investisseurs tiers.

A TRAVERS LES SOLUTIONS DE CONSEIL

Nos solutions de conseil (y compris nos programmes du soutien à l'environnement d'industrie et des affaires et du conseil pour l'Infrastructure) soutiennent également les capacités de production de nos clients. L'adaptation de ces services de conseil et de renforcement des capacités à un plus large éventail de bénéficiaires potentiels nous permet d'être instrumentaux, même dans les régions les plus difficiles. Notre portée couvre maintenant l'Amérique latine et l'Asie de l'Est et comprend des zones fragiles et touchées par les conflits.

A TRAVERS LA GESTION D'ACTIFS

Nos activités de gestion d'actifs soutiennent également les capacités de production de nos clients en nous permettant d'établir des fonds thématiques qui peuvent être orientés vers les zones et les communautés les plus nécessiteuses. Ces fonds comprennent: le fonds d'investissement (UIF), le Trade Premium Fund (TPF), le Corporate Premium Fund (CPF) et le Global Soustainable Fund (GSF).

3

Tirer parti de nos atouts

Conformément à notre feuille de route stratégique, nous continuons à promouvoir l'efficacité et la compétitivité pour soutenir les progrès des pays membres. Notre mouvement vers le Sud et l'Est a permis de réaliser des opérations et des portefeuilles diversifiés à l'échelle régionale. Notre objectif actuel est de nous concentrer sur les défis de développement des clients tout en tirant de plus en plus parti de nos atouts.

La mobilisation des ressources et expertise internes et externes a toujours été une des principales forces de notre modèle d'affaires et nous continuons de tirer parti de cet atout. Dans l'ensemble du Groupe de la BID, nous travaillons pour nous assurer d'une utilisation complète et efficace de nos connaissances, nos outils opérationnels et notre réseau de partenaires pour passer du niveau réactif au niveau proactif.

Notre riche éventail d'expertise, la diversité de nos ressources humaines et la variété de produits de financement et de solutions de conseil continuent de façonner notre offre de développement aux clients.

Nous visons à atteindre les objectifs suivants d'ici 2020 en tirant parti de nos atouts:

- Mobiliser 3 dollars américains sur le marché pour chaque dollar investi.
- Doubler nos fonds «d'actifs sous gestion» pour atteindre 2 milliard USD.
- Maintenir et continuer d'améliorer notre notation du risque actuelle.

UNE APPROCHE COMBINÉE

Chaque année, nous apportons davantage une profondeur et une intelligence analytique à notre travail. En travaillant plus étroitement avec nos collègues du Groupe de la BID, nos clients et nos partenaires, nous cherchons à amplifier notre impact sur le développement dans les années à venir. L'utilisation de notre riche expertise nous permettra de mieux comprendre les défis de développement de nos clients.

Pour couvrir plus de marchés et atteindre un impact à grande échelle, nous devons également commencer à travailler avec d'autres acteurs du développement. Actuellement, notre stratégie consiste à tirer parti de notre vaste réseau d'investisseurs et de partenaires pour mobiliser le financement du développement à plus grande échelle. Avec une bonne notation et un bilan très solide, nous sommes bien placés pour concrétiser ces plans.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

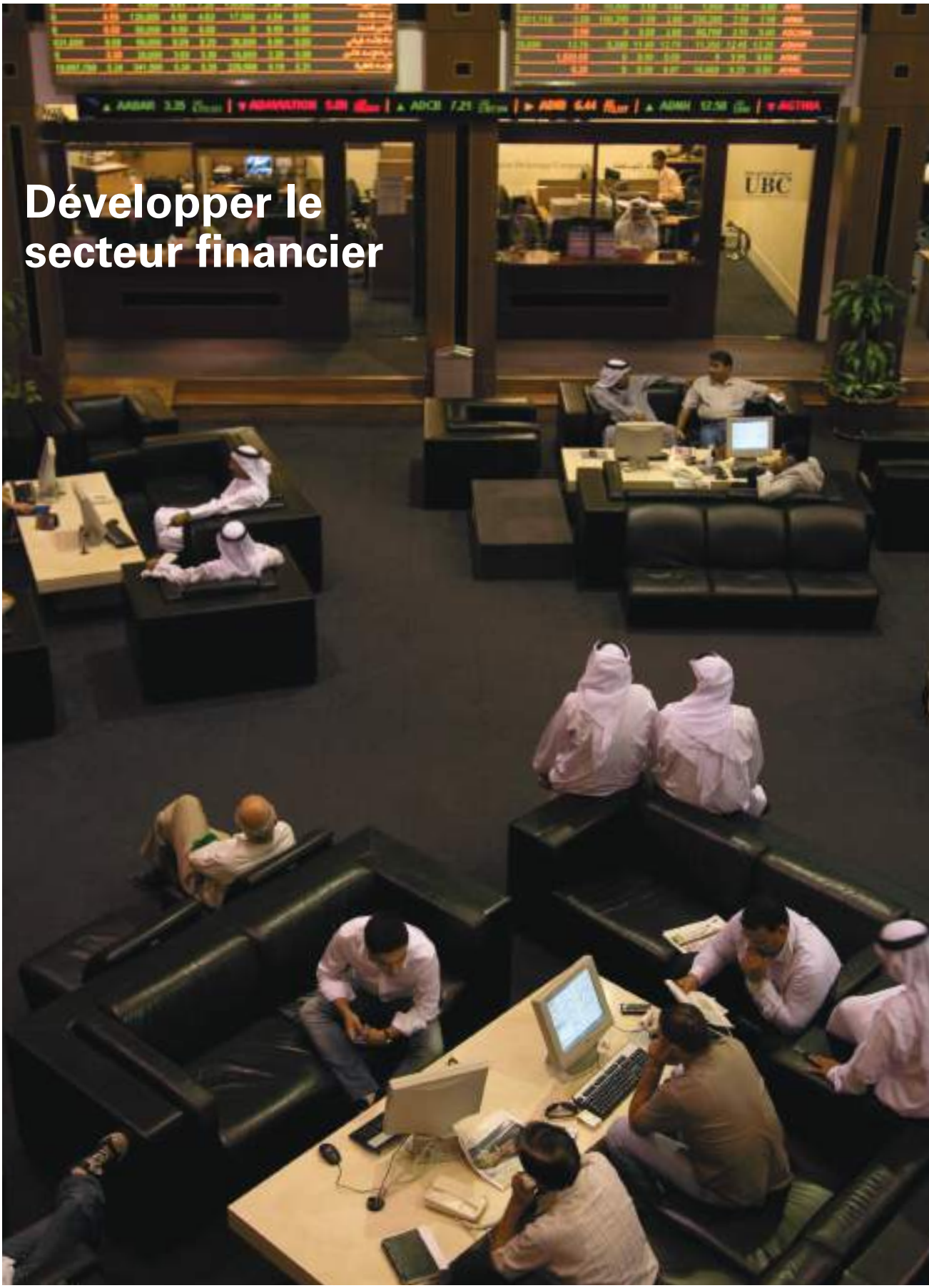
Intégration des ODD dans sa stratégie et ses opérations

En 2017, La SID a effectué d'importantes activités visant à intégrer les ODD dans ses opérations. Le lancement de cette initiative s'est manifesté par l'engagement de la SID à aligner ses opérations avec les besoins de développement multidimensionnels des 54 pays Membres.

LA SID a récemment achevé un exercice de cartographie stratégique pour lier les ODD à sa stratégie et ses objectifs de développement. Afin d'intégrer les ODD au fond de ses opérations, la SID a également modifié les principes directeurs d'approbation d'investissement et des services consultatifs, qui exigent désormais de toutes les nouvelles propositions de projets d'inclure une section complète sur les impacts des projets sur le développement. En outre, la SID prévoit également d'inclure un ensemble d'objectifs relatifs aux ODD dans son tableau de bord institutionnel et présenter des rapports réguliers au Conseil d'Administration de La SID.

1

Développer le secteur financier



L'un des principaux domaines d'intervention de la SID est d'établir et de développer l'industrie de la finance islamique dans nos pays membres afin de promouvoir une prospérité partagée et éradiquer la pauvreté. Nous jouons un rôle de pionnier et nous réalisons un véritable succès en fournissant un soutien financier et des solutions de conseil à nos pays membres.

Nous accordons des lignes de financement aux institutions partenaires et nous investissons des capitaux pour développer des banques islamiques existantes et nouvelles ainsi que des institutions financières non bancaires. Nous aidons également les pays membres à renforcer leurs capacités institutionnelles grâce à notre large gamme de solutions de conseil. Celles-ci incluent les programmes des Soukouk et des marchés des capitaux, le programme des institutions financières islamiques (IFI) et le programme de développement de la micro-finance. Ces programmes permettent à nos clients d'améliorer le cadre de gouvernance d'entreprise et de développer des outils et des mécanismes pour améliorer l'accès au financement.

Nos activités de gestion d'actifs nous permettent de procurer des capitaux pour des investissements en reliant nos clients (fonds souverains, institutions financières, fonds de pension, compagnies d'assurance, fonds de dotation, fondations, family offices et particuliers fortunés) aux opportunités d'investissement dans les pays membres.

Accorder des lignes de financement

En 2017, nous avons continué d'accorder nos financements aux institutions financières pour financer les bénéficiaires ciblées, principalement les petites et moyennes entreprises (PME). Comme en 2016, les approbations totales de la SID ont été dominées par les lignes de financement (LOF) en tant qu'outil majeur de financement islamique. La contribution des LOF représentait 63% du total des approbations et 30% du total des décaissements de la SID.

Nous avons continué d'augmenter nos engagements en matière de LOF en approuvant 18 projets d'une valeur brute de plus de 583,3 million USD. Les approbations comprenaient 1 projet régional pour l'Afrique et 17 opérations au niveau des pays, notamment pour le Bangladesh, la Gambie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Mali, le Niger, la Palestine, le Suriname, le Tadjikistan, le Togo, le Suriname et l'Ouzbékistan.

A la fin de l'année 2017, la SID disposait d'un portefeuille diversifié de LOF avec la région d'Afrique subsaharienne ayant la plus grande exposition nette actuelle, suivie de la région du Moyen Orient et Afrique du Nord. Cependant, dans le cadre de la diversification continue de notre portefeuille, les opérations de LOF en Asie, en Europe de l'Est et en Asie centrale, se développent davantage pour créer un portefeuille plus équilibré.

ETUDE DE CAS: **KAZAKHSTAN**

Promouvoir les services bancaires conformes à la Chari'a

PRODUIT: Ligne globale de financement
CLIENT: Banques et institutions financières non bancaires (IFNB)

En 2018, La SID émettra des soukouks pour 100 million USD en monnaie Kazakhe, Tenge (KZT), afin de financer la toute première opération LOF en monnaie locale. Nous avons présélectionné quelques banques et IFNB, et des accords de financement conformes à la Chari'a seront signés une fois le processus de due diligence terminé. Notre équipe locale travaillera en étroite collaboration avec les banques et les IFNB pour la mise en œuvre du LGOF afin de garantir la conformité aux principes de la Chari'a ainsi qu'aux paramètres de risque et aux ODD des Nations Unies.

Lignes globales de financement

Une ligne globale de financement (LGOF) de 200 million USD pour la Turquie a été la plus grande facilité de LOF approuvée en 2017. Une autre facilité pour le Kazakhstan de 100 million USD, ainsi qu'une facilité accordée en faveur de la Banque Afrexim, étaient les deuxièmes plus grandes facilités de LOF.

Les facilités en Turquie et au Kazakhstan ont été approuvées dans le but d'octroyer des fonds à des institutions financières sélectionnées visant à soutenir davantage un large éventail d'entreprises du secteur privé dans ces deux pays. Celles-ci, à leur tour, aideront à renforcer la diversification de nos canaux financiers, augmenter l'accès au financement et promouvoir les produits et services de la finance islamique dans les pays membres à forte population, offrant ainsi une perspective dynamique et prometteuse.

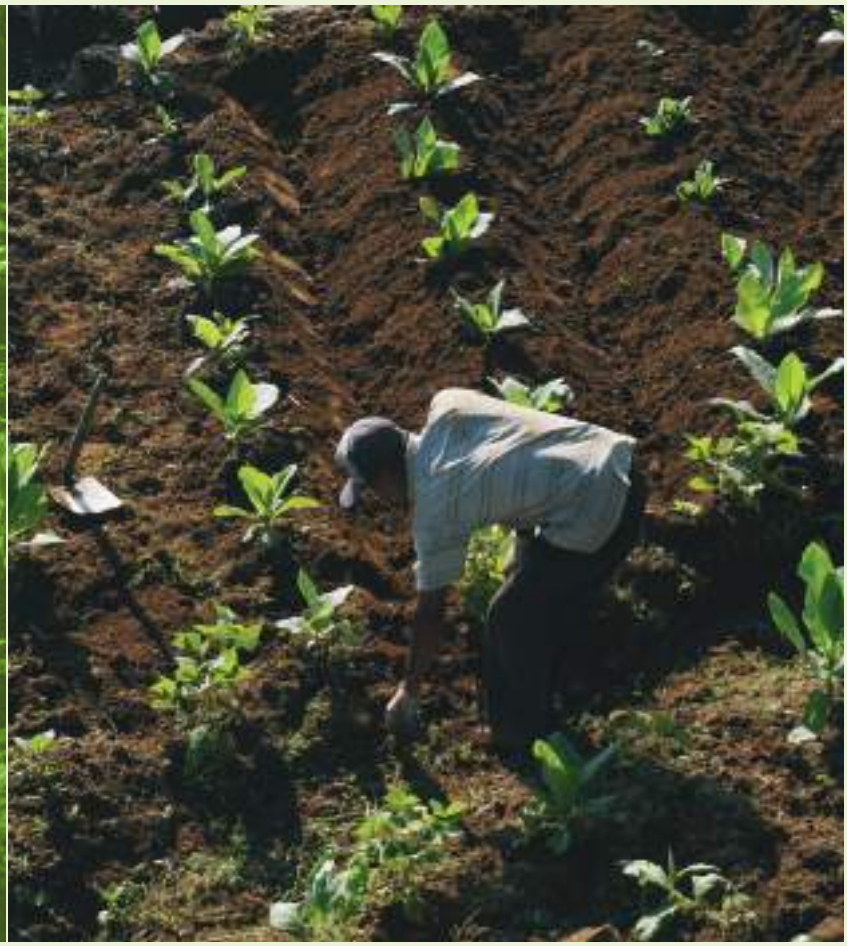
ETUDE DE CAS: **GAMBIE**

Un coup de main pour les petites entreprises

PRODUIT: LOF de 5 million USD
CLIENT: Banque arabe islamique de Gambie (AGIB)
OBJECTIF: Financer les entreprises privées, y compris les PME

L'AGIB souhaite attirer davantage de dépôts à partir de nouveaux marchés, y compris la région du Bassé, où beaucoup de personnes évitent les services bancaires conventionnels pour se tenir à l'écart des activités basées sur la pratique de l'usure. Avec des succursales dans cette région, la banque peut se rapprocher de cette population en offrant des services bancaires conformes à la Chari'a et en augmentant sa part de marché. La banque se concentre également sur un solide portefeuille de possibilités de financement, comprenant des PME bien établies qui jouissent d'une gestion saine, un potentiel de croissance élevé et un impact sur le développement.

L'AGIB souhaite attirer davantage de dépôts à partir de nouveaux marchés.



ETUDE DE CAS: **NIGER**

Améliorer l'innovation et la création d'emplois

PRODUIT: LOF de 9 million d'euros
CLIENT: Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC)
OBJECTIF: Financer les entreprises privées, y compris les PME.

La BSIC Niger est une banque commerciale affiliée au groupe BSIC, une institution financière régionale au capital de 750 million d'euros et présente dans 14 pays africains.
Nous avons utilisé notre expérience de travail avec la BSIC Tchad, une institution sœur, pour rationaliser le processus avec la BSIC Niger tout en adaptant la ligne de financement aux besoins du secteur privé du Niger. Nous avons identifié des zones potentielles que notre LOF pourra soutenir, y compris la logistique, l'agro-industrie et la construction. Nous visons ainsi à réduire la pauvreté et à promouvoir la sécurité alimentaire, la création d'emplois et l'innovation.

ETUDE DE CAS: **AFRICA**

Soutenir la croissance en Afrique

PRODUIT: Ligne de financement
CLIENT: Banque africaine d'import-export (Afrexim Bank)
OBJECTIF: Dans ses efforts visant à mobiliser des ressources supplémentaires et diversifier son offre de produits, Afrexim Bank, une banque régionale, a entamé une collaboration avec la SID qui a débouché sur un accord d'une ligne de financement de 100 million USD sous la forme d'une Wakala.

La ligne de la SID fournira un financement à des taux compétitifs aux PME dans les pays membres éligibles en Afrique. Les principaux impacts sur le développement économique et financier seront le développement du secteur privé, en particulier les PME pour aider à développer la croissance économique réelle basée sur la création de valeur, et la promotion de la finance islamique sur l'ensemble de projets.

ETUDE DE CAS: **AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

Atteindre une plus grande portée

PRODUIT: LOF de 40 million Euro
CLIENT: Oragroup, groupe bancaire présent dans 12 pays d'Afrique subsaharienne
OBJECTIF: Financer des entreprises privées, y compris des PME

La structure LOF permet à Oragroup, la société mère, de redistribuer le produit entre des filiales sélectionnées couvrant la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Togo. Ces filiales agissent en tant qu'agent de la SID (ou wakeel) pour identifier et sélectionner les PME dans les sept pays membres de la SID où l'accès au financement est un obstacle majeur pour le secteur privé.

C'est la première LOF que nous avons accordé à une société holding, plutôt qu'à une filiale qui a permis une plus grande portée. Nous prévoyons de mettre en place un cadre similaire pour d'autres grandes groupes holding de banques

Financement des banques et institutions

En plus de nos lignes globales, nous avons accordé un certain nombre de lignes de financement à certaines banques et institutions financières des pays membres, notamment AGIB en Gambie, Trust Bank au Suriname, BSIC au Mali, Oragroup au Togo, Molbulak au Kirghizistan, QQB en Ouzbékistan, Prime Bank et Lanka Bangla Finance au Bangladesh, EBID en Afrique Régionale et BSIC au Niger. Ces projets visent à combler le déficit de financement et à accroître la capacité de production des entreprises du secteur privé (principalement des PME) par le biais d'institutions financières nationales.

Investissement en actions dans le secteur bancaire

Investir dans les actions des institutions financières islamiques, à savoir les banques et les IFNB, est intégré dans notre stratégie d'entreprise pour développer l'industrie de la finance islamique dans nos pays membres. Ces institutions continuent de jouer un rôle essentiel pour stimuler le développement socio-économique des pays membres.

En 2017, la SID a approuvé 15 million USD d'investissements en actions dans des banques via le Fonds de croissance des services bancaires islamiques (IBGF), et a décaissé 46,2 million USD (dont 20,6 million USD via l'IBGF). Poussée par un effort planifié et coordonné entre ses sponsors, la SID et diverses parties prenantes, Zaman Bank au Kazakhstan a également mené à bien son processus de conversion et obtenu une licence bancaire islamique.

LA SID a continué à faire partie des transactions historiques en 2017. D'abord, grâce à un partenariat avec le Groupe Crédit Agricole du Maroc (CAM), la SID a créé Al Akhdar Bank, une nouvelle Banque Participative (Islamique) au Maroc. La SID et le CAM ont déployé des efforts considérables pour mettre en œuvre les activités bancaires et obtenir officiellement une licence bancaire, et des opérations bancaires souples ont été officiellement lancées en novembre 2017. Deuxièmement, la SID, par l'intermédiaire du Fonds de croissance de la banque islamique (IBGF), a réalisé sa première opération au Sri Lanka en acquérant 23,65% du capital d'Amana Bank, la seule banque islamique à part entière du pays. Cet investissement renforce davantage la position de la SID en Asie du Sud et démontre sa capacité à soutenir l'industrie financière islamique et le développement du secteur privé.

Ayant établi avec succès une institution de finance islamique, notre prochaine stratégie est de sortir de certaines de nos institutions pionnières et ouvrir la voie à d'autres acteurs, en soutenant d'autres fonds d'investissement pour entreprendre la même opération.

En 2017, nous avons procédé à une sortie partielle (10%) de notre participation dans la banque islamique des Maldives (MIB). Nous avons planifié de transférer 20% de notre participation dans MIB et 10% de notre participation dans Wifak International Bank (WIB), Tunisie, au Fonds de croissance des services bancaires islamiques. Cela portera nos participations résiduelles dans MIB et WIB à 50% et 20% respectivement. Nous prévoyons continuer à réduire notre participation dans MIB dans les années à venir, via des introductions en bourse ou la vente à des investisseurs tiers.

ETUDE DE CAS: **KAZAKHSTAN**

Fer de lance d'une «première» pour le Kazakhstan

CONTEXTE:

Conformément à notre mandat fondamental de promotion et de développement de la finance islamique dans les pays membres, la SID a acquis une part de 5% dans Zaman Bank Kazakhstan et travaille depuis 2013 à convertir des banques conventionnelles en banques islamiques.

Nous avons travaillé avec diverses parties prenantes sur des initiatives stratégiques, notamment en aidant le gouvernement du Kazakhstan à établir le cadre pour développer une banque islamique.

OBJECTIFS

Nous nous attendons à ce que la banque Zaman devienne la première banque islamique au Kazakhstan et la porte d'entrée de l'investissement en Asie centrale. La banque répondra aux besoins de la population musulmane et non-musulmane locale via des produits innovants et un bon service client.

RÉSULTATS:

En 2017, le projet a atteint plusieurs étapes:

- obtenu une licence de services bancaires islamiques
- initié la mise en œuvre des systèmes bancaires de base
- développé des produits et services bancaires islamiques
- établi un conseil de la Chari'a

Nous travaillons maintenant à identifier un partenaire technique solide pour gérer les opérations de la banque; nous prévoyons également d'injecter des capitaux supplémentaires.

ETUDE DE CAS: **PALESTINE**

Un exemple de succès en Ijara

CONTEXTE:

La Palestine Ijara Company (PIC) a été la première société de crédit-bail conforme à la Chari'a en Palestine. Elle offre des solutions de crédit-bail islamique aux PME dans les territoires palestiniens. Avant la création du PIC à la mi-2014, les PME en Palestine avaient des possibilités de financement limitées et qui ne respectent pas les principes de la Chari'a. Par conséquent, l'un des facteurs les plus critiques pour parvenir à une croissance économique durable - les PME - a échoué en raison du manque des financements.

Au cours des trois années qui ont suivi sa création, la PIC a un capital de 12 million USD et a financé 177 transactions d'une valeur de 13,6 million USD, ce qui le classe parmi les trois premières sociétés de leasing en Palestine. Il fournit des financements en faveur des entreprises opérant dans les secteurs de la fabrication, l'agroalimentaire, la santé, la construction, les mines et la vente au détail. En décembre 2016, les projets financés par le PIC ont permis de créer plus de 200 nouveaux emplois.

OBJECTIFS

Dans le but d'améliorer les capacités du PIC, nous avons approuvé en 2017 une LOF de 3 million USD pour développer son portefeuille Ijara.

RÉSULTATS

Notre confiance dans l'entreprise lui a permis d'attirer 4,75 million USD supplémentaires d'investisseurs locaux et internationaux.

La PIC a établi une base solide en très peu de temps, même si elle opère dans l'une des régions les plus difficiles au monde.

Investir dans le secteur financier non bancaire

Les institutions financières non bancaires (IFNB) jouent un rôle important dans la réduction de l'écart de crédit en répondant aux divers besoins financiers d'une économie et en améliorant l'accès au financement pour les communautés.

La SID investit dans les IFNB pour améliorer l'accès au financement pour le secteur privé dans les pays membres afin de créer un développement durable et d'obtenir des rendements financiers satisfaisants.

Nous avons conclu un partenariat avec Aktif Bank of Turkey et la Ijara Management Company de Bahreïn pour recapitaliser Halic Leasing et le positionner en tant que société d'Ijara leader en Turquie fournissant des solutions conformes à la Chari'a aux acteurs du secteur privé, en particulier aux PME. Jusqu'à présent, la SID a investi dans 11 entreprises d'Ijara à travers ses pays membres.

Ces opportunités permettent à la SID d'améliorer la capacité des entreprises bénéficiaires à accorder le financement et le soutien nécessaires aux communautés locales. Au cours de l'exercice 2017, nous avons accordé plusieurs LOF aux IFNB, d'un montant de 10 million USD, réparties entre quatre sociétés:

- Palestine Ijara Company (3 million USD)
- Kazakhstan Ijara Company (4 million USD)
- Société Ijara du Kirghizistan (2 million USD)
- ASR Leasing au Tadjikistan (1 million USD).

Cela démontre notre soutien continu aux sociétés bénéficiaires de nos investissements et garantit l'accès au financement et ainsi une plus grande compétitivité, pour les PME dans les pays membres.

ETUDE DE CAS: **NIGÉRIA**

Passer au numérique

CONTEXTE:

Nous avons fourni des services consultatifs en faveur de la banque SunTrust sur la mise en place de la première fenêtre bancaire islamique numérique au Nigéria en accord avec sa stratégie en tant que première banque de technologie financière (FinTech) dans le pays. Nos services consultatifs ont porté sur le développement de nouveaux produits conformes à la Chari'a, la mise en place d'un système de Gouvernance chariatique et d'une nouvelle structure organisationnelle, la mise en place de solutions informatiques de base, la gestion des risques, la formation basée sur l'étude des cas, la structuration juridique et le développement d'un marketing sur mesure et une stratégie de communication.

RÉSULTATS

En tant qu'institution financière exclusivement numérique, SunTrust Bank Nigeria a le potentiel de cibler une population énorme, dont beaucoup pourraient être intéressés par des services sans intérêt grâce à une fenêtre bancaire islamique numérique. La nouvelle initiative créera également une source de revenus diversifiée, développera la capacité de la banque et lui permettra de tirer parti de son infrastructure conventionnelle existante pour offrir des solutions rentables et efficaces à des clients cherchant des services bancaires conformes à la Chari.a.

ETUDE DE CAS: **SURINAME**

Lancement de la première banque islamique en Amérique du Sud

CONTEXTE:

En 2017, nous avons participé au lancement de la première banque islamique de toute la région sud-américaine, Trustbank Amanah au Suriname. Nous avons géré le processus de transformation de cette banque en banque islamique à part entière. Nos services comprenaient des conseils sur la gouvernance chariatique et le développement de produits, le soutien juridique, les ressources humaines, les solutions informatiques, la comptabilité, la trésorerie, la gestion des risques et le soutien en marketing et communication.

RÉSULTATS

Le projet était complexe, notamment en raison de la nouveauté du concept de banque islamique dans toute la région sud-américaine et de l'absence de réglementation bancaire islamique au sein de la banque centrale du Suriname. Nous avons réussi à surmonter les défis grâce à l'engagement remarquable de l'équipe de gestion de Trustbank, et le soutien du gouvernement et des régulateurs au Suriname, et l'acceptation par le public.

Fournir des services consultatifs au secteur financier

Nous soutenons le renforcement des capacités institutionnelles dans les pays membres à travers nos programmes d'institutions financières islamiques, soukouks et marchés de capitaux et développement de la micro-finance. En 2017, plus de 80% des accords de services consultatifs signés par la SID ont ciblé le secteur financier à travers ces programmes.

PROGRAMME DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ISLAMIQUES (IFI)

Ce programme offre des conseils visant à:

- établir de nouvelles institutions financières islamiques
- transformer les institutions financières conventionnelles en institutions financières islamiques
- établir des fenêtres islamiques dans les institutions financières conventionnelles.
- élaborer des cadres réglementaires (pour les gouvernements)

En 2017, nous avons signé sept nouveaux accords dans sept pays membres différents grâce au programme IFI. Il s'agit notamment de la création d'une nouvelle fenêtre bancaire islamique numérique au Nigeria (SunTrust Bank), de nouvelles fenêtres bancaires islamiques en Guinée (Afriland First Bank), au Mali (Coris Bank), en Côte d'Ivoire (Coris Bank), au Sénégal (Coris Bank), le Bénin (Coris Bank), et la conversion de la banque conventionnelle NTB en Indonésie en banque islamique.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE LA MICRO-FINANCE ISLAMIQUE (IMD)

Nous avons lancé le Programme de développement de la micro-finance islamique (IMD) en 2017 en tant que nouvelle ligne de services consultatifs. Il a déjà prouvé son succès en réalisant deux opérations en Azerbaïdjan en faveur de deux institutions différentes de micro-finance (IMF).

- Services consultatifs pour les institutions de micro-finance: ceux-ci incluent le développement des produits de micro-finance conformes à la Chari'a, la création des capacités institutionnelles (mise en place des opérations, Systèmes de gestion d'information, formation, etc.) et permettre un environnement de micro-finance islamique (juridique, réglementaire, authenticité)

- Lignes de financement aux IMF islamiques (IMFI): Elles soutiennent la croissance du portefeuille des institutions qui souffrent du manque de financement; dans le cadre d'un contrat d'agence d'investissement entre la SID et l'IMFI, l'IMFI devrait conclure une (des) contrat (s) de financement conforme (s) à la Chari'a avec un client éligible

- Investissement direct dans les actions d'un IMFI: cela permettra de développer des IMFI fortement capitalisées avec un plan de développement ambitieux; Cela démontrera la rentabilité de l'industrie et encouragera d'autres investissements du secteur privé dans les IMFI.

- Structurer un véhicule d'investissement en micro-finance islamique et créer le premier véhicule d'investissement en micro-finance islamique (VIM): cela permettra de regrouper et de canaliser les fonds provenant de différents investisseurs (IFD, fonds propres privés) vers les IMI.

En 2017, nous avons fourni des services consultatifs en faveur de l'Institution Financière Non Bancaire Finoko et l'Institution Financière Non Bancaire FinDev pour la mise en place de fenêtres islamiques de micro-finance et l'introduction de nouveaux produits conformes à la Chari'a en Azerbaïdjan. Les domaines couverts comprenaient le soutien juridique, les ressources humaines, l'informatique, la comptabilité et le marketing et la communication.

PROGRAMME DES SOUKOUKS ET MARCHÉS DE CAPITAUX

Nous soutenons également les industries financières des pays membres par l'intermédiaire de notre programme de soukouks et de marchés des capitaux. Grâce à ce programme, nous fournissons des services consultatifs aux gouvernements et aux entreprises sur le processus d'émission des soukouks, en leur offrant les connaissances nécessaires pour développer les marchés de capitaux locaux.

En 2017, la SID a signé un nouveau contrat de soukouks aux Emirats Arabes Unis (EAU). Le contrat consiste à aider une société basée aux Emirats Arabes Unis à émettre un placement privé d'entreprise en soukouks via le NASDAQ Dubaï. L'émission devrait avoir lieu en 2018 et sera libellée en devise forte.

Pour l'avenir, nous prévoyons de nous concentrer davantage sur les entreprises avec un potentiel de croissance important à court terme, en les conseillant sur la façon d'élargir leurs activités grâce à l'émission de soukouk.

ETUDE DE CAS: **SRI LANKA**

Un investissement historique

CONTEXTE:

Amana Bank est la seule banque islamique à part entière au Sri Lanka. Établi en 2011, il a bâti avec succès et mis à profit sa réputation en tant que banque complètement conformes aux principes de la Chari'a.

OBJECTIFS

Avec un capital de 5 milliard de roupies Sri lankaises (LKR) (34 million USD), la banque a demandé la SID de participer à l'augmentation de capital réglementaire à 10 milliard LKR (68 million USD). En 2017, l'IBGF a réalisé le premier investissement pour promouvoir la finance islamique au-delà de nos pays membres et a accordé 14,65 million USD à Amana Bank. Soit une participation de 23,65% dans le capital de la banque. La SID et l'IBGF ont utilisé leur expertise pour concevoir la structure appropriée de la transaction, obtenir des conditions favorables de la part des régulateurs, s'associer avec des investisseurs stratégiques et assurer la clôture financière.

RÉSULTATS

Cette mesure assurera un accès continu aux services bancaires islamiques pour les citoyens du pays, et elle affirme l'immense potentiel de l'industrie bancaire islamique au Sri Lanka.

Gestion d'actifs pour soutenir le secteur financier

Nos activités de gestion d'actifs complètent notre capacité à mettre en commun des capitaux et à les utiliser de manière ciblée. Le Fonds du marché monétaire, le Fonds de croissance des services bancaires islamiques et le Programme des fonds pour les PME sont les fonds et les programmes que nous utilisons pour développer le secteur financier et canaliser les investissements vers les PME des pays membres.

FONDS DU MARCHÉ MONÉTAIRE (MMF)

Lancé sous forme d'un investissement initial de 50 million USD en 2013, le fonds du marché monétaire collecte des fonds directement ou indirectement en établissant des canaux, des stratégies, en introduisant de nouveaux investisseurs et en affinant les plans de collecte de fonds.

En 2017, le MMF a maintenu une base d'investisseurs relativement stable avec des actifs sous gestion atteignant 249 million USD en mai et clôturant l'année à 230 million USD en comparaison avec un montant de 233,5 million USD à la fin de 2016. Bien que la taille du fonds reste similaire à celle l'exercice précédent, l'exercice 2017 a vu un changement dans le mix des investisseurs avec une participation plus large des investisseurs externes. En termes de performance à la fin de 2017, le fonds avait légèrement surperformé son objectif de LIBOR + 200 PDB, réalisant un rendement annualisé de 3,46% quasi équivalent à 3,62% en 2016.

FONDS DE CROISSANCE DES SERVICES BANCAIRES ISLAMIQUES (IBGF)

Lancé en 2015 avec une première clôture de 100 million USD, l'IBGF est un véhicule de co-investissement unique qui offre aux investisseurs l'opportunité de se familiariser avec le secteur bancaire islamique, tirant parti de la vaste expérience et des antécédents de la SID dans ce domaine.

L'IBGF identifie et investit dans des opportunités commerciales attrayantes dans le secteur bancaire islamique à l'échelle mondiale. Il est structuré comme un fonds de capital-investissement fermé avec une taille cible de 300 million USD, une durée de vie de dix ans, et un objectif de rendement de +15% par an.

En 2017, deux transactions ont été décaissées: 14,65 million USD au Sri Lanka (Amana Bank) et 9 million USD au Maroc (Al-Akhdar Bank).

FONDS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

L'objectif de ce programme est d'améliorer l'accès au financement pour les PME des pays membres à travers une gamme de produits

L'objectif de ce programme est d'améliorer l'accès au financement pour les PME des pays membres à travers une gamme de produits d'investissement personnalisés, de capital-risque et d'assistance technique.

d'investissement personnalisés, de capital-risque et d'assistance technique.

En collaborant avec d'autres institutions multilatérales, locales, internationales et gouvernementales pour créer un environnement réglementaire favorable aux investissements des PME, le programme a déjà ouvert la voie à d'autres institutions financières privées pour développer leurs activités sur ces marchés.

Actuellement, la SID dispose de plusieurs fonds et véhicules d'investissement dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord et est en train d'en développer d'autres en Turquie et en Algérie. Deux fonds pour les PME ont été mis en place en Arabie saoudite et en Tunisie, offrant un accès au financement pour les PME dans divers secteurs, notamment les soins de santé, les technologies de l'information, la logistique et les services. La taille actuelle de ces fonds a dépassé 100 million USD.

ETUDE DE CAS: **ALGÉRIE**

Unir les forces en faveur des PME

CONTEXTE:

Le Fonds d'assistance aux petites entreprises (SEAF), est un groupe de gestion de fonds qui vise à générer des rendements financiers et un impact sur le développement en investissant dans des PME en phase de démarrage sur les marchés émergents et frontaliers.

Lors de la réunion annuelle du Groupe de la Banque mondiale à Washington en 2017, le SEAF et la SID ont convenu de mettre en place une série de véhicules d'investissement axés sur les pays et soutenant les PME dans les pays membres.

OBJECTIFS

Le fonds est axé sur les fonds propres et les quasi-fonds propres et cible une taille de 100 million USD (avec un engagement de la SID de 10 million USD) avec une clôture initiale de 50 million USD. L'accent sera mis sur les sociétés en phase de croissance capables de réaliser une forte croissance et une expansion régionale sur les marchés nord-africains. Le fonds se concentrera sur le soutien aux PME pour élargir et améliorer leurs activités.

RÉSULTATS

Le SEAF a déjà obtenu 100 million USD en faveur du Fonds Algeria Opportunity SME auprès des deux plus grandes banques nationales d'Algérie.

GAMBIE
Un coup de main pour les petites entreprises

EN LIRE PLUS 20

2

Soutenir les capacités de production

Nos efforts visant à renforcer les capacités de production, la résilience et la durabilité des entreprises soutiennent la compétitivité du secteur des entreprises dans nos pays membres. La compétitivité est considérée essentielle pour maintenir un bon niveau de vie et de prospérité dans nos pays membres au sein d'une économie mondiale bien intégrée.

Récemment, l'infrastructure est devenue une priorité clé pour la SID: traditionnellement considérée comme un monopole naturel ou comme un bien public, le secteur privé a eu une participation très limitée dans le secteur de l'infrastructure. Dans le cadre de l'action collective du Groupe de la BID, nous visons à utiliser des investissements sensibles au climat dans l'infrastructure pour soutenir les impératifs de développement durable pour une planète meilleure et plus sûre.

En fournissant une intervention directe, des services consultatifs et des fonds thématiques, nous visons à renforcer la compétitivité du secteur privé dans nos pays membres.

Financement à terme dans le secteur des entreprises

Nous visons à maximiser l'impact de développement de nos opérations et à nous concentrer sur les transactions dans des secteurs où les investissements peuvent ouvrir de nouveaux horizons pour les opérations du secteur privé. Nous sélectionnons des entreprises et des projets d'infrastructure bien établis grâce à de solides processus d'entrée et de diligence raisonnable.

En 2017, les interventions directes ont atteint un niveau record depuis la création de la SID, avec des approbations totalisant 339,5 million USD pour 25 transactions dans huit pays.

L'IMPORTANCE DE LA DURABILITÉ

Nos investissements ajoutent de la valeur au développement économique et social des pays membres, en mettant l'accent sur la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies par la création d'emplois, le transfert de technologie, les investissements transfrontaliers et l'investissement dans les projets d'infrastructure des énergies renouvelables (solaire et éolienne). La SID a adopté une approche sélective pour le financement et l'investissement dans les transactions d'infrastructure du secteur réel à fort impact.

En ligne avec le programme de développement mondial - et en réponse à l'action collective mondiale en faveur du changement climatique - nous visons à soutenir nos pays membres dans leur cheminement vers la durabilité et la résilience. Notre approche sélective en matière de financement et d'investissement dans les transactions d'infrastructures du secteur réel à fort impact a généré plus de 180 million USD de financement pour des projets d'infrastructure, principalement dans le domaine des soins de santé et de l'énergie propre.

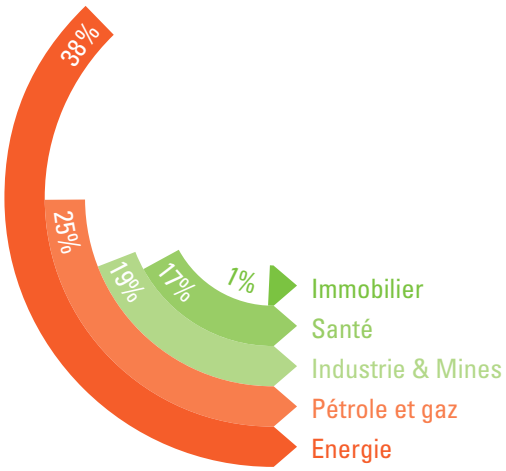
Résumé de 2017

Nos activités d'investissement et de financement direct en 2017 dans le secteur productif et réel peuvent se résumer comme suit:

- Les facilités de financement à court et moyen terme accordées aux entreprises représentaient la plus grande part des approbations totales de 202,6 million USD, soit 60%
- Les facilités de financement à long terme ont été accordées à des projets d'infrastructure entièrement nouveaux, principalement de l'énergie propre (énergie solaire et éolienne) et des soins de santé, pour un total de 132,9 million USD, soit 39%
- Les 4 million USD restants, représentant 1% de l'investissement, ont été alloués à des participations industrielles.

La gamme d'approbations en 2017 a été répartie sur cinq secteurs, ce qui souligne notre intérêt pour la diversité.

- L'électricité et l'énergie ont représenté l'allocation la plus élevée, totalisant 128,5 million USD, soit 38% des approbations de 2017.
- Le pétrole et le gaz ont eu 85 million USDD, représentant 25%
- L'industrie et l'exploitation minière ont obtenu 64 million USD, soit 19%.
- Les soins de santé représentent 59,4 million USD, soit 17%.
- Le secteur immobilier a eu 2,7 million USD, soit 1%.



Dans l'ensemble, les interventions directes en 2017 ont été les plus importantes depuis la création de la SID, avec des approbations totalisant 339,5 million USD dans 25 transactions dans huit pays.

EN BREF: .

Cartographie des financements du changement climatique

La SID est un membre actif du Club Mondial des Banques de Développement (IDFC), une organisation composée d'institutions de financement du développement et axée sur le financement d'initiatives de changement climatique à travers des projets d'énergie renouvelable.

Nous avons contribué au Green Map Mapping Report 2017 de l'IDFC, qui vise à identifier et catégoriser les flux financiers des membres de l'IDFC vers les projets d'énergie verte, l'adaptation et l'atténuation du changement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le rapport donne une vision transparente des activités de financement vert des membres de l'IDFC

ETUDE DE CAS: **ÉGYPTE**

Soutenir les projets d'énergie propre

CONTEXTE:

Le gouvernement égyptien a lancé en 2014 un système de tarifs de rachat garantis (FiT) visant à développer 4.300 MW de capacité éolienne et solaire photovoltaïque. Le gouvernement prévoit également de:

- réaliser 20% de sa production d'électricité à partir de sources renouvelables au cours de la prochaine décennie
- augmenter la sécurité énergétique de l'Egypte en exploitant le vaste potentiel d'énergie renouvelable du pays.
- améliorer l'efficacité de son secteur d'énergie
- et réduire la dépendance des importations de combustibles fossiles coûteuses.

En 2017, la SID a approuvé un crédit de 75 million USD pour financer la construction et l'exploitation de nouveaux projets d'électricité indépendants photovoltaïques (IPP) en cours de développement dans le cadre du programme égyptien FiT, en partenariat avec les principales institutions de financement du développement à savoir, la Banque Européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le Fonds vert pour le climat (GCF) et la Banque néerlandaise de développement (FMO).

OBJECTIFS

Cette initiative démontre:

- notre concentration sur le secteur des énergies renouvelables
- notre coopération croissante avec les institutions financières internationales de financement du développement
- notre engagement envers un pays membre important, l'Egypte, dans efforts visant le développement économique durable.

ARABIE SAOUDITE
Soutien à la santé publique

EN LIRE PLUS 35

La mise en œuvre réussie de ces transactions contribuera à assurer le succès de l'ensemble du programme FiT, à renforcer la confiance des investisseurs dans l'économie égyptienne et à établir les bases de partenariats public-privé (PPP) plus ambitieux.

RÉSULTATS

Projet Alfanar

PRODUIT: Facilité de financement à terme pouvant atteindre 28,5 million USD
CLIENT: Alfa Solar Energy, un véhicule à usage spécial appartenant à Alfanar Company, un conglomérat énergétique saoudien de premier plan actif dans la région du CCG.
OBJECTIF: Etablir une centrale solaire photovoltaïque de 50 MW dans le parc solaire de Benban, dans le sud de l'Égypte. Le projet sera financé par des capitaux propres et des dettes. Le financement par capitaux propres sera assuré par Alfanar Company, tandis que le financement de premier rang sera assuré par la BERD et la SID.

Projets Scatec Solar

PRODUIT: Six facilités de financement à terme pour un total de 24 million USD.
CLIENTS: Six véhicules à usage spécial appartenant à un consortium d'investissement international dirigé par Scatec Solar ASA, une société norvégienne qui développe, construit, possède, exploite et entretient des centrales solaires dans le monde.
OBJECTIF: Scatec Solar développe six projets dans le cadre du programme Egyptien FiT, en partenariat avec des investisseurs internationaux de premier plan, notamment Norfund et Africa 50. Les projets auront une capacité de installée de production totale de 300 MW et seront tous basés dans le parc solaire de Benban. Le coût total des projets sera financé par les fonds propres des sponsors et les financements de premier rang fournis par la BERD, la BID, le FMO et la SID.

EN BREF:

Soutien à la chaîne de valeur énergétique

Serba Dinamik Holding est l'une des principales sociétés malaisiennes fournissant des services d'ingénierie et de maintenance entièrement intégrés et spécialisés aux secteurs du pétrole, du gaz, de la pétrochimie et des services publics. Elle propose également une solution globale complète dans la construction et la fabrication, l'exploitation et la maintenance des stations, le système intégrateur / packager et les solutions informatiques à travers sa filiale, Serba Dinamik International Limited (SDIL). Depuis 2015, la SID a soutenu SDIL en accordant plusieurs facilités pour soutenir ses opérations dans les pays membres, et, en 2017, nous avons approuvé et déboursé une nouvelle facilité de 10 million USD en faveur de la société.

ETUDE DE CAS: **JORDANIE**

Renforcer les ressources d'énergie renouvelable

CONTEXTE:

Le gouvernement de Jordanie prévoit fournir 10% de toute la production d'électricité du pays a partir de sources d'énergie renouvelables d'ici 2020. Les sources d'énergie renouvelables, abondantes en Jordanie, peuvent aider à relever de nombreux défis, notamment le maintien de la croissance économique, renforcer la sécurité énergétique et réduire la dépendance des importations d'hydrocarbures coûteuses.

OBJECTIFS

Nous sommes déterminés à aider la Jordanie, pays membre de la SID, à atteindre les objectifs de sa politique énergétique nationale. En 2017, nous avons approuvé et signé un financement à terme pouvant aller jusqu'à 30 million USD en faveur du projet éolien Shobak, un projet éolien indépendant de 45 MW qui sera construit près de la ville de Shobak, au sud d'Amman.

Le projet est détenu majoritairement par Alcazar Energy Partners, un développeur indépendant basé aux Emirats Arabes Unis. Le financement de premier rang sera assuré par la BERD, l'Europe Arab Bank et la SID.

RÉSULTATS

La station devrait produire environ 160 gigawattheures (GWh) d'électricité par an et sera vendue à la Jordanian National Electricity Power Company dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité à long terme.

Le projet aidera le pays à réduire jusqu'à 100.000 tonnes de CO2 par an, tout en promouvant le développement énergétique durable et la participation du secteur privé dans le paysage énergétique du pays.

Services consultatifs pour soutenir les capacités de production

Les services consultatifs, le renforcement des capacités et l'assistance technique que nous offrons complètent les investissements du secteur des entreprises que nous effectuons dans nos pays membres et soutiennent la compétitivité et les capacités de production du secteur privé.

Nos principaux programmes de services consultatifs qui ciblent directement les capacités de production des pays membres sont le Programme du soutien à l'environnement industriel et commercial (IBES) et le Programme d'infrastructure et de privatisation (IPP).

En 2017, 18% des mandats consultatifs que nous avons signés visaient le secteur agricole (10%), l'industrie et l'exploitation minière (6%) et l'infrastructure (2%).

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (IBES)

Grâce à l'IBES, nous cherchons à identifier les défis critiques qui entravent la croissance des entreprises. Nous travaillons avec des partenaires publics et privés pour identifier et mettre en œuvre des solutions en mobilisant des partenariats stratégiques, de l'expertise et des ressources.

Le programme IBES se concentre sur quatre thèmes:

- zones économiques spéciales - implication au niveau régional
- environnement des affaires - participation au niveau national

- chaînes de valeur - implication au niveau sectoriel
- productivité et innovation de l'entreprise - implication au niveau de l'entreprise

En 2017, La SID a approuvé quatre nouvelles opérations dans le cadre du programme IBES, décrits ci-dessous. Nous avons élargi nos interventions avec succès en Asie centrale et avons continué à renforcer notre présence en Afrique subsaharienne.

- AZERBAÏDJAN: La facilité de stockage de céréales azérie entreprendra une évaluation économique pour établir un terminal de manutention des grains au port d'Alyat (Bakou) spécialisé dans la réception de céréales en grandes quantités, ainsi que des opérations de stockage et de logistique.

- TADJIKISTAN: L'Etude de faisabilité pour la création d'une grappe fruitière dans la région de Sughd est approuvée conjointement par la SID, la BID et le gouvernement tadjik, et vise à développer un secteur horticole compétitif de production et de transformation pour promouvoir les exportations tadjikes à valeur ajoutée sur des normes de qualité internationales.

- KIRGHIZISTAN: L'Etude visant à créer un parc de transformation de la viande couvrira les aspects des secteurs public et privé en matière d'établissement et d'exploitation d'un parc de transformation de la viande. Le parc sera conçu pour consolider toutes les composantes de la chaîne de valeur au même endroit.

- DJIBOUTI: la phase II de Djibouti est entrée dans sa dernière phase de mise en œuvre cette année. La phase I (2015) s'est terminée par une proposition de programme de 219 ha de zones industrielles totalisant 51 million USD dans les cinq principales régions du pays. Les étapes préalables au programme de zone, que la phase II est destinée à mettre en place, sont les suivantes:

1. Centralisation des activités de planification et de développement des terrains industriels au sein de l'Agence djiboutienne de promotion des investissements (DIPA)
2. Renforcement de la coordination entre la promotion des investissements, le développement des terres et les fonctions de gestion

Plus précisément, il s'agit de la création d'un département du zonage industriel au sein de l'Agence djiboutienne de promotion des investissements (composante 1) et un plan de renforcement des capacités en deux étapes sur la relation entre la promotion des investissements et la gestion des terres industrielles (composante 2). La première étape a été achevée en 2017 et la deuxième étape devrait avoir lieu en 2018.

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE ET DE PRIVATISATION (IPP)

Ce programme propose des solutions de conseil sur le développement et le financement de projets d'infrastructures de petite et moyenne dimension. Il peut s'agir de projets du secteur privé ou de PPP, et comprennent les projets énergétiques indépendants, les services publics, les télécommunications et l'industrie (par exemple le ciment, les engrais, l'acier).

La SID fournit également des services consultatifs aux gouvernements à propos de la stratégie de privatisation et les transactions de privatisation spécifiques pour attirer les investissements du secteur privé.

Suite à l'approbation du Fonds pour l'infrastructure africaine à la fin de 2016, nous avons réalisé de grands progrès vers le lancement du fonds, qui devrait avoir lieu en 2018.

ETUDE DE CAS: **MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD**

Promouvoir le succès continu dans le secteur pétrolier

CONTEXTE:

ADES fournit des services de forage et de puits aux compagnies pétrolières de la région Moyen Orient et Afrique du Nord. ADES opère en Egypte, en Algérie et en Arabie Saoudite, et vise à s'élargir ses activités. En 2017, ADES a demandé à la SID de lui accorder un financement de 35 million USD.

OBJECTIFS

Ce financement fait partie d'une facilité syndiquée de 500 million USD, arrangée conjointement par EBRD et Bank of America, conçue pour soutenir la stratégie de croissance et l'acquisition d'actifs de la société.

RÉSULTATS

Le financement a permis à ADES de démontrer sa forte capacité à attirer des investisseurs et à établir des relations bancaires solides avec un éventail d'institutions, dont la BERD, Bank of America, la Banque arabe d'investissement internationale et Arab Petroleum Investment Corporation. En particulier, ADES a bénéficié de la mise en œuvre du plan de gouvernance d'entreprise proposé dans le cadre du financement approuvé.

ETUDE DE CAS: **YÉMEN**

Promouvoir la résilience des entreprises

CONTEXTE / OBJECTIFS:
L'assistance à la résilience des entreprises à valeur ajoutée (BRAVE) investit dans des initiatives de résilience commerciale et de continuité des activités pour aider les entreprises à gérer les risques et à développer des stratégies d'atténuation de crises au Yémen.

RÉSULTATS
A la fin de 2017, après dix mois de mise en œuvre de la phase 1 dans les villes de Sanaa, Aden et Mukalla:

1,226
entreprises ont demandé de bénéficier du projet

528
entreprises ont été formées à l'élaboration de plans de continuité d'activité (PCA)

501
ont soumis un plan de continuité d'activité primaire

477
sont qualifié pour la sélection aléatoire afin de recevoir des subventions

285
MPME et dix entreprises leader de la chaîne de valeur ont bénéficié de l'appariement des subventions

Le projet a un impact énorme, contribuant à renforcer la confiance entre les banques et les entreprises participantes. En effet, quatre entreprises du Hadramout ont bénéficié de la formation en matière de plan de continuité d'activité, se sont qualifiées dans la sélection aléatoire et ont obtenu un financement direct auprès des banques et des fournisseurs.

Gestion d'actifs pour soutenir les capacités de production

Nos activités de gestion d'actifs visent à lier les fonds souverains, les institutions financières, les fonds de pension, les compagnies d'assurance, les fonds de dotation, les fondations, les family offices et les particuliers fortunés à des opportunités d'investissement sur différents marchés émergents.

La SID gère divers fonds de revenu pour les investisseurs sur l'ensemble du spectre risque-rendement, y compris le fonds d'investissement (UIF), le Trade Premium Fund (TPF), le Corporate Premium Fund (CPF) et le Global Soustainable Fund (GSF).

FONDS D'INVESTISSEMENT (UIF)

Le fonds d'investissement (UIF) offre des produits de financement conformes à la Chari'a dans tous les secteurs du financement des entreprises et du commerce. En 2017, afin de relever divers défis, nous avions un sous-portefeuille d'opérations et de sociétés sous-jacent qui nous permettra d'améliorer la performance de nos fonds et de surpasser les indices de référence à court terme.

En 2017, la performance de l'UIF était en ligne avec la performance de 2016, le fonds distribuant un dividende intérimaire de 1%. L'UIF a réalisé un encours sous gestion de 201,2 million USD au cours de l'année. Les améliorations du facteur de rendement dans la croissance des compartiments sous-jacents, CPF et TPF, décrits ci-dessous.

LE TRADE PREMIUM FUND (TPF)

Le TPF a été lancé en janvier 2016 et était positionné pour investir principalement dans des financements commerciaux structurés à prime (STF) avec une exposition à des commerciaux lucratifs souverains et garantis par des banques.

Bien que le fonds ait toujours été pris en compte dans sa période d'investissement, il a clôturé l'année avec succès réalisant plus de 85% d'utilisation du produit et générant un taux de rendement de 3,77%.

CORPORATE PREMIUM FUND (CPF)

Le CPF a été lancé en janvier 2016 avec une capitalisation initiale de 74 million USD et vise à investir dans des opérations de financement d'entreprise viables conformément aux principes de la Chari'a dans les pays à forte croissance et dans les marchés émergents.

Dans l'ensemble, le fonds a réalisé sept nouveaux investissements dans quatre pays couvrant cinq secteurs en 2017. Cette longueur d'avance, associée à une solide réserve de projets, permet au fonds d'avoir un impact significatif sur les investissements des entreprises dans les années à venir.

En 2017, il a généré un rendement de 5,03% conforme au rendement ciblé.

GLOBAL SOUSTAINABLE FUND (GSF)

En 2017, nous avons conceptualisé et lancé notre nouveau fonds d'actions islamiques conforme à la Chari'a, le GSF. Le fonds suit le modèle environnemental, social et de gouvernance dans le choix de ses participations.

Le GSF a terminé l'année 2017 avec des actifs sous gestion de 36 million USD et un rendement nettement supérieur à son objectif de 5% (annualisé). Depuis son lancement en juillet 2017, le GSF a dégagé un rendement annualisé exceptionnel de 11,5% - dépassant son indice de référence.

ETUDE DE CAS: **BAHREÏN**

Relier les PME exportatrices et les acheteurs

CONTEXTE / OBJECTIFS:

Par l'intermédiaire du Trade Premium Fund (TPF), nous avons conclu un accord wakala restreint avec la Bahrain Middle East Bank pour investir dans un portefeuille de transactions financières (importations) conformes à la Chari'a. Il s'agit principalement de fournisseurs de PME et de fabricants turcs de produits de base, de textiles et de matériaux de construction pour des acheteurs européens et américains bien connus.

Les produits de base sont principalement des denrées et des produits alimentaires (noisettes et fruits secs), des produits finis et des produits de base (métaux). Le portefeuille est diversifié dans divers pays, secteurs et échéances, ainsi que de multiples acheteurs européens (avec une taille moyenne de 187000 USD par envoi).

RÉSULTATS

Les transactions offrent un rendement lucratif (supérieur au marché) via des facilités de crédit renouvelables. Toutes les transactions sont sécurisées à 100% par Atradius, une compagnie de crédit d'assurance notée A3, qui couvre les obligations des acheteurs dans le cadre de chaque transaction.

Le portefeuille est diversifié dans divers pays, secteurs et échéances, ainsi que de multiples acheteurs européens.

ETUDE DE CAS: **ARABIE SAOUDITE**

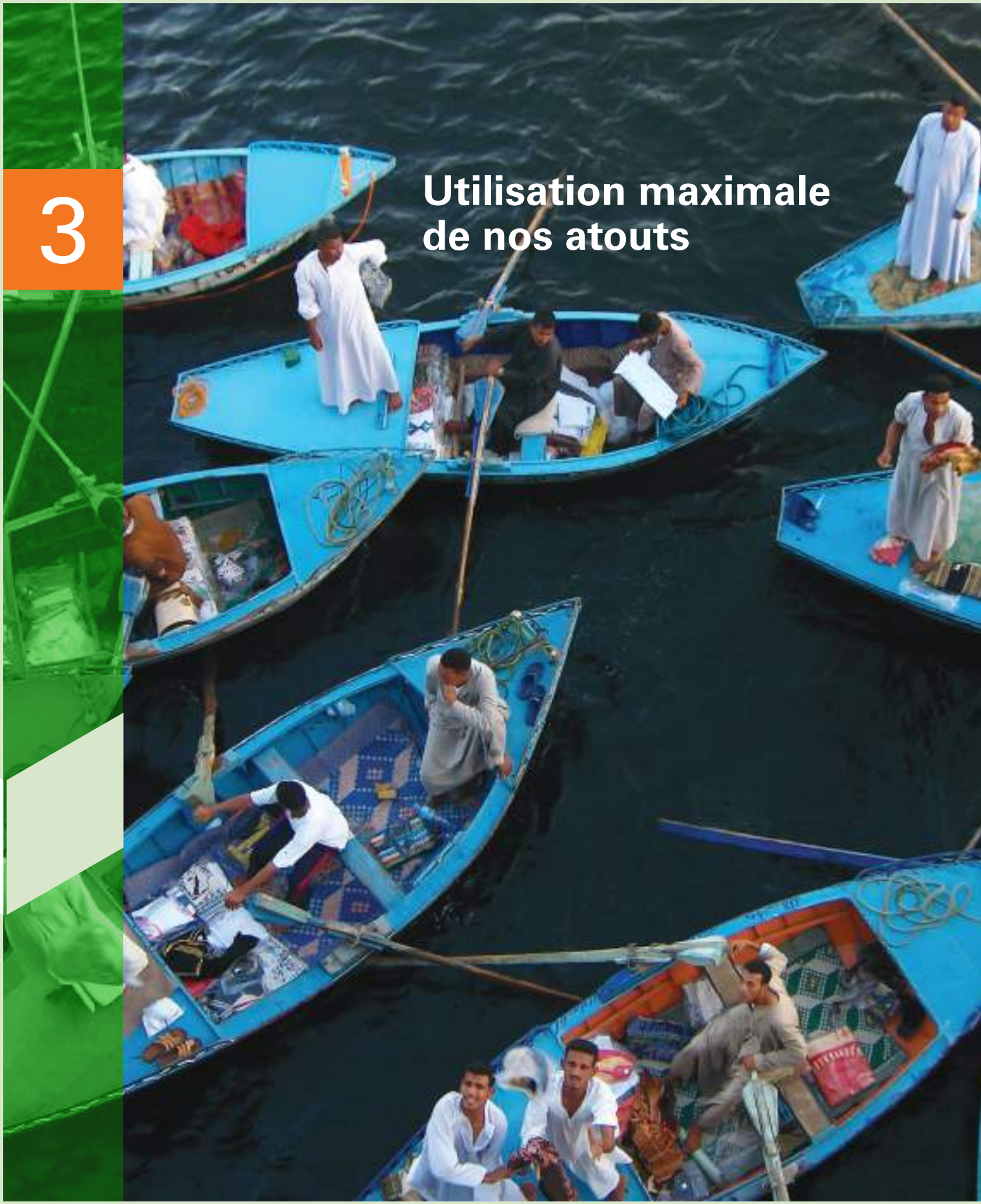
Soutien à la santé publique

CONTEXTE / OBJECTIFS:

La société arabe pour les produits pharmaceutiques (Arabio) est une société biopharmaceutique spécialisée dans les vaccins humains, les produits plasmatiques et d'autres produits biopharmaceutiques. Arabio était à la recherche d'un mécanisme de financement du commerce pour remplir son obligation de fournir le vaccin inactivé renforcé (IPV) au ministère saoudien de la Santé pour lequel le Trade Premium Fund a fourni le soutien nécessaire avec une facilité de 8 million USD.

RÉSULTATS

Le vaccin IPV produit des anticorps qui empêchent la propagation d'un virus au système nerveux central. En favorisant la fourniture de vaccins au secteur de la santé saoudien, le fonds a aidé à protéger le peuple saoudien ainsi que les pèlerins en visite pendant la saison du hajj.



3 Utilisation maximale de nos atouts

En 2017, la SID a poursuivi son approche intégrée et collaborative pour promouvoir l'efficacité et la compétitivité en permettant à nos pays membres de passer du modèle de réaction à celui de la proactivité.

Activité de partenariats

NOTRE APPROCHE DE PARTENARIAT

La mobilisation des ressources financières et l'expertise internes (Groupe de la BID) et externes est au cœur de notre modèle d'affaires. En travaillant avec d'autres acteurs du développement, nous tirons parti de notre riche éventail d'outils d'investissement, de conseil et de gestion d'actifs, de la bonne gouvernance et de capital humain approprié - l'épine dorsale de notre force d'entreprise. En outre, les partenariats constituent le fondement de la collaboration et de l'assistance à long terme dans nos pays membres.

PROTOCOLES D'ACCORD

A la SID, nous sommes déterminés à établir des partenariats avec d'autres institutions pour renforcer la prospérité partagée entre nos pays membres d'une façon durable. En 2017, nous avons une fois de plus démontré notre engagement à fournir une assistance à long terme en établissant des bases solides pour de nouveaux partenariats. Nous avons signé plusieurs protocoles d'accord pour entreprendre de nouveaux projets de développement dans différents domaines de notre mandat, allant du renforcement de l'industrie de la finance islamique au renforcement des capacités, en collaborant avec des institutions au-delà de nos pays membres.

Les partenariats créent les bases d'une collaboration et d'une assistance à long terme dans nos pays membres.

Protocole d'accord avec le Türkiye Wealth Fund et le Catalyst Group:
Coopérer pour le développement du secteur hypothécaire islamique en Turquie

Protocole d'accord avec l'Association des financiers du Kazakhstan
Explorer les possibilités de collaboration en matière de soutien aux institutions financières et au développement de la finance islamique au Kazakhstan

Protocole d'accord avec le Ministère de l'investissement et de la coopération internationale d'Égypte
Contribuer au développement, à l'investissement et au financement de projets de partenariat public-privé.

Protocole d'accord avec Ma'aden en Arabie Saoudite
Favoriser le développement des PME dans le secteur minier, contribuer au programme d'autonomisation économique et soutenir le développement des infrastructures minières

Protocole d'accord avec le Fonds de développement Chine-Afrique
Pour stimuler l'investissement dans les infrastructures et la croissance dans certains pays africains.

Protocole d'accord avec l'Association internationale des entreprises islamiques
Explorer les domaines de collaboration pour améliorer les relations d'affaires entre les entrepreneurs des pays islamiques et la Fédération de Russie.

Activités de syndication et financement

A la lumière de notre volonté d'aider le secteur privé de nos pays membres à mobiliser des financements, nos équipes de syndication et de mobilisation des ressources ont rationalisé toute une gamme d'accords et de structures pour mobiliser des ressources.

L'équipe a parallèlement développé des capacités et documentations internes pour aider à faciliter un vaste marché de syndication islamique dans le cadre de programmes de prêts de financement A / B et A / C.

TRANSACTIONS SYNDIQUÉES EN 2017

Contribution de 20 million USD pour la facilité de murabaha syndiquée de Defacto à 65 million USD.
DeFacto a été créé et a ouvert son premier magasin en 2004. En une décennie, elle est devenue l'une des marques leader de l'industrie du prêt-à-porter et de la mode en Turquie. Aujourd'hui, elle est la deuxième plus grande entreprise de vêtements en Turquie, avec 283 magasins nationaux. Elle a également 45 magasins à l'étranger notamment le Kazakhstan, l'Egypte, le Kosovo et le Maroc.

Nos équipes de syndication et de mobilisation des ressources ont rationalisé toute une gamme d'accords et de structures pour mobiliser des ressources.

Contribution de 10 million USD pour NMC, Facilité de murabaha syndiquée de 50 million USD

NMC Health Plc a débuté ses activités en tant qu'une petite pharmacie et une clinique en 1975. Depuis, elle est devenu un fournisseur de services de soins de santé privé intégré présente à travers les Emirats Arabes Unis. La société a été cotée à la Bourse de Londres en avril 2012, en tant que membre de l'indice FTSE 250, et a connu une croissance via des liaisons organiques et inorganiques. NMC gère un réseau d'une vingtaine d'hôpitaux, de centres médicaux et de cliniques de chirurgie, avec une capacité autorisée de 855 lits aux EAU.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT EN 2017

En 2017, la SID a pu mobiliser près de 800 million USD de financement principalement à travers des placements privés et des facilités bilatérales afin de répondre aux exigences opérationnelles et de liquidité de la SID. Pour maintenir le principe de financement par contrepartie, nous avons principalement emprunté en dollars américains, étant donné que nos actifs sont en grande partie libellés dans la même devise. Dans le cadre de notre stratégie de diversification de nos sources de financement, la SID a également emprunté en monnaie locale convertible et converti le produit en dollars US entièrement couvert par le biais de swaps de devises (CCPRS).

La SID a également complété avec succès la mise à jour du Programme d'émission de certificats de trust («Programme») établi en décembre 2015. Le programme est une plateforme d'émission de dette rentable qui sera utilisée pour les émissions de soukouks publiques et privées en 2018. Le programme et les émissions publiques individuelles de Soukouks sont cotés à la bourse de Londres et au NASDAQ Dubaï.

Au cours de l'année, le Conseil d'administration a approuvé le Programme de mobilisation des ressources mondiales de la SID pour 2018, d'un montant maximal de 1,1 milliard USD. L'objectif du programme est d'identifier les besoins en ressources de la SID pour l'exercice 2018 afin d'atteindre les objectifs opérationnels et financiers, et de maintenir le niveau de liquidité requis conformément à la politique de liquidité de la SID

JORDANIE
Renforcer les ressources d'énergie renouvelable

EN LIRE PLUS 32

Les prix décernés à la SID en 2017

Les projets de la SID sont reconnus comme des projets importants et de grande envergure. Leurs impacts sur le développement des pays membres sont tels qu'ils reçoivent une reconnaissance régionale et mondiale chaque année. L'année 2017 n'a pas fait exception.

En mars 2017, la SID a remporté le titre de «la transaction souveraine de l'année» de l'IFN pour sa gestion de l'émission des soukouks souverains de Jordanie. La communauté financière islamique a reconnu l'impact novateur et sur le développement de l'émission des soukouks jordaniens en monnaie locale.

En juillet, la SID s'est vu décerner deux prix prestigieux lors de la cérémonie de remise des prix de la finance islamique The Asset Triple A. Les deux transactions gagnantes comprennent «Best Deal, Arabie Saoudite» qui était un Soukouk Wakala de 300 million USD et aussi la première émission publique de la SID, et «Best Deal, Bangladesh», qui était un financement syndiqué à terme de 32 million USD pour Noman Group dans lequel la SID a agi en tant que co-arrangeur.

En septembre, les Global Islamic Finance Awards (GIFA) ont décerné à MIRAS (Programme de développement des talents en finance islamique) de la SID le «Meilleur programme de développement du capital humain 2017».

En novembre, la SID a reçu un prix aux «International Islamic Microfinance Awards» pour son programme innovant de micro-finance conforme à la Chari'a.

Organisation et gouvernance

Les actions de la SID sont approuvées et examinées par des personnalités expérimentées déploient leur expertise au profit du développement de nos pays membres.

Assemblée générale

L'Assemblée Générale est l'autorité suprême de la SID qui représente ses membres (pays et institutions). Ses principales fonctions consistent à définir les politiques régissant le travail et la supervision générale de la SID.

A la fin de chaque réunion annuelle, l'Assemblée générale élit un représentant d'un pays membre pour agir en qualité de Président et un représentant d'un pays membre pour agir en qualité de Vice-président jusqu'à la fin de la prochaine réunion annuelle de l'Assemblée générale.

Chaque membre de l'Assemblée Générale dispose d'une voix pour chaque action souscrite et payée, et toutes les questions sont décidées à la majorité des voix exprimées à chaque réunion.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est principalement responsable de l'adoption des politiques, de la stratégie opérationnelle, du budget et de la conduite générale des opérations de la SID dans le cadre des pouvoirs qui lui sont délégués par l'Assemblée générale. Le Conseil est composé de 10 membres et est présidé par le Président du Groupe de la BID. Parmi les autres membres figurent le Directeur général de la SID ainsi que les représentants de la BID, des groupes des pays membres d'Afrique, d'Asie, de l'Asie arabe, des institutions financières publiques et un membre permanent d'Arabie saoudite (représentant le plus important actionnaire après la BID).

Conformément aux Statuts, le Conseil d'administration se réunit lorsque les affaires de la société l'exigent et la majorité des membres du Conseil constitue le quorum pour toute réunion, à condition que cette majorité représente au moins les deux tiers du nombre total des voix des membres. Une réunion extraordinaire peut également être convoquée à tout moment par le Président ou à la demande de trois membres du Conseil.

Les membres du Conseil d'Administration nommés par la BID ont le même nombre de voix que la BID, et chaque membre du Conseil d'Administration a le droit d'exprimer le nombre des voix dont disposent les membres de la société dans le vote aboutissant à son élection.

Conformément aux statuts de la société, le Conseil d'administration est autorisé à exercer tous les pouvoirs de la société, à l'exception des pouvoirs réservés à l'Assemblée générale, mais aussi à définir les conditions et procédures selon lesquelles le Président du Conseil peut présenter divers types de questions dans le cadre d'une procédure accélérée.

1.

2.

3.

4.

5.

6.

7.

8.

9.

10.

11.

CONSEIL D'ADMINISTRATION *

1. Dr. Bandar Mohammed Hajjar, Président du conseil
2. M. Khaled Mohamed Al-Aboodi, Président Directeur Général
3. Dr. Abdullah bin Suleiman Alsakran, Représentant l'Arabie Saoudite
4. M. Abdullah M.A. Al Zaabi, Représentant le Groupe arabe
5. M. Omar Ahmed Al-Somali, Représentant les institutions financières
6. M. Abdourahmane Cissé, Représentant le Groupe d'Afrique
7. M. Mohammad Nizam bin Haji Ismi, Représentant le Groupe d'Asie
8. Dr. Rami M. S. Ahmad, Représentant la BID
9. Dr. Abdalnasr Mohamed Omar Abouzkeh, Représentant la BID
10. M. Abdirahman Sharif, Représentant la BID
11. M. Abdolrahman Nadimi Boushehri, Représentant la BID

* Au 31 décembre 2017

Le Conseil d'administration désigne parmi ses membres, les membres de son Comité exécutif (CE) qui est l'organe de prise de décision rapide. Il a le pouvoir d'approuver toutes les opérations de financement et d'investissement ainsi que tous les autres pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil. Le CE est composé de six membres au maximum, dont les trois sièges sont attribués en permanence au Président du Conseil, au PDG et au représentant de l'Arabie saoudite, respectivement. Les membres du CE siègent par rotation annuelle, ce qui permet à tous les membres du Conseil d'administration de siéger au Comité.

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF *

1. Dr. Bandar Mohammed Hajjar, Président du conseil
2. M. Khaled Mohamed Al-Aboodi, Président Directeur Général
3. Dr. Abdullah Bin Sulaiman Alsakran
4. M. Abdourahmane CISSÉ
5. M. Abdirahman Sharif

Président Directeur Général

Le PDG, qui est également l'Administrateur général, sous la supervision générale du Président du Conseil d'Administration, dirige les activités quotidiennes de la SID. Le PDG est également responsable de la nomination des cadres et du personnel de la Société. Sur autorisation du Conseil d'administration, le PDG approuve le financement et les investissements de la SID. Le Conseil d'administration a renouvelé le mandat de M. Khaled Mohammed Al-Aboodi en qualité de PDG et Administrateur général de la SID le 10/09/1437H (2017) pour un nouveau mandat de trois ans.

Comité de la Chari'a

En l'an 1433H, le Comité de la Chari'a de la SID a été intégré dans celui de la BID, constituant ainsi le Comité de la Chari'a du Groupe de la BID. Il est chargé de conseiller le Groupe de la BID sur la conformité de ses produits et transactions à la Chari'a. Le Comité est composé des éminents membres ci-après :

COMITÉ DE LA CHARI'A DU GROUPE DE LA BID *

1. Dr Hussein Hamed Sayed Hassan (Président)
2. Dr Abdulsattar Abughuddah (Vice-président)
3. Shaikh Abdulla Bin Sulaiman Al Manea
4. Shaikh Muhammad Taqi Usmani
5. Shaikh Mohammad Ali Taskhiri
6. Dr Mohamed Raougui
7. Dr Muhammad Syafii Antonio

Comité d'Audit

Le Conseil d'administration désigne parmi ses membres, les membres d'un Comité d'Audit chargé de superviser les aspects financiers et de contrôle interne de la SID, ainsi que le respect de son mandat et de faire rapport de ses conclusions au Conseil d'administration.

COMITÉ D'AUDIT *

1. Dr Abdullah Bin Sulaiman Alsakran (Président)
2. Dr. Abdalnasr Mohamed Omar Abouzkeh

Conseil consultatif

La SID dispose d'un Conseil consultatif composé de cinq experts de renommée internationale, qui connaissent bien nos activités. Le Conseil émet des points de vue et des avis sur toute question qui lui est soumise par l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration, le Comité Exécutif et le Président du Conseil d'Administration ou par le PDG.

CONSEIL CONSULTATIF *

1. M. Hamad Saud Al Sayari
2. M. Alhaji Aliko Dangote, GCON
3. M. Tan Sri Abdul Rashid Hussain
4. M. Assaad J. Jabre
5. Dr Abdul Hafeez Shaikh

* Au 31 décembre 2017

1.

2.

3.

4.

5.

6.

7.

8.

9.

10.

11.

12.

ADMINISTRATION DE LA SID*

1. M. Khaled Mohamed Al-Aboodi, Président Directeur Général
2. Dr. Majid Sabbagh Kermani, Directeur, Stratégie et politiques
3. M. Mohammed Alamari, Directeur, Audit Interne
4. M. Seedy Keita, Directeur, Département des finances
5. M. Adeeb Ahmad, Directeur par intérim, Département de gestion d'actif
6. M. Juan Limandibhratha, Directeur, Gestion des risques
7. M. Najmul Al Hassan, Directeur, Développement des institutions financières
8. Mlle. Nida Fatima Raza, Département des services du conseil
9. M. Farid Masmoudi, Directeur, Investissements et financements directs
10. M. Suleiman Al-Sultan, Directeur, Soutien Institutionnel
11. M. Karar Zubair, Directeur par intérim, Département de la trésorerie
12. M. Okan Altasli, Directeur par intérim, Département des bureaux régionaux

* Au 31 décembre 2017

Notre effectif

Les employés de la SID proviennent d'un large éventail de pays et de milieux culturels. Nous sélectionnons les meilleures ressources humaines pour nous rejoindre, et nous leur offrons des opportunités de formation et de développement du niveau international.

Apprentissage et développement

Nous offrons à nos employés un large éventail de possibilités pour renforcer leurs capacités et leurs connaissances, ce qui leur a permis d'être largement considérés comme parmi les meilleurs professionnels dans l'industrie de la finance et les industries de développement.

PROGRAMME MIRAS

Le programme MIRAS est une initiative de gestion des talents qui répond aux besoins de l'ensemble de la finance islamique. Ce programme de deux ans est conçu pour fournir une expérience de la finance islamique grâce à des affectations par rotation, à la formation en classe et à des séances de coaching et de mentorat. Les participants reçoivent une maîtrise en finance islamique de l'IE Business School quand ils terminent le programme avec succès. Cinq promotions d'étudiants ont déjà terminé le programme depuis sa création, stimulant l'industrie de la finance islamique avec plus de 50 professionnels talentueux.

COACHING EN LEADERSHIP ET AUTRE FORMATION

En 2017, nous nous sommes particulièrement concentrés sur l'utilisation de l'apprentissage en ligne, le considérant comme un moyen efficace et économique pour améliorer les compétences des employés. Nous mettons également de plus en plus l'accent sur une culture de coaching de feedback, et nous avons organisé un atelier sur le sujet pour les directeurs et les superviseurs avec IE Business School.

RENFORCEMENT DU NOTRE CULTURE

Nos employés sont au cœur du succès et de la croissance de le la SID, et notre Direction croit que la voie la plus rapide vers la réussite en affaires consiste à investir dans notre équipe et à favoriser une culture positive du milieu de travail.

En 2017, nous avons continué à mettre en œuvre une série d'initiatives de développement des ressources humaines et organisationnelles pour soutenir le changement de culture et positionner la SID comme l'un des meilleurs employeurs parmi les banques multilatérales de développement. Les initiatives sont principalement liées à notre stratégie et à notre vision en matière de ressources humaines et comprennent:

- Réorganisation de nos instruments d'induction
- Améliorer l'efficacité de notre gestion du rendement
- Développer les compétences de coaching
- Veiller à ce que nos valeurs d'entreprise se reflètent dans les opérations
- Soutenir le comité social et promouvoir les activités sociales

SOUTIEN FAVORISANT UNE CULTURE LIÉE À LA PERFORMANCE

Notre système de gestion de la performance des employés est considéré comme la meilleure pratique dans le domaine du développement des ressources humaines, car il relie les objectifs individuels de l'employé aux objectifs de l'organisation.

Le système vise à:

- Améliorer la performance et récompenser le rendement exceptionnel
- Améliorer la productivité du personnel
- Promouvoir les réalisations individuelles dans un esprit d'équipe
- Aider à créer une culture d'apprentissage continu
- Augmenter les opportunités de développement de carrière qui permettent à la SID d'identifier et de reconnaître des performances et des compétences adaptées à des objectifs spécifiques.

La SID est composée de :

205
membres du personnel

189
employés sont basés à notre Siège en Arabie Saoudite. Le reste est réparti dans nos bureaux nationaux et régionaux.

En 2017, nous avons recruté
33
nouveaux membres du personnel de
20
différentes nationalités afin de diversifier et renforcer davantage la représentation de nos pays membres au sein de notre effectif.

Nos employés sont au cœur du succès et de la croissance la SID ... le moyen le plus rapide vers la réussite en affaires consiste à investir dans notre équipe et à favoriser une culture de travail positive.

Annexes

48 **ANNEXE 1**
Approbations et décaissements depuis la création

49 **ANNEXE 2**
Abréviations

50 **ANNEXE 3**
Points Saillants Financiers

51 **ANNEXE 4**
Rapport du Comité de la Charia

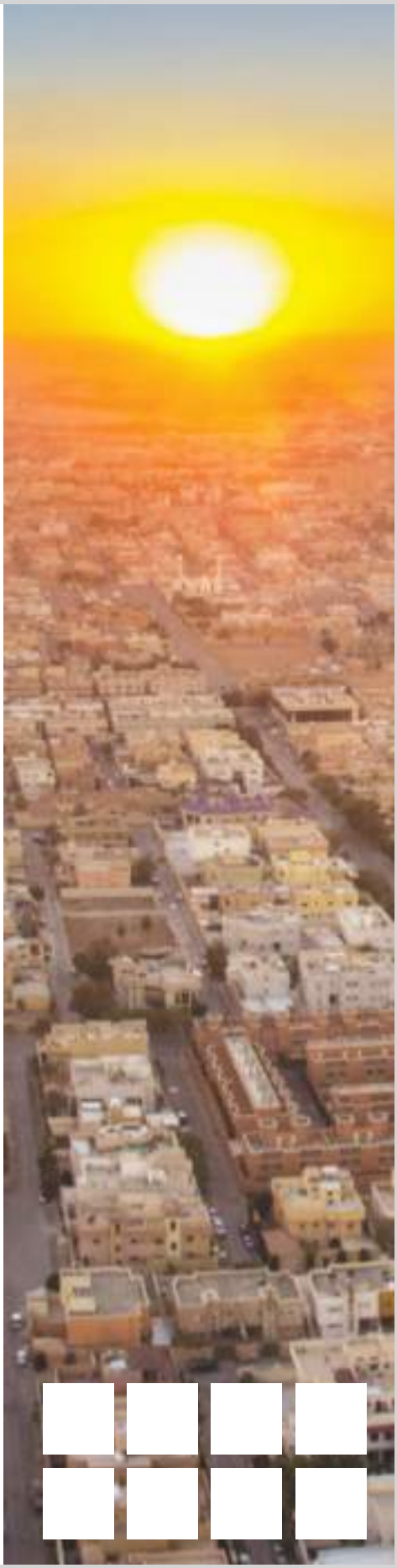
52 **ANNEXE 5**
Le rapport du vérificateur indépendant

ANNEXE 1: **APPROBATIONS ET DÉCAISSEMENTS DEPUIS LA CRÉATION**

Pays	Approbations brutes (USD Million)	Décaissements (Millions USD)
Albanie	4,35	2,21
Algérie	33,00	-
Azerbaïdjan	143,82	102,86
Bahreïn	83,81	18,24
Bangladesh	278,43	179,21
Bénin	13,15	-
Brunei	3,66	-
Burkina Faso	22,64	18,79
Cameroun	45,04	17,05
Tchad	28,15	5,50
Côte d'Ivoire	27,40	-
Djibouti	4,00	4,00
Egypte	249,11	108,67
Gabon	46,71	-
Gambie	27,35	6,15
Guinée	2,84	2,84
Indonésie	170,80	60,77
Iran	164,86	36,31
Iraq	25,00	-
Jordanie	109,10	29,36
Kazakhstan	242,80	33,28
Koweït	14,13	14,13
Kirghizistan	49,90	12,20
Liban	7,00	-
Libye	76,00	10,00
Malaisie	109,66	75,55
Maldives	33,40	31,44
Mali	73,59	29,47
Mauritanie	78,99	57,26
Maroc	8,24	4,11
Mozambique	40,00	20,09
Niger	21,44	2,48
Nigeria	227,60	97,22
Pakistan	224,93	70,96
Palestine	7,00	4,00
Qatar	46,15	-
Arabie Saoudite	595,55	334,05
Sénégal	98,28	64,47
Sierra Leone	6,00	6,00
Soudan	79,61	52,84
Suriname	2,00	-
Syrie	152,50	56,32
Tadjikistan	44,50	42,12
Togo	71,50	-
Tunisie	47,75	43,85
Turquie	555,87	244,52
Turkménistan	2,50	-
Emirats Arabes Unis	93,90	50,90
Ouganda	50,00	-
Ouzbékistan	327,33	217,41
Yémen	177,31	99,73
Regional	844,63	387,1
Total	**5 893,26**	**2 653,41**

ANNEXE 2: **ABRÉVIATIONS**

CA	Conseil d'administration
CE	Comité Exécutif
EEAC	Europe de l'Est et Asie centrale
IF	Institution Financière
GLOF	Ligne globale de financement
IBES	Appui à l'environnement des Affaires et de l'Industrie
SID	Société islamique pour le Développement du Secteur privé
BID	Banque Islamique de Développement
IFI	Institutions financières islamiques
ITFC	Société islamique de financement du commerce
LOF	Ligne de financement
PM	Pays membres
BMD	Banques Multilatérales de Développement
FMM	Fonds du Marché Monétaire
PA	Protocole d'accord
IFNB	Institutions financières non bancaires
ZES	Zones Economiques Spéciales
ZIS	Zones Industrielles Spéciales
PME	Petites et Moyennes Entreprises
ASS	Afrique Subsaharienne
UIF	Fonds d'Investissement



ANNEXE 3: **POINTS SAILLANTS FINANCIERS**

en 000 USD	2017	2016	1436H
Déclaration de revenus :			
Total Revenus	(61 943)	70 359	57 510
Total Coûts d'exploitation	45 077	50 269	36 999
Revenu net	(107 020)	20 090	20 511
Bilan :			
Actifs liquides	1 296 629	841 560	450 045
Actifs opérationnels nets	1 531 965	1 546 886	1 108 215
Autres Actifs	172 065	187 611	152 032
Total Actifs	3 000 660	2 576 058	1 710 292
Emprunts et dettes à longue terme	1 877 476	1 491 335	683 553
Fonds propres	1 062 508	1 023 558	1 015 857
Ratios :			
Rendement sur Actifs	-3,84%	0,94%	1,27%
Rendement sur Fonds propres	-10,26%	1,97%	2,07%
Dette/Fonds propres	176,70%	145,70%	67,29%
Fonds propres/Actifs	35,41%	39,73%	59,40%
Liquidité/Total Actifs	43,21%	32,67%	26,31%

ANNEXE 4: **RAPPORT DU COMITÉ DE LA CHARIA**

Rapport du Comité de la Chari'a de la SID – 31 Décembre 2017

Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux

Au :Conseil d'administration de la Société islamique pour le développement du secteur privé
B.P. 54069, Djeddah 21514
Royaume d'Arabie Saoudite

Assalamu Alaikum Wa Rahmatullahi Wa Baratuhu

Le Comité de la Chari'a de la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID) a été établi conformément à l'Article 29 de l'Accord portant création de la SID. Conformément aux dispositions de cet article et pour accomplir sa mission, le Comité est tenu de présenter le rapport suivant :

Il est de la responsabilité du Comité d'émettre un avis indépendant sur les opérations de la SID couvrant la période de son mandat et de le consigner dans un rapport adressé au Conseil d'administration.

Le Comité a examiné les contrats relatifs aux opérations approuvées par la SID pour l'exercice clos au 31 décembre 2017, afin de s'assurer de leur conformité avec les principes et les règles de la Chari'a islamique. Le Comité a reçu toutes les explications nécessaires de la part de la Direction de la SID et en a discuté avec ses hauts fonctionnaires. En outre, il a noté l'intérêt de de la Direction de la SID pour mettre en oeuvre les recommandations nécessaires pour améliorer les aspects de la Chari'a des contrats approuvés.

Sur la base de ce qui précède, le Comité a conclu qu'il n'y avait aucune violation des principes et provisions de la Chari'a islamique concernant la gestion des liquidités et les opérations de la SID au cours de l'exercice allant du 1 Janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Le Comité saisit cette occasion pour remercier la Direction et l'ensemble du personnel de la SID pour leurs efforts entrepris pour assurer la conformité de toutes les opérations avec les principes de la Chari'a, en recourant au Comité pour atteindre cet objectif.

Le Comité prie le Tout-Puissant de d'accorder tout le succès ainsi que la guidée à la SID dans ses activités.

Wassalam Alaikum Wa Rahmat Allah Wa Barakatuh.

Signé Par:

Le Président du Comité
Dr. Hussien Hamid Hassan

L'Auditeur interne chargé de la Chari'a du Groupe de la BID
Aboubacar Salihou Kante

ANNEXE 5: **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Rapport des commissaires aux comptes

Excellence Monsieur le Président Mesdames et Messieurs les membres de l'Assemblé Générale

Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite

Rapport des états financiers

Nous avons vérifié les états financiers de la Société islamique pour le développement du secteur privé ("la Société") au 31 décembre 2017) et les documents qui les accompagnent, relatifs à l'état des recettes, l'état des flux de trésorerie et l'état des variations des fonds propres pour l'exercice clos à cette date. La responsabilité de ces états financiers et du respect de l'engagement pris par la Société de mener ses opérations conformément aux principes de la Charia, incombe aux dirigeants de la Société. La nôtre consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nous avons réalisé notre audit en nous conformant aux normes définies en la matière pour les institutions financières islamiques par l'Organisation des normes de comptabilité et d'audit pour les institutions financières islamiques (AAOIFI). Ces normes requièrent de notre part de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitudes significatives. Un audit consiste à examiner, sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les états financiers. Il consiste également à porter une appréciation sur les principes comptables suivis et les estimations importantes retenues par la direction, ainsi qu'à évaluer la présentation des états financiers dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments recueillis dans le cadre de cet audit sont suffisants pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers mentionnés ci-dessus donnent une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2017, ainsi que du résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, en conformité avec les règles et principes de la Chari'a déterminés par le Comité de la Chari'a ainsi qu'avec les normes de comptabilité financière publiées par l'AAOIFI.

Pour Ernst & Young

Ernst & Young & Co.
(Experts-comptables)
13ème étage – Tour de la route du Roi
B.P. 1994
La route du Roi Abdulaziz (Route du Malek)
Djeddah 21441
Royaume d'Arabie Saoudite
Numéro d'enregistrement: 45

www.ey.com
Tel: +966 12 221 8400
Fax: +966 12 221 8575

Ahmed I. Reda
Expert-Comptable
Licence numéro 356
20 Joumada II, 1439H
8 Mars 2018
Djeddah
17/391/00

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
Au 31 décembre 2017

	Note	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	517 533 923	433 010 216
Placements de produits via les institutions financières	6	145 659 653	26 305 168
Placements dans les Soukouk	7	633 435 553	382 244 396
Financement Mourabaha	8	307 148 873	269 458 757
Financement de la Vente à tempérament	9	410 135 601	408 645 234
Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB) net	10	106 989 928	117 808 275
Financement Istisna'a		18 570 233	-
Investissements en fonds propres	11	695 030 382	755 483 873
Autres actifs	12	165 809 182	182 635 512
Immobilisations corporelles		346 397	466 155
Total Actif		**3 000 659 725**	**2 576 057 586**

Passif et fonds propres

Passif			
Passif Soukouk	13	1 178 807 157	1 096 335 079
Financements Mourabaha	14	698 667 929	395 000 000
Charges à payer et autres passifs	15	41 972 776	46 252 434
Passif au titre du régime de retraite du personnel	16	17 664 426	14 042 479
Montants dus au Fonds de solidarité de la SID	17	1 039 521	870 026
Total Passif		**1 938 151 809**	**1 552 500 018**
Fonds Propres			
Capital-actions	18	1 047 414 212	882 368 110
Réserve	19	28 540 159	153 207 968
Déficit actuariel de la pension de retraite	16	(13 446 455)	(12 018 510)
Total Fonds Propres		**1 062 507 916**	**1 023 557 568**
Total Passif et Fonds Propres		**3 000 659 725**	**2 576 057 586**

Les notes en annexe (page 1 à 34) font partie intégrante des états financiers

COMPTE DES RESULTATS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2017

	Note	31 décembre 2017 USD	Pour l'exercice du 14 octobre 2015 Au 31 décembre 2016 USD
Revenu			
Actifs de trésorerie			
Placements de produits via les institutions financières		8 230 993	6 831 518
Placements dans les Soukouk		14 706 599	9 044 298
		22 937 592	15 875 816
Investissements en fonds propres, nets	**11.4**	**(87 237 251)**	**46 621 852**
Actifs financiers			
Financement Mourabaha		12 050 536	6 966 523
Financement de la Vente à tempérament		17 578 723	18 632 619
Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB), net	21	10 171 659	6 757 013
Financement Istisna'a		603 657	-
		40 404 575	32 356 155
(Pertes) / Produits des principaux financements		**(23 895 084)**	**94 853 823**
Provision pour dépréciation pour le financement de l'actif	22	(17 740 165)	(19 578 321)
Cout de financement		(36 536 951)	(22 236 416)
Gains sur juste valeur de produits dérivés nets des pertes de devises	23	2 651 641	5 720 489
Autre revenu			
Frais administratifs		7 807 404	5 418 929
Commissions de gestion		3 454 625	4 032 026
Honoraires d'experts-conseils		2 315 646	2 148 673
		13 577 675	**11 599 628**
Total benefice / (perte) d'exploitation		**(61 942 884)**	**70 359 203**
Dépenses de personnel		(36 239 791)	(39 613 438)
Autres dépenses administratives		(8 698 625)	(9 973 273)
Amortissement		(139 152)	(682 009)
Total depenses d'exploitation		**(45 077 568)**	**(50 268 720)**
Revenu / (perte) net		**(107 020 452)**	**20 090 483**
Produits de placements non conformes à la charia	17	385 047	22 847
Transfert au Fonds de solidarité de la SID	17	(385 047)	(22 847)
Total des produits / (Pertes) conformes a la Charia		**(107 020 452)**	**20 090 483**

Les notes en annexe (page 1 à 34) font partie intégrante des états financiers

ETAT DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2017

	Note	Capital-actions USD	Réserve USD	Revenu / (perte) net USD	Déficit actuariel USD	Total USD
Solde au 13 octobre 2015		865 430 770	150 426 097	-	-	1 015 856 867
Prises de participations au titre de l'exercice		1 192 105	-	-	-	1 192 105
Revenu net de l'exercice		-	-	20 090 483		20 090 483
Transfert à la Réserve		-	20 090 483	(20 090 483)	-	-
Affectation du déficit actuariel au passif des pensions	16			-	(11 119 670)	(11 119 670)
Perte actuarielle pour l'exercice des pensions de retraite	16.3	-	-	-	(898 840)	(898 840)
Dividende sous forme de :		-	-			
– Actions	19	15 745 235	(15 745 235)	-	-	-
– Espèces	19	-	(1 563 377)	-	-	(1 563 377)
Solde au 13 octobre 2016		**882 368 110**	**153 207 968**	**-**	**(12 018 510)**	**1 023 557 568**
Prises de participations au titre de l'exercice		148 962 745	-	-	-	148 962 745
Perte nette de l'exercice		-	-	(107 020 452)	-	(107 020 452)
Transfert à la Réserve		-	(107 020 452)	107 020 452		
Perte actuarielle pour l'exercice des pensions de retraite	16.3	-	-	-	(1 427 945)	(1 427 945)
Dividende sous forme de :						
– actions	19	16 083 357	(16 083 357)	-	-	-
– espèces	19	-	(1 564 000)	-	-	(1 564 000)
Solde au 31 décembre 2017		**1 047 414 212**	**28 540 159**	**-**	**(13 446 455)**	**1 062 507 916**

Les notes en annexe (page 1 à 34) font partie intégrante des états financiers

ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2017

	Note	2017 USD	Pour l'exercice du 14 octobre 2015 Au 31 décembre 2016 USD
Activites d'exploitation			
Revenu / (perte) net de l'exercice		(107 020 452)	20 090 483
Ajustements pour :			
Gains / (pertes) sur la juste valeur des investissements en fonds propres, net	11	88 104 549	(42 896 725)
Cout de financement		36 536 951	22 236 416
Amortissement		31 878 688	22 611 875
Provision pour dépréciation pour le financement de l'actif net	22	17 740 165	19 578 321
Provision pour passif de retraite du personnel	16.3	4 970 247	5 140 628
Perte non réalisés sur juste valeur de placements dans les soukouk	7	2 923 750	838 405
Gains non réalisés sur juste valeur de produits dérivés nets des pertes de devises	23	(2 651 641)	(5 720 489)
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles		-	(7 254)
		72 482 257	41 871 660
Variations de l'actif et du passif du financement :			
Placements de produits via les institutions financières		(119 354 485)	(86 533 161)
Placements dans les Soukouk nets de perte de valeur juste		(254 114 907)	(369 532 606)
Financement Mourabaha net de perte de valeur		(39 538 262)	(14 844 881)
Financement de la vente à tempérament net de perte de valeur		(1 490 367)	(28 623 745)
Ijarah Muntahia Bittamleek, net de perte de valeur		(25 393 442)	(85 773 008)
Financement Istisna'a		(18 570 233)	-
Investissements en fonds propres		(27 651 058)	(3 852 121)
Autre actif net de perte de valeur		8 058 205	(33 016 897)
Charges à payer et autres passifs		(9 257 558)	10 193 129
Fonds de Solidarité de la SID		169 495	(57 487)
Montants en espèces utilisés dans les activités d'exploitation		(414 660 355)	(570 169 117)
Cout de financement versé		(32 523 051)	(16 688 836)
Passif de pension de retraire versée	16	(2 776 245)	(3 116 660)
Montant net utilisé pour les activités d'investissement		(449 959 651)	(589 974 613)
Activites d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(19 394)	(158 266)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		-	7 253
Montant net utilisé pour les activités d'investissement		(19 394)	(151 013)
Activitis de financement			
Produit du Soukouk émis		82 472 078	1 096 335 079
Produit du financement Muarabaha		728 667 929	529 999 990
Remboursements au titre du financement Muarabaha		(425 000 000)	(818 552 505)
Participation au capital-actions		148 962 745	1 192 105
Dividende payé en espèces		(600 000)	(2 101 879)
Montant net provenant des activités de financement		534 502 752	806 872 790
Accroissement net de tresorerie et equivalents de tresorerie		84 523 707	216 747 164
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		433 010 216	216 263 052
Tresorerie et equivalents de tresorerie a la cloture de l'exercice	5	517 533 923	433 010 216
Transcations scripturales			
Restructuration des investissements en actions	11 (a)	-	145 295 426
Achat d'actions	15	-	21 094 820
Affectation du déficit actuariel au passif des pensions	20	-	11 119 670

Les notes en annexe (page 1 à 34) font partie intégrante des états financiers

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
Au 31 décembre 2017

1 ACTIVITES

La Société islamique pour le développement du Secteur privé (la « Société ») est une institution spécialisée internationale créée en vertu de l'Acte constitutif (l'accord) signé et ratifié par ses membres. Elle a démarré ses opérations à la suite de la réunion inaugurale de l'Assemblée générale tenue le 6 Rabi Thani 1421H (8 juillet 2000).

Aux termes de l'Acte constitutif, l'objectif de la Société est de promouvoir, en se conformant aux principes de la Charia, le développement économique de ses pays membres, à travers des actions en faveur de la mise en place, de l'expansion et de la modernisation d'entreprises privées produisant des biens et services, de manière à appuyer les efforts de la Banque islamique de développement (« BID »).

En sa qualité d'institution financière multilatérale, la Société n'est soumise à aucune autorité de règlementation extérieure. Elle mène ses activités conformément aux dispositions de son Acte constitutif et à ses règles et règlementations internes.

Par ailleurs, la Société exerce ses activités à partir de son siège basé à Djeddah, en Arabie Saoudite.

Le Conseil des Directeurs a adopté une résolution BOD 79/5/436 datée du 3 septembre 2015, approuvant l'utilisation du calendrier Solaire Hijri pour déterminer les dates du début et de la fin de l'exercice, tout en maintenant le Hijri lunaire comme calendrier officiel de la société. Par conséquent, les exercices actuels et financiers futurs de la Société couvriront la période équivalente du 1er janvier au 31 décembre.

Les chiffres comparatifs dans le compte de résultat, états des flux de trésorerie, l'état de variation des fonds propres et les notes y afférentes couvrent la période du 14 octobre 2015 Au 31 décembre 2016. En outre, Les chiffres comparatifs dans l'état de la situation financière et les notes y afférentes couvrent l'exercice prenant fin au 31 décembre 2016.

2 BASE DE LA PRESENTATION

Les présents états financiers ont été établis conformément aux normes comptables publiées par l'Organisation de comptabilité et d'audit pour les institutions financières islamiques (OCAIFI) et aux règles et principes édictés en la matière par le Comité de la Charia de la Société. S'agissant des questions qui ne sont pas prises en compte par les normes de l'OCAIFI, la Société applique les normes internationales d'information financière (IFRS) établies ou adoptées par le Conseil des normes comptables internationales (IASB) et se fonde sur l'interprétation faite par le Comité d'interprétation des normes internationales d'information financière (IFRIC) de l'IASB compétent en la matière.

La préparation d'états financiers nécessite l'utilisation de certaines estimations et hypothèses comptables déterminantes qui influent sur les montants constatés des actifs et passifs. Elle requiert également que la direction fasse preuve de jugement dans le cadre de l'application des politiques comptables de la Société. Les aspects auxquels il convient d'accorder le plus d'attention ou qui revêtent une plus grande complexité, ou pour lesquels les hypothèses et estimations sont particulièrement significatifs, sont détaillés à la Note 4.

Durant l'exercice clos au 20 Dhul Hijjah, 1434H (3 novembre 2013), la Société a procédé sans délai à l'adoption des amendements relatifs aux « Entités de placement » contenus dans l'IFRS 10 « états financiers consolidés » et les modifications apportées dans l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » et dans l'IAS 27 « états financiers séparés » (les 'Amendements'), effectifs à compter du 1er janvier 2015. En conséquence, elle n'a pas préparé les états financiers consolidés et appliqué les mesures de transition concernant les modifications aux IFRS 10 et 12, pour autant qu'elles se rapportent aux amendements relatifs aux entités de placement.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Au 31 décembre 2017

2 BASE DE LA PRESENTATION (suite)

Entité de placements

Est considérée comme entité de placement, une entité qui : (a) obtient des fonds d'un ou de plusieurs investisseurs, dans l'objectif de fournir à cet/ces investisseur(s) des services de gestion d'investissements ; (b) s'est engagée auprès de ses investisseurs à ce que son objectif d'affaires consiste à n'investir des fonds que dans le seul but d'obtenir en retour un gain en capital, un produit financier ou les deux à la fois ; c) mesure et évalue la performance de l'ensemble de ses investissements sur la base de la juste valeur.

La Société répond à la définition et présente les caractéristiques typiques d'une « entité de placement » selon la description qui en est donnée dans les Amendements. Aux termes des Amendements, une entité d'investissement est tenue de justifier ses placements auprès de filiales et d'associés à la juste valeur, à travers le compte de résultat.

3 RESUME DES POLITIQUES COMPTABLES IMPORTANTES

Ci-après un résumé des principales méthodes comptables de la Société :

Convention comptable

Les états financiers sont établis selon la méthode du coût historique, sauf pour l'évaluation de la juste valeur de certains de ses actifs en accord avec les politiques comptables adoptées.

Transactions en devises

i) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les présents états financiers sont libellés en Dollar des États-Unis ("USD"), qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société.

ii) Transactions et soldes

Les transactions dans des monnaies autres que le Dollar des États-Unis ("USD") sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont reconvertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Toutes les différences sont imputées au compte de résultat.

Les éléments non monétaires évalués au coût historique et libellés en devises étrangères, sont convertis au taux de change en vigueur à la date de comptabilisation initiale. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur et libellés en une devise étrangère sont convertis en utilisant les taux de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur est déterminée. Le gain ou la perte découlant de la conversion d'éléments non monétaires évalués à la juste valeur est traité en fonction de la constatation du gain ou de la perte sur la variation de la juste valeur de l'élément.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Aux fins de l'état de flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes bancaires et les placements de produits via des institutions financières dont l'échéance est de trois mois au plus à la date d'acquisition.

Placements de produits via les institutions financières

Les placements de produits sont effectués par le biais d'institutions financières et utilisés pour l'achat et la cession de produit avec un bénéfice fixe. L'achat et la vente de produits sont limités par les termes de l'accord entre la Société et d'autres institutions financières islamiques ou conventionnelles. Les placements de produits sont initialement comptabilisés au coût réel, y compris les charges d'acquisition liées au placement et évalués par la suite au coût amorti minoré de toute dépréciation.

Mourabaha

Les créances au titre du financement du Mourabaha sont des accords par lesquels la Société cède à un client un produit ou un bien, qu'elle avait acheté et acquis sur la foi d'une promesse d'achat par le client.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

3 RESUME DES POLITIQUES COMPTABLES IMPORTANTES (suite)

Financement de la vente à tempérament

Les montants à recevoir au titre de la vente à tempérament sont liés à des accords par lesquels la Société cède à un client un produit ou un bien, qu'elle avait acheté et acquis sur la foi d'une promesse d'achat par le client. Le prix de vente comprend le coût majoré d'une marge bénéficiaire convenue.

Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB)

Il s'agit de biens achetés par la Société, à titre individuel ou en participation avec d'autres entités, puis loués aux bénéficiaires pour utilisation, conformément à un accord d'Ijarah Muntahia Bittamleek. Selon les termes dudit accord, la propriété des biens loués est transférée aux bénéficiaires à l'expiration de la période de crédit-bail et après règlement de l'intégralité du montant prévu par l'accord.

Actifs liés à l'Istisna'a

L'Istisna'a est un accord conclu entre la Société et un client, en vertu duquel la Société cède audit client un bien qui est fabriqué ou acquis par l'acheteur pour le compte de la Société, selon des spécifications et à un prix convenus d'avance.

Après la réalisation du projet, l'actif Istisna'a est transféré au compte des créances Istisna'a.

Placements

Les placements de la Société sont classés par catégories comme suit :

i) Filiales

Une entité est classée comme filiale de la Société si cette dernière peut exercer un contrôle sur ladite entité. Le contrôle concerne le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité, dans l'objectif de tirer un bénéfice de ses opérations. Il est supposé exister lorsque la Société détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de ses filiales, au moins 50% des droits de vote dans l'entité, à moins qu'il ne soit possible d'apporter une démonstration claire du contraire. Par ailleurs, le contrôle peut également exister en vertu d'un accord avec les autres actionnaires de l'entité ou avec l'entité elle-même, indépendamment du niveau de participation de la Société au capital de l'entité concernée.

L'adoption des Amendements a permis à la SID d'être dispensée de la consolidation de ses filiales. La Société mesure et évalue la performance de l'essentiel de ses filiales sur la base de la juste valeur parce que cette méthode permet d'obtenir des informations plus pertinentes. Aux termes des Amendements, les investissements dans des filiales sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les gains ou pertes résultant de l'évaluation des filiales à la juste valeur, sont comptabilisés directement sur le compte de résultat.

ii) Entreprises associées

Est classée comme entreprise associée de la Société toute entreprise sur laquelle la Société peut exercer une influence significative. L'influence significative est présumée lorsque la Société détient, directement ou à travers ses filiales, au moins 20 pour cent des droits de vote dans l'entité, sauf s'il est possible de démontrer le contraire. L'influence significative peut également exister par le biais d'un accord avec les autres actionnaires de l'entité ou avec l'entité elle-même, indépendamment du niveau de la participation de la Société au capital de l'entité concernée.

L'adoption des Amendements entraine la nécessité de se conformer aux exigences selon lesquelles les investissements dans des entreprises associées doivent être évalués à la juste valeur sur le compte de résultat. Ces investissements sont initialement et ultérieurement évalués à la juste valeur. Les éventuels gains ou pertes non réalisés résultant de l'évaluation à la juste valeur des entreprises associées, sont comptabilisés directement sur le compte de résultat.

iii) Autres investissements

Les entités où la Société n'exerce pas de contrôle ou d'influence significative sont classées sous la catégorie : autres investissements.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

3 RESUME DES POLITIQUES COMPTABLES IMPORTANTES (suite)

iv) Placements dans les Soukouk

Les Soukouk sont des titres de créance à date de règlement déterminé et maturité fixe, avec un rendement de coupon

v) Évaluation initiale

Tous les investissements sont initialement enregistrés dans le bilan à la juste valeur. Tous les coûts de transaction sont comptabilisés directement dans le compte de résultat.

vi) Évaluations ultérieures

Après la comptabilisation initiale, tous les investissements sont évalués à la juste valeur et tout gain ou perte découlant d'une modification à juste valeur est inclus dans le compte de résultat dans l'exercice au cours duquel il est survenu.

Dépréciation et non recouvrement d'actifs financiers

A la date du bilan, une évaluation est faite afin de déterminer s'il existe des éléments permettant de conclure qu'un actif financier ou groupe d'actifs financiers a subi une dépréciation. Plusieurs étapes sont nécessaires pour déterminer le niveau de dépréciation approprié. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est déprécié lorsque la preuve objective démontre qu'un événement de perte est survenu après la comptabilisation initiale de l'actif/des actifs et que l'événement de perte a une incidence sur les flux de trésorerie futurs de l'actif/des actifs qui peut être évaluée de manière fiable.

La preuve objective que les actifs financiers sont dépréciés peut inclure des difficultés financières importantes de l'emprunteur ou de l'émetteur, le manquement ou la défaillance d'un emprunteur, la restructuration des créances par la Société selon des termes et conditions que la Société n'aurait pas envisagé autrement, les indications qu'un emprunteur ou un émetteur sera en faillite, la disparition d'un marché actif pour une sécurité ou d'autres données observables relatives à un groupe d'actifs tels que des changements défavorables dans le statut de paiement des emprunteurs ou des émetteurs du groupe ou des conditions économiques en rapport avec les manquements du groupe.

La Société considère la preuve d'une dépréciation tant au niveau d'un actif spécifique, qu'au niveau collectif. Tous les actifs de financement individuels importants sont évalués pour des pertes de valeur spécifiques. La provision collective pour dépréciation pourrait être basée sur la détérioration dans le classement interne, les notes de crédit externes attribuées à l'emprunteur ou au groupe d'emprunteurs, le climat économique actuel dans lequel interviennent les emprunteurs et sur l'expérience et les modèles de manquement historiques intégrés dans les composantes des actifs de financement.

Les pertes de valeur sur les actifs de financement sont évaluées en tant que différence entre la valeur comptable des actifs de financement et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au taux de rentabilité effectif initial de l'actif.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat et reflétées dans la provision pour dépréciation. Les ajustements à la provision pour dépréciation sont comptabilisés à titre de charge ou de crédit dans le compte de résultat de la Société. La dépréciation est déduite de la catégorie d'actifs de financement dans le bilan.

Lorsque des actifs de financement sont jugés irrécouvrables, ils sont sortis du bilan contre la provision pour dépréciation associée, et toute perte excédentaire est comptabilisée dans le compte de résultat. Ces actifs ne sortent du bilan qu'après l'achèvement de toutes les procédures nécessaires et la détermination du montant de la perte. Les recouvrements ultérieurs au titre de montants antérieurement sortis du bilan, sont crédités sur le compte de résultat de la Société.

Instruments financiers islamiques dérivés

Les instruments financiers islamiques dérivés représentent les contrats en devises à durée différée, et les swaps de taux bénéficiaire. Ils sont basés sur les modèles du marché financier international islamique (IIFM) et l'association internationale des swaps et dérivés (ISDA). Ils sont utilisés par la Société pour atténuer le risque de fluctuation des devises et le coût des emprunts pour les placements dans les institutions financières, les investissements Soukouk, les actifs de financement et les passifs Soukouk. Ils sont d'abord comptabilisés à la juste valeur à la date de la

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

3 RESUME DES POLITIQUES COMPTABLES IMPORTANTES (suite)

signature du contrat, puis réévalués à leur juste valeur à la fin de la période de clôture. Les gains ou pertes qui en résultent sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les instruments dérivés ayant une juste valeur positive ou négative sont présentés au bilan dans la rubrique « autres actifs » ou « revenus accumulés et autres éléments de passif », respectivement.

Actifs fiduciaires

Les actifs détenus en fiducie ou à titre fiduciaire ne sont pas traités comme des actifs de la Société et ne sont donc pas inclus dans les états financiers.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût net d'amortissement accumulé et de toute dépréciation dans la valeur. Le coût moins la valeur résiduelle estimée des immobilisations corporelles fait l'objet d'amortissement par la méthode linéaire sur la période de leur vie utile estimée, selon la formule suivante :

- Meubles et accessoires 15%
- Équipement informatique 33%
- Automobiles 25%
- Autres équipements 20%

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable peut ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe et lorsque les valeurs comptables sont plus élevées que le montant recouvrable estimé, les actifs sont ramenés à leur montant recouvrable, soit la plus élevée de leur juste valeur minorée des coûts de vente et de leur valeur d'utilité.

Les éventuels coûts de maintenance et réparation sont imputés au compte de résultat. Les améliorations qui accroissent la valeur ou augmentent de manière considérable la durée de vie des actifs y relatifs sont capitalisées.

Passifs financiers

Tous les passifs Soukouk, les financements Mourabaha et d'autres passifs émis sont initialement reconnus au coût, net de frais de transaction, car étant la juste valeur de la contrepartie reçue. Par la suite, tous les passifs financiers à rendement sont évalués au coût amorti en tenant compte de tout escompte ou prime. Les primes sont amorties et les escomptes sont comptabilisés selon la rentabilité effective jusqu'à l'échéance et sont passés au « coût de financement » dans le compte de résultat.

Sortie du bilan des actifs financiers et des passifs financiers

Actifs financiers :
Un actif financier (ou, lorsque applicable, une partie de l'actif financier ou une partie d'un groupe d'actifs financiers similaires) est sorti du bilan lorsque :

- Les droits de recevoir des flux de trésorerie provenant de l'actif a expiré ;
- La Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie provenant d'un actif et (a) a transféré la quasi-totalité des risques et avantages de l'actif, ou (b) n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité de tous les risques et avantages des actifs, mais a plutôt transféré le contrôle de l'actif ; ou
- la Société a conservé le droit de recevoir des flux de trésorerie provenant de l'actif, mais a pris l'engagement de les payer intégralement à un tiers, sans retard important, en vertu d'un *arrangement «pass through»* (accord de rétrocession).

Lorsque la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie provenant d'un actif ou a conclu un accord de rétrocession, et n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages de l'actif, ni transféré le contrôle de l'actif, ce dernier est comptabilisé tant que la Société continue de participer à l'actif.

Passifs financiers :
Un passif financier est sorti du bilan lorsque l'obligation spécifiée dans le contrat n'est pas acquittée, a été annulée ou a expiré.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

3 RESUME DES POLITIQUES COMPTABLES IMPORTANTES (suite)

Compensation

Les actifs et passifs financiers ne sont comptabilisés, avec compensation des montants nets, que s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants enregistrés et que la Société a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et régler le passif simultanément. Les revenus et les dépenses ne sont présentés que sur une base nette, lorsque cela est autorisé dans le cadre des procédures comptables et d'établissement de rapport applicables, ou pour les gains et pertes découlant d'un groupe de transactions similaires.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation (juridique ou implicite) découlant d'un événement passé, et les coûts de règlement de l'obligation sont probables et peuvent être évalués de manière fiable.

Passif au titre du régime de retraite du personnel

La Société dispose de deux régimes définis d'avantages postérieurs à l'emploi, partagés avec le fonds de retraite des entités du groupe de la BID, qui comprennent le régime de retraite du personnel et le régime médical post-emploi, qui nécessitent tous les deux des contributions à verser dans les fonds gérés séparément.

Un régime de prestations défini est un régime de retraite qui définit un montant de prestations de retraite qu'un employé recevra à la retraite, et qui dépend généralement d'un ou de plusieurs facteurs tels que l'âge, les années de service et le pourcentage du dernier salaire brut. Les actuaires indépendants calculent l'obligation au titre des prestations définies sur une base annuelle en adoptant la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur actuelle du régime de prestations défini et les coûts de service connexes. Les hypothèses actuarielles sous-jacentes sont utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations prévues. La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies jusqu'à la détermination de la date de la retraite par l'escompte des flux de trésorerie futures estimés (liées au service accumulé à la date de clôture) en utilisant les rendements disponibles sur les obligations de sociétés de haute qualité. Pour les années intermédiaires, l'obligation au titre des prestations définies est estimée à l'aide de techniques de reconduction actuarielles qui permettent une accumulation de prestations supplémentaire, des flux de trésorerie réels et des variations dans les hypothèses actuarielles sous-jacentes. Les pertes ou les gains actuariels, le cas échéant, sont comptabilisés immédiatement dans les réserves au titre des capitaux propres des membres au cours de l'exercice concerné. Le passif du régime de retraite est comptabilisé en tant que partie des autres passifs dans le bilan. Le passif représente la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies de la Société, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime de retraite. Les contributions de la Société au régime de prestations définies sont déterminées par le Comité de Régime de Retraite, avec les conseils des actuaires de la BID, et les cotisations sont transférées aux gestionnaires indépendants du régime de retraite pour l'obligation médicale et la charge de retraite.

L'obligation médicale et la charge de retraite ainsi que les frais relatifs pour l'exercice concerné sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. L'évaluation actuarielle consiste à faire des hypothèses sur les taux d'escompte, les hausses de salaire futures, etc. En raison de la nature à long terme de telles obligations, ces estimations sont assez incertaines.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

3 RESUME DES POLITIQUES COMPTABLES IMPORTANTES (suite)

Comptabilisation des Revenus

(i) Placements de produits via les institutions financières

Le revenu issu du placement de produits par le biais d'institutions financières est comptabilisé en fonction du temps écoulé entre le décaissement effectif des crédits et la date d'échéance.

(ii) Placements non conformes à la Charia

Tout revenu lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux placements de produits par le biais d'institutions financières et à d'autres investissements, considéré par le comité de la Chari'a comme étant interdit par les principes de la Charia, n'est pas inscrit dans le compte de résultat de la Société mais comptabilisé comme passif à utiliser à des fins caritatives.

(iii) Financement du Mourabaha et de la vente à tempérament

Les produits du financement du Mourabaha et de la vente à tempérament sont accumulés sur la base du temps écoulé entre la date effective du décaissement et la date prévue du remboursement des versements.

(iv) Istisna'a

La Société utilise la méthode des bénéfices différés pour la comptabilisation du revenu tiré des actifs de l'Istisna'a, méthode par laquelle une répartition proportionnelle des bénéfices différés est faite sur la période financière future du crédit.

(v) Ijarah Muntahia Bittamleek

Les produits de l'Ijarah Muntahia Bittamleek sont répartis de manière proportionnelle entre les périodes financières couvertes par le contrat Ijarah.

(vi) Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de percevoir un dividende est établi.

(vii) Commission de gestion

La commission de gestion est comptabilisée sur la base des engagements, une fois que les services ont été exécutés.

(viii) Commissions d'administration et de consultation

Le revenu issu des services administratifs et consultatifs est constaté sur la base de la fourniture des services selon les termes des accords conclus.

(ix) Investissement Soukouk

Les produits d'investissements dans des Soukouk sont accumulés sur la base du temps écoulé, au taux nominal, suivant les termes de l'investissement Soukouk.

Zakat et Taxes

En sa qualité d'institution financière multilatérale, la Société n'est pas assujettie à la Zakat ou à l'impôt dans les pays membres. Ses fonds propres font partie du Baitul Mal, qui est exonéré de la Zakat.

Information sectorielle

Le Conseil des Directeurs est l'organe de décision suprême, car étant responsable de l'ensemble des décisions concernant l'affectation de ressources aux initiatives de développement menées dans ses pays membres. Lesdites initiatives sont entreprises par le recours à un certain nombre de produits financiers islamiques, ainsi qu'indiqué dans le bilan, lesquels produits sont financés essentiellement par les capitaux propres de la Société et les emprunts. La direction n'a pas identifié de secteurs opérationnels distincts au sens de la définition de la norme FAS 22 « Information sectorielle » puisque le Conseil des Directeurs assure le suivi de la performance et de la situation financière de la Société dans son ensemble. Par ailleurs, les rapports internes fournis au Conseil des Directeurs ne présentent pas des informations financières distinctes en ce qui concerne la performance de la Société, au niveau envisagé dans le cadre de la norme FAS 22 ; la répartition des actifs de la Société par région et par secteur économique, est présentée à la Note 26.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

4 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES

Les estimations, les hypothèses et jugements font l'objet d'une évaluation continue et se fondent sur l'expérience antérieure et d'autres facteurs, notamment les avis professionnels et l'attente d'évènements futurs qui sont jugés raisonnables au regard des circonstances du moment. Les principaux domaines pour lesquels la Direction a eu recours à des estimations et hypothèses ou exercé son jugement, sont les suivants :

i) Entité de placement

En déterminant ce qu'est une entité de placement, la Société a pris en considération ce qui suit :

a) La Société fournit des services de gestion d'investissements à un certain nombre d'investisseurs, par rapport à l'investissement dans le fonds géré ;
b) La Société génère des capitaux et des revenus à partir de ses placements qui, à leur tour, seront distribués aux investisseurs actuels et futurs ; et
c) La Société évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur, conformément aux politiques définies dans ces états financiers, à l'exception des actifs de financement. La Direction estime que, si la Société avait porté ces actifs de financement à leur juste valeur, les montants n'auraient pas été sensiblement différents de leurs valeurs comptables.

Le Conseil des Directeurs a conclu que la Société se conforme à la définition d'une entité de placement. La conclusion des Directeurs est réévaluée sur une base annuelle, concernant l'un quelconque des critères ou changements de circonstances.

ii) Provision pour dépréciation d'actifs financiers

La Société fait appel à son jugement pour l'estimation de la provision pour dépréciation d'actifs financiers. La méthode d'estimation de la provision pour dépréciation d'actifs financiers est exposée à la note 2 sous « Dépréciation et non recouvrement d'actifs financiers».

iii) Détermination de la juste valeur

La Société détermine la juste valeur de la quasi-totalité d'actifs financiers à la clôture de chaque exercice. La majorité d'actifs financiers de la Société ne sont pas cotés. La juste valeur d'actifs financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif est déterminée par le biais de techniques d'évaluation, notamment la technique des flux de trésorerie actualisés (DCF), les comparaisons entre coûts et valeur comptable (P/B), les récentes transactions et, le cas échéant, la valeur nette de l'actif (NAV). Lorsque cela est nécessaire, la Société fait appel à des tiers évaluateurs. Dans le cas des start-ups et des sociétés se trouvant encore au stade de décaissement du capital, la direction considère le coût de tels investissements comme étant une approximation de la juste valeur à la date du bilan.

Les modèles utilisés pour déterminer la juste valeur sont validés et périodiquement révisés par la direction. Pour ce qui est des modèles DCF et multiples de P/B comparables, l'on a recours notamment à des données observables tels que les taux d'escompte, le taux de croissance terminale, les multiples P/B de sociétés/banques comparables par rapport au portefeuille pertinent de la société/banque, ainsi que des données non observables, comme la décote de négociabilité. La Société tient également compte de la situation géopolitique des pays d'implantation des compagnies de son portefeuille et applique le taux d'actualisation approprié.

(iv) Passif au titre du régime de retraite du personnel

L'obligation médicale et la charge de retraite ainsi que les frais relatifs pour l'exercice concerné sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. L'évaluation actuarielle consiste à faire des hypothèses sur les taux d'escompte, les hausses de salaire futures, etc. En raison de la nature à long terme de telles obligations, ces estimations sont assez incertaines.

(V) Continuité d'exploitation

La Direction de la Société a évalué la capacité de la Société à poursuivre son exploitation et est convaincue que la Société dispose des ressources nécessaires pour poursuivre ses activités dans un avenir prévisible. De plus, la Direction ne prévoit pas d'importants facteurs pouvant entraver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Par conséquent, les états financiers ont été préparés sur une base de continuité.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
Au 31 décembre 2017

5 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Avoirs en banque	**214 479 945**	65 140 172
Placements de produits via les institutions financières (Note 6)	**302 000 000**	367 000 000
	516 479 945	432 140 172
Solde bancaire lié au Fonds de solidarité de la SID	**1 053 978**	870 044
Tresorerie et equivalent de tresorerie	**517 533 923**	433 010 216

Certains comptes bancaires dont le solde est 1 581 508 USD (31 décembre 2016 : 2 575 488 USD), sont au nom de la Banque islamique de développement (BID). Cependant, ces comptes bancaires sont détenus au bénéfice de la Société qui en assure de ce fait la gestion et l'exploitation.

6 PLACEMENTS DE PRODUITS VIA LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Placements de produits via les institutions financières	**447 659 653**	393 305 168
Moins : Placements de produits via les institutions financières pour une période de trois mois au maximum (Note 5)	**(302 000 000)**	(367 000 000)
	145 659 653	26 305 168

Les placements de marchandises auprès d'Institutions financières comprennent un montant de 1 871 210 dollars des Etats Unis (2 516 725 dollars des Etats Unis en 2016) versé a une partie liée de la Société, et sur laquelle elle a fait un profit de 149 899 dollars des Etats Unis (383 814 dollars des Etats Unis au 31 décembre 2016).

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
Au 31 décembre 2017

7 PLACEMENTS DANS LES SOUKOUK

	31 décembre 2017 USD	Pour la période de 14 octobre 2005 au 31 décembre 2016 USD
Bilan d'ouverture	**382 244 396**	13 550 195
Ajouts de l'exercice	**311 518 723**	426 930 815
Rachat	**(60 824 976)**	(56 414 351)
Pertes de change	**3 421 160**	(983 858)
Pertes à la juste valeur non réalisées	**(2 923 750)**	(838 405)
	633 435 553	382 244 396

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Institutions financières	**534 484 119**	279 692 826
Gouvernements	**98 951 434**	102 551 570
	633 435 553	382 244 396

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
AAA	**33 348 675**	11 031 701
AA+ to AA-	**49 723 400**	30 347 212
A+ to A-	**286 704 026**	220 707 957
BBB+ ou inférieur	**234 444 917**	87 987 018
Non noté	**29 214 535**	32 170 508
	633 435 553	382 244 396

	Investissement en Soukouk comptabilisé à la valeur juste			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
2017 (USD)	**604 221 018**	**-**	**29 220 535**	**633 441 553**
2016 (USD)	350 073 888	-	32 170 508	382 244 396

Les investissements en Soukouk comprennent un montant de 33 348 675 USD (31 décembre 2016: 11 031 701 USD) investi dans des soukouks émis par la BID, à partir desquels la Société a réalisé un bénéfice de 519 000 USD (31 décembre 2016: 105 000 USD).

8 FINANCEMENT MOURABAHA

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Financement Mourabaha	**316 938 483**	277 400 221
Moins : Provision pour dépréciation (note 22)	**(9 789 610)**	(7 941 464)
	307 148 873	269 458 757

Tous les achats de biens effectués dans l'objectif d'une revente par le biais d'un financement Mourabaha sont spécifiquement motivés par le client. La promesse de ce dernier l'engage entièrement. En conséquence, toute perte subie par la Société du fait d'une défaillance du client, avant la vente du bien, est imputée au client.

Le financement Moutabaha comprend un financement de 103 409 545 USD (31 décembre 2016: 96 825 353 USD) fourni aux parties liées de la Société, à partir duquel la Société a réalisé un bénéfice de 2 211 175 USD (31 décembre 2016: 1 462 382 USD).

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
Au 31 décembre 2017

9 FINANCEMENT DE LA VENTE À TEMPÉRAMENT

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Financement de la Vente à tempérament	**420 821 363**	419 330 996
Moins : Provision pour dépréciation (note 22)	**(10 685 762)**	(10 685 762)
	410 135 601	408 645 234

Tous les biens achetés aux fins de revente, au titre du financement lié à la vente à tempérament, concernent spécifiquement la revente ultérieure au client. La promesse de ce dernier l'engage entièrement. En conséquence, toute perte subie par la Société du fait d'une défaillance du client, avant la vente du bien, est imputée au client.

Le financement de la vente à tempérament comprend un financement de 6 138 039 USD (31 décembre 2016 : 4 445 882 USD) accordé à des parties liées de la Société, duquel la Société a réalisé un bénéfice de 402 147 USD (31 décembre 2016: 384 113 USD).

10 IJARAH MUNTAHIA BITTAMLEEK (IMB), NET

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Coût :		
Actifs non encore utilisés :		
Aditions et Transferts aux actifs utilisés	**25 393 442**	75 955 880
Actifs utilisés :		
Au début de l'exercice	**289 554 116**	195 599 510
Transfert à partir des actifs non utilisés	**25 393 442**	75 955 880
Reclassés à partir du financement Mourabaha	**-**	17 998 726
A la fin de l'exercice	**314 947 558**	289 554 116
Coût total	**314 947 558**	289 554 116
Amortissement cumulé :		
Au début de l'exercice	**141 562 251**	111 450 787
Charges de l'exercice	**31 739 536**	21 929 866
Charges pour les actifs reclassés à partir du financement Mourabaha	**-**	8 181 598
A la fin de l'exercice	**173 301 787**	141 562 251
Solde à la fin de l'exercice	**141 645 771**	147 991 865
Moins : Provision pour dépréciation (note 22)	**(34 655 843)**	(30 183 590)
Ijarah Muntahia Bittamleek net	**106 989 928**	117 808 275

L'Ijarah Muntahia Bittamleek comprend un financement de 8 321 037 USD (31 décembre 2016: 8 578 340 USD) fourni aux parties liées de la Société, duquel la Société a réalisé un bénéfice de 854 108 USD (31 décembre 2016: 930.529 USD).

Certains des actifs mentionnés ci-dessus représentent la part de la Société dans des accords liés à l'Ijarah Muntahia Bittamleek.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
Au 31 décembre 2017

11 INVESTISSEMENTS EN FONDS PROPRES

La Société effectue, directement ou par le biais d'intermédiaires, des prises de participation au capital. En fonction de la détention effective de la Société, les investissements dans les capitaux propres à la fin de l'exercice sont comme suit:

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Filiales (Note 11.1)	**400 546 229**	430 495 100
Entreprises associées (Note 11.2)	**161 794 239**	225 907 333
Autres investissements	**132 689 914**	99 081 440
	695 030 382	755 483 873

L'évolution des placements de l'exercice est présentée ci-après :

	31 décembre 2017 USD	Pour la période de 14 octobre 2005 au 31 décembre 2016 USD
Au début de l'exercice	**755 483 873**	831 276 107
Ajouts de l'exercice	**32 210 567**	80 130 231
Transferts et restructuré (note (a) & note (b))	**-**	(193 357 538)
Cessions	**(4 559 509)**	(5 461 652)
Gains / pertes de juste valeur, net (Note 11.4)	**(88 104 549)**	42 896 725
A la fin de l'exercice	**695 030 382**	755 483 873

(a) Au cours de l'exercice prenant fin au 31 décembre 2016, la Société a transféré la valeur comptable de sa participation dans le fonds d'investissement (Labuan) LLP («UIF») au Asset Management Labuan Limited (IAML) de la SID, une filiale complètement détenue par la SID, comme suit:
   i) augmentation des capitaux propres d'IAML de 45 295 426 USD; et
   ii) investissement de 100.000.000 USD en tant que placement de produits avec IAML.

(b) Au cours de la période close le 31 décembre 2016, Equity Partners Limited de la SID («le partenaire désigné») a distribué le capital et le bénéfice respectif de son investissement dans IB Growth Fund (Labuan) LLP («IBGF») d'un montant de 48 062 112 USD entre ses investisseurs. La Société a investi ce montant dans un placement auprès du Fonds du marché monétaire de la SID (note 6). Au cours de l'exercice courant, un montant de 19 973 485 a été encaissé par la Société.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

11 INVESTISSEMENTS EN FONDS PROPRES (suite)

11.1 Placements dans des filiales

Le pourcentage de participation effective dans des filiales et les pays d'immatriculation de celles-ci à la fin de l'exercice et la nature de l'activité se présentaient comme suit :

Nom de l'entité	Pays d'immatriculation	Nature de l'activité	% Participation effective	
			2017	2016
Azerbaijan Leasing	Azerbaïdjan	Crédit-bail	**100**	100
ICD Asset Management Limited	Malaisie	Gestion d'actifs	**100**	100
Islamic Banking Growth Fund	Malaisie	Fonds capital-investissement	**100**	-
Ijarah Management Company	Arabie Saoudite	Crédit-bail	**100**	100
Sante Alexandra Company	Egypte	Fabrication	**100**	100
Taiba Leasing	Ouzbékistan	Crédit-bail	**100**	100
Tamweel Africa Holding	Sénégal	Banque	**100**	100
Maldives Islamic Bank	Maldives	Banque	**70**	85
ASR Leasing LLC	Tadjikistan	Crédit-bail	**67**	67
Enmaa Ijarah Company	Egypte	Crédit-bail	**-**	60
Al Majmoua Al Mauritania	Mauritanie	Immobilier	**53**	53
Tahfeez United Company (Ex. Catalyst International)	Arabie Saoudite	Services consultatifs	**51**	51
Taha Alam Sdn Bhd	Malaisie	Services consultatifs	**50**	50
Ewaan Al Fareeda Residential Co.	Arabie Saoudite	Immobilier	**50**	50

(c) En plus des investissements ci-dessus, il y a certaines filiales portées à leur valeur nulle ou la SID a investi dans les années précédentes et les a entièrement compromis par la suite.

(d) Il n'existe aucune disposition règlementaire ou contractuelle limitant la possibilité pour les filiales de transférer des fonds sous forme de dividende en espèces ou de rembourser des prêts ou avances qui leur ont été accordés par la SID. Il arrive à la Société d'apporter une assistance financière sous forme d'avances versées à ses filiales.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

11 INVESTISSEMENTS EN FONDS PROPRES (suite)

11.2 Investissements dans des entreprises associées

Le pourcentage de participation effective dans des filiales et les pays d'immatriculation de celles-ci, à la clôture de l'exercice et la nature de leurs activités se présentaient comme suit :

Nom de l'entité	Pays d'immatriculation	Nature de l'activité	% Participation effective	
			2017	2016
Al-Akhthar Bank	Maroc	Banque	**49**	-
Enmaa Ijarah Company	Egypte	Crédit-bail	**47**	-
Theemar Investment Fund	Tunisie	Fonds	**41**	41
Anfaal Capital Company	Arabie Saoudite	Services-conseils en placement	**38**	38
Kyrgyzstan Ijara Company	Kirghizstan	Crédit-bail	**37**	37
Kazakhstan Ijara Company	Kazakhstan	Crédit-bail	**36**	36
Albania Leasing	Albanie	Crédit-bail	**36**	36
Al Fareeda Residential Fund	Arabie Saoudite	Immobilier	**33**	33
Palestine Ijarah Company	Palestine	Crédit-bail	**33**	33
Halic Finansal Kiralama A.S.	Turquie	Crédit-bail	**33**	33
El Wifak International Bank	Tunisie	Crédit-bail	**30**	30
Royal Atlantic Residence	Gambie	Immobilier	**25**	25
Adritech Group International	Jordanie	Agriculture	**25**	25
Saudi SME Fund (Afaq)	Arabie Saoudite	Fonds	**25**	25
Al Sharkeya Sugar	Egypte	Manufacture	**22**	25
Jordan Pharmaceutical Manufacturing Co.	Jordanie	Manufacture	**22**	22
Saba Islamic Bank	Yémen	Banque	**20**	20
Arab Leasing Company	Soudan	Crédit-bail	**20**	20
PMB Tijari Berhad	Malaisie	Crédit-bail	**20**	20
Turkish Asset Management (K.A.M.P)	Turquie	Fonds	**20**	20

En plus des investissements ci-dessus, il y a certaines entreprises associées portées à leur valeur nulle ou la SID a investi dans les années précédentes et les a entièrement compromis par la suite.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

11 INVESTISSEMENTS EN FONDS PROPRES (suite)

11.3 Juste valeur des investissements

La norme SFAS 25 établit une hiérarchie de techniques d'évaluation, selon que les données de ces évaluations sont observables ou non. Les données observables reflètent les informations du marché obtenues de sources indépendantes; les données non observables traduisent les hypothèses de la Société à propos du marché. Ces deux types de données ont donné naissance à la hiérarchie des évaluations à la juste valeur suivante :

Niveau 1 – Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des placements identiques.
Niveau 2 – Données autres que les prix côtés du Niveau 1 qui sont observables pour les placements, soit directement (en tant que prix) ou indirectement (découlant du prix).
Niveau 3 – données concernant les placements qui ne sont pas fondés sur des paramètres observables du marché (données inobservables).

Cette hiérarchisation requiert l'utilisation des données observables lorsqu'elles sont disponibles. La Société prend en compte, chaque fois que possible, les prix pertinents et observables du marché, aux fins d'évaluation.

	Placements en fonds propres évalués à la juste valeur			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
2017 (USD)	**29 853 351**	**-**	**665 177 031**	**695 030 382**
2016 (USD)	34 696 715	-	720 787 158	755 483 873

Opération de rapprochement des éléments du Niveau 3

	31 décembre 2017 USD	Pour la période du 14 octobre 2015 au 31 décembre 2016 USD
Au début de l'exercice	**720 787 158**	792 541 608
Ajouts de l'exercice	**32 210 567**	80 130 231
Transferts et structurés note 11 (a) & (b)	**-**	(193 357 538)
Cessions	**(4 559 509)**	(4 840 375)
Gains nets de juste valeur non réalisés	**(83 261 185)**	46 313 232
Transferts	**-**	-
A la fin de l'exercice	**665 177 031**	720 787 158

11.4 Investissements en fonds propres (perte) / gain, net

	31 décembre 2017 USD	Pour la période du 14 octobre 2015 au 31 décembre 2016 USD
Gains / (pertes) de juste valeur, net	**(88 104 549)**	42 896 725
Dividende	**867 298**	3 725 127
	(87 237 251)	46 621 852

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

12 AUTRES ACTIFS

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
l'Ijarah Muntahia Bittamleek, versements nets à recevoir	**97 114 751**	96 053 155
Solde à payer par les parties liées (Note a) et (Note 20.2)	**30 273 917**	31 443 598
Produits à recevoir de la cession d'actions (Note b)	**16 844 093**	16 844 093
Avances aux employés	**10 825 369**	9 836 665
Revenu accumulé	**9 944 615**	7 346 491
Juste valeur positive des instruments financiers islamiques dérivés (Note c)	**8 077 352**	8 077 352
Produits à recevoir à l'échéance des certificats du Trésor/ Soukouk (Note d)	**7 002 211**	14 900 261
Portion non amortie des frais d'émission du Soukouk	**6 529 790**	6 853 728
Autres créances (Note à)	**9 301 720**	9 965 039
	195 913 818	201 320 382
Moins : Provision pour dépréciation (note 22)	**(30 104 636)**	(18 684 870)
	165 809 182	182 635 512

(a) Au cours de l'exercice, certains des soldes de 5 761 478 USD ont été reclassés des "autres créances" vers "dus par des parties liées".

(b) Cela représente le produit à recevoir sur la vente des actions. La transaction a été soumise à des procédures d'arbitrage par les autorités de réglementation compétentes d'un pays membre. La Société estime que le solde est entièrement déprécié. Par conséquent, une provision pour dépréciation de la perte comptable a été fournie.

(c) Le 23 juillet 2008 (Rajab 20, 1429H), la Société a conclu un accord avec une contrepartie pour investir dans les Soukouk avec une option de conversion en actions du capital de l'entité détenue au moment de l'offre publique initiale (OPI). Les Soukouk s'étaient échus durant l'exercice 1431H. Cependant, les formalités de l'OPI n'ont pas été complétées et le montant est en souffrance depuis lors. La Direction est en discussion avec la direction de l'entité détenue et examine diverses options. Compte tenu des discussions en cours, la Direction a estimé et enregistré une provision pour dépréciation de 4,3 million USD.

(d) Les instruments financiers islamiques dérivés représentent les contrats de change à terme et les contrats de swap de devises. Les swaps de taux bénéficiaire à terme et de devises croisées sont détenus pour atténuer le risque de fluctuation de la devise pour les placements auprès des institutions financières, les investissements de Soukouk, les actifs de financement et les passifs de Soukouk. Les swaps de taux bénéficiaire sont détenus pour atténuer les effets de la fluctuation dans l'évolution du coût d'emprunt en faisant correspondre l'emprunt à taux variable avec le revenu à taux variable. Le tableau ci-dessous comporte la juste valeur positive et négative des instruments financiers islamiques dérivés.

Instrument financier islamique dérivé	Montant Notionnel (USD)	Juste valeur positive USD	Juste valeur Négative USD
Swaps de devise croisée	490 378 170	-	14 241 736
Swaps de taux bénéficiaire	464 355 000	6 461 271	102 499
Contrats à terme	45 284 049	540 940	2 860 292
31 décembre 2017	**1 000 017 219**	**7 002 211**	**17 204 527**

Instrument financier islamique dérivé	Montant Notionnel (USD)	Juste valeur positive USD	Juste valeur Négative USD
Swaps de devise croisée	362 411 970	8 014 701	768 941
Swaps de taux bénéficiaire	312 500 000	4 473 171	-
Contrats à terme	56 846 966	2 412 389	-
31 décembre 2016	**731 758 936**	**14 900 261**	**768 941**

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
Au 31 décembre 2017

13 PASSIFS SOUKOUK

Date d'émission	Date de maturité	Monnaie d'émission	Montant émis USD	Taux	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Coté (note a)						
13/04/2016	13/04/2021	USD	300 000 000	2.468% Fixe	**300 000 000**	**300 000 000**
Non coté (note b)						
28/12/2017	30/12/2019	USD	80 000 000	3 mois LIBOR + 0.80%	**80 000 000**	-
22/02/2016	22/02/2018	KWD	200 000 000	3.4% Fixe	**198 807 157**	196 335 079
24/02/2016	24/02/2024	USD	350 000 000	3 mois LIBOR + 0.55%	**350 000 000**	350 000 000
19/07/2016	19/07/2024	USD	250 000 000	3 mois LIBOR + 0.75%	**250 000 000**	**250 000 000**
			1 180 000 000		**1 178 807 157**	**1 096 335 079**

(a) Au cours de l'exercice prenant fin au 31 décembre 2016, la Société par l'intermédiaire d'une entité ad hoc (SPV), une entité enregistrée dans les îles Caïmans, a émis des Soukouk d'une valeur de 300 million USD qui sont cotés à la Bourse de Londres et à Nasdaq Dubaï. Les Soukouks sont protégés contre certains actifs de la Société, y compris le Mourabaha, l'Istisna'a, la Vente à tempérament, les actifs Ijarah, les investissements autorisés conformes à la charia et tout actif remplacé. Ces actifs sont sous le contrôle de la Société et doivent continuer à être assurés par la Société.

(b) Les certificats de fiducie (Soukouk) confèrent aux détenteurs de certificats le droit de recevoir à intervalles convenus, des paiements (distributions périodiques) sur les éléments de profit de la vente à tempérament de la Société, les actifs Istisna'a et Ijarah vendus à chaque émission par la Société aux fiduciaires. La Société, en tant que tierce partie, garantit aux fiduciaires une performance ponctuelle des actifs constitutifs du portefeuille.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
Au 31 décembre 2017

14 FINACEMENT MOURABAHA

Les montants de financement Mourabaha sont reçus d'institutions financières sous des accords de Mourabaha de produits. Ces financements ont des échéances qui varient de 2 à 4 ans (31 décembre 2017) (2016 : 1 à 3 ans).

15 CHARGES À PAYER ET AUTRES PASSIFS

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Juste valeur négative des instruments financiers islamiques dérivés (Note 12(d))	**17 204 527**	768 941
Solde à payer aux parties liées (Note 20.3)	**7 108 236**	13 599 798
Bénéfice accumulé sur les passifs Soukouk	**4 834 485**	4 477 932
Bénéfice cumulé à verser au titre de financement Mourabaha	**4 726 995**	1 069 648
Dividende à verser (Note 19)	**4 108 563**	3 144 563
Autres montants à payer	**3 989 970**	2 096 732
Solde à payer pour achat d'actions	-	21 094 820
	41 972 776	46 252 434

16 PASSIF AU TITRE DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL

Régime de Retraite du Personnel (SPP)

Le SPP est un régime de retraite à prestations déterminé, qui est entré en vigueur le 1 Rajab 1399H. Toute personne employée à temps plein par la Société, à l'exception des employés à durée déterminée, tel que défini dans les politiques d'emploi de la Société, est éligible pour participer au SPP, à l'achèvement de la période de stage, généralement 1 an.

Le Comité de la Pension dont les membres sont nommés par le Président du Groupe de la BID, au nom de ses employés, administre le SPP en tant que fonds distinct. Le de gestion des investissements de la Caisse de retraite est responsable de la supervision des activités de placement et actuarielles du SPP. Les actifs du SPP sont investis conformément aux politiques définies par le Comité de gestion des investissements de la Caisse de retraite. La BID et ses filiales souscrivent au risque des activités de placement et actuarielles de la SRP et partagent les dépenses administratives.

Les principales caractéristiques du SPP sont :

(i) L'âge normal de départ à la retraite est 62 ans.
(ii Arrivé à l'âge de retraite, l'employé a droit à 2,5% de la rémunération moyenne la plus élevée (salaire de base + indemnité compensatrice du coût de la vie) pour chaque année de service ouvrant droit à pension

Au titre du régime, l'employé contribue à hauteur de 9% de son salaire de base annuel, tandis que la contribution de la BID et de ses filiales s'élève à 21%.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

16 PASSIF AU TITRE DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL (suite)

Système de couverture médicale post-emploi du Personnel (SRMP)

Dès le 1er Mouharram 1421H, la Banque a établi le système de couverture médicale pour son personnel retraité conformément à la résolution du Conseil des Directeurs exécutifs en date du 18 Chawwal 1418H. Ce système de couverture médicale a été étendu aux membres du personnel des filiales du Groupe, c.-à-d. sur le SPP. La BID et ses filiales financent le SRMP à hauteur de 1% et son personnel à hauteur de 0,5% des salaires de base, respectivement.

Le système de couverture médicale post-emploi est conçu pour verser un montant mensuel aux employés retraités éligibles pour couvrir leurs frais médicaux. La gestion du système de couverture médicale post-emploi (SRMP) est indépendante du régime de retraite du personnel (SPP). Les contributions sont investies de la même manière que pour le régime de retraite du personnel sous la responsabilité du Comité de gestion des investissements de la Caisse de retraite.

Les droits mensuels payables à chaque retraité sont calculés selon la formule suivante :

Rémunération mensuelle moyenne la plus élevée x période minimum de contribution x 0,18%/12.

A partir du 14 octobre 2015, le comité de la pension a décidé de transférer les actifs et les passifs du régime de retraite du personnel et système de couverture médicale post-emploi aux entités participantes aux plans gérés par la BID. Par conséquent, ceci a entraîné l'allocation du montant de 11,1 million USD à la Société par la BID qui a été comptabilisé directement dans l'état des capitaux propres des membres pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2016.

	Passifs de la pension de retraite alloués par la BID		
	SPP	SRMP	Total
	USD	USD	USD
Actifs du régime alloués par la BID (note 16,1)	29 376 791	1 278 952	**30 655 743**
Obligations au titre des prestations définies allouées par la BID (note 16,2)	(38 935 669)	(2 839 744)	**(41 775 413)**
Passifs net du régime de retraite du personnel alloué par la BID	(9 558 878)	(1 560 792)	**(11 119 670)**

La répartition des passifs nets de retraite du personnel au 31 décembre 2017 est la suivante :

	SPP	SRMP	Total
2017	31 décembre 2017 (USD)		
Actifs du régime (note 16,1)	35 598 339	1 701 561	**37 299 900**
Obligations au titre des prestations définies (DBO) (note 16,2)	(50 622 358)	(4 341 968)	**(54 964 326)**
Passifs net du régime de retraite du personnel	(15 024 019)	(2 640 407)	**(17 664 426)**

	SPP	SRMP	Total
2016	31 décembre 2016 (USD)		
Actifs du régime (note 16,1)	31 842 820	1 501 482	**33 344 302**
Obligations au titre des prestations définies (DBO) (note 16,2)	(43 934 811)	(3 451 970)	**(47 386 781)**
Passifs net du régime de retraite du personnel	(12 091 991)	(1 950 488)	**(14 042 479)**

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

16 PASSIF AU TITRE DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL (suite)

16.1 Le mouvement de la valeur actuelle des actifs du régime se résume ainsi qu'il suit :

	SPP		SRMP	
	31 décembre 2017 (USD)	31 décembre 2016 (USD)	31 décembre 2017 (USD)	31 décembre 2016 (USD)
Actifs du régime alloués par la BID	-	29 376 791	-	1 278 952
Solde au 1 janvier	31 842 820	-	1 501 482	-
Revenu des actifs du régime	1 450 266	1 327 350	64 304	70 225
Rendement des actifs du régime supérieur / inférieur au taux d'escompte	616 734	(1 496 966)	2 964	(11 130)
Contributions aux participations du régime	1 138 073	1 295 442	60 370	70 820
Contribution de l'employeur	2 655 505	2 974 203	120 740	142 457
Décaissements à partir des actifs du régime	(2 105 059)	(1 634 000)	(48 299)	(49 842)
	35 598 339	**31 842 820**	**1 701 561**	**1 501 482**

16.2 Le mouvement de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies se présente comme suit :

	SPP		SRMP	
	31 décembre 2017 (USD)	31 décembre 2016 (USD)	31 décembre 2017 (USD)	31 décembre 2016 (USD)
Obligations au titre des prestations définies allouées par la BID	-	38 935 669	-	2 839 744
Solde au 1 janvier	43 934 811	-	3 451 970	-
Coûts de service actuels	4 070 599	4 123 566	370 286	257 371
Coût des obligations au titre des prestations définies	1 891 472	1 994 003	152 460	163 263
Contributions aux participations du régime	1 138 073	1 295 443	60 370	70 820
Déficit / (gain) actuariel net	1 692 462	(779 870)	355 181	170 614
Décaissements à partir des actifs du régime	(2 105 059)	(1 634 000)	(48 299)	(49 842)
	50 622 358	**43 934 811**	**4 341 968**	**3 451 970**

16.3 Sur la base des évaluations actuarielles, les dépenses du régime de retraite et de couverture médicale pour l'exercice se présentent comme suit :

	SPP		SRMP	
	31 décembre 2017 (USD)	31 décembre 2016 (USD)	31 décembre 2017 (USD)	31 décembre 2016 (USD)
Coûts des services rendus – bruts	4 070 599	4 123 566	370 286	257 371
Coût de l'obligation au titre des prestations définies	**1 891 472**	1 994 003	**152 460**	163 263
Revenu des actifs du régime	**(1 450 266)**	(1 327 350)	**(64 304)**	(70 225)
Coût comptabilisé dans le compte de résultat	**4 511 805**	**4 790 219**	**458 442**	**350 409**
Pertes / (gains) actuarielles résultant des hypothèses	1 692 462	(779 870)	355 181	170 614
Rendement des actifs du régime (inférieur) / supérieur au taux d'escompte	**(616 734)**	**1 496 966**	**(2 964)**	**11 130**
Perte actuarielle comptabilisée dans l'état des capitaux propres des membres	1 075 728	717 096	352 217	181 744

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

16 PASSIF AU TITRE DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL (suite)

16.4 Le tableau ci-dessous présente les actifs du régime par catégories principales :

	SPP		SRMP	
	31 décembre 2017 (USD)	31 décembre 2016 (USD)	31 décembre 2017 (USD)	31 décembre 2016 (USD)
Investissements Soukouk	18 555 664	17 626 251	1 348 119	13 924
Fonds géré et ventes à tempérament	7 977 500	6 677 649	-	1 300 024
Trésorerie et équivalent de trésorerie et placements en produits	5 034 106	1 877 311	224 918	96 056
Terres	4 001 502	3 809 655	-	9 548
Autres	29 567	1 851 954	128 524	81 930
	35 598 339	**31 842 820**	**1 701 561**	**1 501 482**

16.5 Les hypothèses utilisées pour calculer le passif des plans de retraite sont comme suit :

	SPP		SRMP	
	31 décembre 2017 (USD)	31 décembre 2016 (USD)	31 décembre 2017 (USD)	31 décembre 2016 (USD)
Fonds géré et ventes à tempérament	4,15%	4,15%	4,15%	4,15%
Investissements Soukouk	4,50%	4,50%	4,50%	4,50%

Le taux d'escompte utilisé pour définir les prestations est choisi en référence aux taux à long terme des obligations d'entreprise AA.

17 FONDS DE SOLIDARITÉ DE LA SID

Le montant indiqué représente le revenu net accumulé Au 31 décembre 2017, provenant de placements de liquidités auprès de certaines banques et institutions financières conventionnelles, ainsi que des dons jugés non conformes aux principes de la Charia. Selon les recommandations du Comité de la Charia de la Société, ce revenu doit être utilisé à des fins caritatives et par conséquent, il est assimilé à un passif. L'utilisation de ce passif relève de la responsabilité du Comité des Œuvres de bienfaisance mis en place au sein de la Société. Les sources et l'utilisation du Fonds de solidarité de la SID à la clôture de l'exercice visé, sont présentées ci-dessous :

	31 décembre 2017 USD	Pour l'exercice du 14 octobre 2015 au 31 décembre 2016 USDD
Sources		
Au début de l'exercice	**870 026**	927 513
Transfert à partir du Compte de résultat durant l'exercice	**385 047**	22 847
Revenu réalisé	**6 845**	2 856
	1 261 918	953 216
Utilisateurs		
Œuvres de bienfaisance	**(222 397)**	(83 190)
A la fin de l'exercice	**1 039 521**	870 026

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
Au 31 décembre 2017

18 CAPITAL-ACTIONS

A la clôture de l'exercice, la situation du capital social de la Société était la suivante :

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Capital-actions autorisé : 400 000 actions à 10 000 USD l'unité	**4 000 000 000**	4 000 000 000
Capital-actions souscrit :		
Disponibles à la souscription : 200 000 actions à 10 000 USD l'unité	**2 000 000 000**	2 000 000 000
Capital-actions non encore souscrit	**(242 765 336)**	(329 243 139)
	1 757 234 664	1 670 756 861
Versements dus et non encore réglés	**(709 820 452)**	(788 388 751)
Capital libéré	**1 047 414 212**	882 368 110

Le capital libéré de la Société représente des montants reçus des membres suivants :

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Banque islamique de développement (BID)	**472 181 958**	401 648 979
Pays membres	**473 297 254**	402 519 131
Iran Foreign Investment Company	**40 000 000**	40 000 000
Saudi Public Investment Fund	**53 735 000**	30 000 000
Bank Keshavarzi	**6 000 000**	6 000 000
Bank Melli	**2 000 000**	2 000 000
Banque Nationale d'Algérie	**200 000**	200 000
Capital libéré	**1 047 414 212**	882 368 110

19 RESERVE ET DIVIDENDE

Conformément aux dispositions prévues à la Section 1 de l'article 33 des Statuts de la Société, il appartient à l'Assemblée générale de déterminer, après déduction du montant à affecter aux réserves, la proportion du revenu net et des excédents devant être distribuée à titre de dividende. En général, il n y'aura pas de distribution de dividende avant que le niveau desdites réserves a atteint 12,5% du capital souscrit.

Lors de sa séance plénière tenue le 18 mai 2017 (correspondant au 22 Sha'aban 1438H) à Djeddah, Arabie Saoudite, l'Assemblée générale, en vertu de la résolution AG 17/1/438, a approuvé un dividende de 17 647 357 USD (31 décembre 2016: 17 308 612) en proportion du capital versé détenue par chaque membre comme suit :

(a) Pour la BID, 8 032 979 USD (2016: 7 875 472 USD) seront alloués sous forme d'actions.
(b) Pour les institutions financières publiques, un dividende en espèces de 1 564 000 USD (31 décembre 2016: 1 563 377 USD).
(c) Pour les pays membres, un dividende de 8 050 378 USD (2016: 7 869 763 USD) à distribuer sous forme d'actions.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
Au 31 décembre 2017

20 TRANSACTIONS ET SOLDES LIES AUX PARTIES APPARENTEES

Les parties liées représentent les filiales, les sociétés associées, les actionnaires, les directeurs et le personnel de gestion clé de la Société, et les entités contrôlées, contrôlées conjointement ou fortement influencées par ces parties. Les politiques de tarification et les termes de ces opérations sont approuvés par la direction de la Société.

20.1 Ci-après les détails des principales transactions liées aux parties apparentées effectuées pendant l'exercice :

Prties apparentées	Nature des transactions	31 décembre 2017 USD	Pour l'exercice du 14 octobre 2015 au 31 décembre 2016 USDD
Groupe de la Banque islamique de développement	Déficit actuariel retraite et location (note a)	**2 088 900**	12 645 927
Al Majmoua Mouritania (MMI)	Avance	**-**	1 426 500
Islamic Banking Growth Fund	Commission de gestion	**448 630**	-
Sante Alexandra	Avance	**-**	6 843 598
Bidaya Home Financing Company	Coûts d'établissement	**-**	4 174 263
ICD Fixed Income Limited	Commission de gestion	**3 294 060**	3 494 432
Tamweel Africa Holding	Avance	**270 564**	623 719
Catalyst Group International	Avance	**645 523**	605 604
Ijarah Management Company	Avance	**234 160**	554 905
El Wifak International Bank	Avance	**-**	505 651
Membres / Directeurs / actionnaires	Indemnités & Honoraires	**338 396**	421 414
Al Hadha Silos	Avance	**-**	125 004
Anfaal Capital	Frais	**-**	106 667
Maldives Islamic Bank	Refacturations	**137 804**	103 212

(a) Il comprend un déficit actuariel lié aux passifs du régime de retraite du personnel d'un montant de 11 119 670 USD attribué par la BID, conformément à la décision prise par le Comité de la Pension de Retraite du Groupe de la BID, tel que mentionné à la note 16.

(b) Outre ce qui précède, certains soldes et transactions entre les parties liées ont été présentés dans les notes 7 à 10.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

20 TRANSACTIONS ET SOLDES LIES AUX PARTIES APPARENTEES (suite)

20.2 Solde à payer par les parties liées était comme suit :

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Sante Alexandra	**6 563 598**	6 483 597
Tamweel Africa Holding	**5 043 431**	4 772 867
Catalyst Group International	**4 262 649**	3 617 126
ICD Fixed Income Limited	**3 035 596**	3 670 930
Bidaya Home Financing Company	**2 863 024**	2 863 645
Caspian Leasing	**2 144 660**	2 144 660
Taiba Titrisation	**1 526 694**	1 177 046
Ijarah Management Company	**789 065**	554 905
Société Internationale Islamique de financement du commerce (SIFC)	**578 163**	562 789
El Wifak International Bank	**545 223**	505 651
Taiba Leasing	**477 150**	1 408 515
Islamic Banking Growth Fund	**448 630**	-
Al Majmoua Mouritania (MMI)	**330 007**	1 426 500
Autres	**1 666 027**	2 255 367
	30 273 917	**31 443 598**

20.3 Solde à payer aux parties liées comprennent les :

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Banque islamique de développement (BID)	**2 758 644**	10 593 889
Fonds Waqf	**4 317 666**	2 968 317
Autres	**31 926**	37 592
	7 108 236	13 599 798

20.4 La compensation payée ou payable au personnel de gestion clé est comme suit :

	31 décembre 2017 USD	Pour l'exercice du 14 octobre 2015 au 31 décembre 2016 USD
Salaires et autres avantages à court terme	**2 959 293**	2 540 251
Avantages postérieurs à l'emploi	**322 694**	314 363
	3 281 987	2 854 614

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
Au 31 décembre 2017

21 IJARAH MUNTAHIA BITTAMLEEK, NET

	31 décembre 2017 USD	Pour l'exercice du 14 octobre 2015 au 31 décembre 2016 USD
Revenu de Ijarah Muntahia Bittamleek,	**41 911 195**	28 686 879
Amortissement	**(31 739 536)**	(21 929 866)
A la fin de l'exercice	**10 171 659**	6 757 013

22 ALLOCATION DE DÉPRÉCIATION POUR L'ACTIF DE FINANCEMENT

	31 décembre 2017 USD	Pour l'exercice du 14 octobre 2015 au 31 décembre 2016 USD
Au début de l'exercice	**67 495 686**	47 917 365
Charges de l'exercice, nettes	**17 740 165**	19 578 321
A la fin de l'exercice	**85 235 851**	67 495 686

La répartition de la provision pour dépréciation d'actifs financiers est la suivante :

	31 décembre 2017 USD	31 December 2016 USD
Financement Mourabaha (Note 8)	**9 789 610**	7 941 464
Vente à tempérament (Note 9)	**10 685 762**	10 685 762
Ijarah Muntahia Bittamleek (Note 10)	**34 655 843**	30 183 590
Autres actifs (Note 12)	**30 104 636**	18 684 870
	85 235 851	67 495 686

23 GAINS / (PERTES) NET SUR JUSTE VALEUR DE PRODUITS DERIVES NETS DES PERTES / (GAINS) DE DEVISES

	31 décembre 2017 USD	Pour l'exercice du 14 octobre 2015 au 31 décembre 2016 USD
Gains / (Pertes) de change	**27 601 242**	(8 410 833)
Gains / (Pertes) sur la juste valeur de produits dérivés	**(24 949 601)**	14 131 322
	2 651 641	5 720 489

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

24 ACTIFS FIDUCIAIRES

24.1 Fonds d'investissement

Le Fonds d'investissement de la SID (Labuan) LLP (auparavant - Fonds d'investissement de la la Banque islamique de développement) (le «Fonds») a été créé en vertu de l'article 22 des Statuts de la Banque islamique de développement («la Banque» ou «la BID») à Djeddah, en Arabie Saoudite. Le Fonds a commencé ses activités le 1er janvier 1990. Conformément à la Convention de l'Islamic Limited Liability Partnership (la «Société» ou la «Convention») datée du 3 novembre 2015, le Fonds était également enregistré en vertu de la Loi de Territoire fédéral de Labuan, Malaisie. Par conséquent, le nom du Fonds a été changé de Fonds d'investissement de la BID à Fonds d'investissement de la SID (Labuan) LLP. Le numéro d'enregistrement du Fonds est LLP00181

Le Fonds a pour objectif de contribuer au développement économique des pays membres, par la mobilisation de l'épargne des institutions et des investisseurs individuels et son placement dans des projets productifs mis en œuvre dans les pays membres concernés. Conformément à la Convention de l'Islamic Limited Liability Partnership (la «Société» ou la «Convention») datée du 3 novembre 2015.

Au 31 décembre 2017, le montant total des actifs du fonds sous gestion, était de 189,8 million USD (31 décembre 2016: 224,0 million USD).

24.2 Fonds du Marché Monétaire

Le Fonds du Marché monétaire de la SID (Labuan) LP ("FMM") est une société islamique à responsabilité limitée de Labuan (LLP) enregistrée au titre de la Loi 2010 du 22 juillet 2014. L'objectif du partenariat est de réaliser un revenu périodique par le biais de placements, d'investissement et de financement de produits conformes à la Charia.

Au 31 décembre 2017, le montant total des actifs du FMM sous gestion, était de 229,8 million USD (31 décembre 2017: 233,5 million USD).

24.3 Corporate Premium Fund

Le Fonds « Corporate Premium Fund » de la SID (Labuan) LLP (le «Fonds») est un fonds d'investissement à capital variable constitué en vertu de l'accord islamique de Sociétés à responsabilité limitée (la «Société» ou l'«Accord») daté du 17 novembre 2015, et domicilié au tTerritoire fédéral de Labuan, Malaisie. L'objectif de la société est d'obtenir des revenus compétitifs et périodiques à travers des investissements et financements viables et conformes aux principes de la Chari'a et aux politiques d'investissement approuvées.

Au 31 décembre 2017, l'actif net de CPF sous la direction de la SID s'élevait à 65,4 million USD (2016: 75,8 million USD).

24.4 Trade Premium Fund

Le Fonds « Trade Premium Fund » de la SID (Labuan) LLP (le «TPFs») est un fonds d'investissement à capital variable constitué en vertu de l'accord islamique de Sociétés à responsabilité limitée (la «Société» ou l'«Accord») daté du 17 novembre 2015 et domicilié au territoire fédéral de Labuan, Malaisie. L'objectif de la société est d'obtenir des rendements compétitifs et périodiques en investissant dans des investissements de financement commercial viables, à court terme et relativement aux risques faibles, conformément aux principes de la charia et aux politiques d'investissement approuvées.

Au 31 décembre 2017, l'actif net de TPF sous la direction de la SID s'élevait à 37,1 million USD (2016: 42,1 million USD).

La SID gère L'UIF, le MMF, le CPF et le TPF en tant que gestionnaire contre des commissions de gestion inclues dans le compte de résultat sous Commission de gestion. Ces fonds sont cogérés dans le cadre d'un véhicule à usage spécial : "ICD Fixed Income Limited".

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

24 ACTIFS FIDUCIAIRES (suite)

24.5 Autres

Certains placements en produits, financement d'actif, investissements Soukouk et investissements en capitaux propres sont au nom de la Société, sont dans l'intérêt des entités du groupe de la BID et sont gérés par les entités respectives.

25 MONTANT NET DES AVOIRS EN DEVISES ETRANGERES

Ci-après la répartition de ces actifs nets par devises, en montants équivalents en USD à la clôture de l'exercice considéré :

	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Euro	**233 997 130**	179 818 274
Roupie pakistanaise	**15 923 216**	16 046 639
Tenge du Kazakhstan	**7 831 299**	10 982 974
Dirham marocain	**4 024 118**	(63 415)
Dinar jordanien	**3 434 705**	5 350 995
Dirham des Émirats Arabes Unis	**993 045**	(258 591)
Livre sterling	**146 546**	162 856
Ringgit malaisien	**25 427**	40 344
Dinar Islamique	**220**	(2 974 541)
Franc CFA (XOF)	**(12 037)**	(3 660)
Livre turque	**(72 693)**	(49 442)
Roupie indonésienne	**(78 443)**	(57 621)
Riyal saoudien	**(162 237 579)**	111 266 628
	103 974 954	320 261 440

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
Au 31 décembre 2017

26 CONCENTRATION DES ACTIFS

26.1 La concentration des actifs par zone géographique à la clôture de l'exercice est comme suit :

31 décembre 2017	Afrique USD	Asie USD	Total USD
Trésorerie et équivalents de trésorerie	621 278	516 912 645	**517 533 923**
Placements de produits via les institutions financières	23 788 443	121 871 210	**145 659 653**
Placements dans les Soukouk	19 220 535	614 215 018	**633 435 553**
Financement Mourabaha	25 838 096	281 310 777	**307 148 873**
Financement de la Vente à tempérament	264 904 523	145 231 078	**410 135 601**
Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB) net	36 438 291	70 551 637	**106 989 928**
Financement Istisna'a	-	18 570 233	**18 570 233**
Investissements en fonds propres	365 766 809	329 263 573	**695 030 382**
Autres actifs	17 100 908	148 708 274	**165 809 182**
Immobilisations corporelles	-	346 397	**346 397**
	753 678 883	2 246 980 842	**3 000 659 725**

31 décembre 2016	Afrique USD	Asie USD	Total USD
Trésorerie et équivalents de trésorerie	621 278	432 388 938	**433 010 216**
Placements de produits via les institutions financières	23 788 443	2 516 725	**26 305 168**
Placements dans les Soukouk	22 204 357	360 040 039	**382 244 396**
Financement Mourabaha	21 888 932	247 569 825	**269 458 757**
Financement de la Vente à tempérament	221 913 285	186 731 949	**408 645 234**
Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB) net	32 772 978	85 035 297	**117 808 275**
Investissements en fonds propres	419 427 631	336 056 242	**755 483 873**
Autres actifs	57 412 395	125 223 117	**182 635 512**
Immobilisations corporelles	-	466 155	**466 155**
	800 029 299	1 776 028 287	**2 576 057 586**

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

26 CONCENTRATION DES ACTIFS (suite)

26.2 La concentration des actifs par le secteur économique à la clôture de l'exercice est analysée ci-après :

31 décembre 2017	Services financiers USD	Industrie et mines USD	Services Sociaux USD	Autres USD	Total USD
Trésorerie et équivalents de trésorerie	517 533 923	-	-	-	517 533 923
Placements de produits via les institutions financières	145 659 653	-	-	-	145 659 653
Placements dans les Soukouk	534 484 118	-	-	98 951 435	633 435 553
Financement Mourabaha	138 442 617	112 696 289	33 809 559	22 200 408	307 148 873
Financement de la Vente à tempérament	410 135 601	-	-	-	410 135 601
Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB) net	-	85 280 462	6 819 553	14 889 913	106 989 928
Financement Istisna'a	-	-	18 570 233	-	18 570 233
Investissements en fonds propres	483 556 756	69 867 574	13 255 985	128 350 067	695 030 382
Autres actifs	42 840 035	101 108 658	5 042 018	16 818 471	165 809 182
Immobilisations corporelles	346 397	-	-	-	346 397
	2 272 999 100	**368 952 983**	**77 497 348**	**281 210 294**	**3 000 659 725**

31 décembre 2016	Services financiers USD	Industrie et mines USD	Services Sociaux USD	Autres USD	Total USD
Trésorerie et équivalents de trésorerie	433 010 216	-	-	-	433 010 216
Placements de produits via les institutions financières	26 305 168	-	-	-	26 305 168
Placements dans les Soukouk	314 377 411	-	67 866 985	-	382 244 396
Financement Mourabaha	161 382 589	67 635 508	26 662 237	13 778 423	269 458 757
Financement de la Vente à tempérament	408 645 234	-	-	-	408 645 234
Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB) net	-	108 807 095	9 001 180	-	117 808 275
Investissements en fonds propres	425 730 010	79 763 267	15 605 436	234 385 160	755 483 873
Autres actifs	60 573 227	101 205 450	-	20 856 835	182 635 512
Immobilisations corporelles	466 155	-	-	-	466 155
	1 830 490 010	**357 411 320**	**119 135 838**	**269 020 418**	**2 576 057 586**

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
Au 31 décembre 2017

27 ECHEANCES CONTRACTUELLES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Les échéances contractuelles des éléments de l'actif et du passif de la Société, en fonction de leur durée respective ou de la période prévue pour leur conversion en espèces, étaient comme suit à la clôture de l'exercice :

31 décembre 2017	Moins de 3 mois USD	3 à 12 mois USD	1 à 5 ans USD	Plus de 5 ans USD	Pas de maturité fixe USD	Total USD
Actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	517 533 923	-	-	-	-	517 533 923
Placements de produits	91 788 443	51 871 210	2 000 000	-	-	145 659 653
Placements Soukouk	30 023 100	19 614 000	583 798 453	-	-	633 435 553
Financement Mourabaha	48 231 509	56 149 016	134 724 994	68 043 354	-	307 148 873
Financement de la vente à tempérament	58 644 945	132 909 429	218 581 227	-	-	410 135 601
Ijarah Muntahia Bittamleek, net	6 757 418	20 641 619	63 689 005	15 901 886	-	106 989 928
Financement Istisna'a	-	-	3 032 011	15 538 222	-	18 570 233
Investissements en fonds propres	-	-	-	-	695 030 382	695 030 382
Autres actifs	15 854 175	-	149 955 007	-	-	165 809 182
immobilisations corporelles	-	-	-		346 397	346 397
	768 833 513	281 185 274	1 155 780 697	99 483 462	695 376 779	3 000 659 725
Passifs						
Passifs Soukouk	198 807 157	-	980 000 000	-	-	1 178 807 157
Financement Mourabaha	-	-	698 667 929	-	-	698 667 929
Charges à payer et autres passifs	41 972 776	-	-	-	-	41 972 776
Passifs au titre du régime de retraite du personnel	-	-	-	-	17 664 426	17 664 426
Montants dus au Fonds de solidarité de la SID	1 039 521	-	-	-	-	1 039 521
	241 819 454	-	1 678 667 929	-	17 664 426	1 938 151 809

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

27 TECHEANCES CONTRACTUELLES DE L'ACTIF ET DU PASSIF (suite)

31 décembre 2016	Moins de 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Pas de maturité fixe	Total
	USD	USD	USD	USD	USD	USD
Actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	433 010 216	-	-	-	-	433 010 216
Placements de produits via les institutions financières	23 788 443	-	2 516 725	-	-	26 305 168
Placements Soukouk	-	1 995 507	330 248 889	50 000 000	-	382 244 396
Financement Mourabaha	17 634 888	37 139 836	143 543 693	71 140 340	-	269 458 757
Financement de la vente à tempérament	88 327 601	147 183 412	173 134 221	-	-	408 645 234
Ijarah Muntahia Bittamleek, net	17 503 753	19 867 424	62 084 812	18 352 286	-	117 808 275
Investissements en fonds propres	-	-	-	-	755 483 873	755 483 873
Autres actifs	85 640 738	-	96 994 774	-	-	182 635 512
immobilisations corporelles	-	-	-	-	466 155	466 155
	665 905 639	206 186 179	808 523 114	139 492 626	755 950 028	2 576 057 586
Passifs						
Passifs Soukouk	-	-	496 335 079	600 000 000	-	1 096 335 079
Financement Mourabaha	145 000 000	250 000 000	-	-	-	395 000 000
Charges à payer et autres passifs	46 252 434	-	-	-	-	46 252 434
Passifs au titre du régime de retraite du personnel	-	-	-	-	14 042 479	14 042 479
Montants dus au Fonds de solidarité de la SID	870 026	-	-	-	-	870 026
	192 122 460	250 000 000	496 335 079	600 000 000	14 042 479	1 552 500 018

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

28 SUPERVISION DU COMITE DE LA CHARIA

Aux termes de l'article 29 (1) de ses Statuts, la Société doit avoir un comité de la Charia. Étant membre du Groupe de la BID, elle a recours au Comité de la Charia du Groupe de la BID. Ce comité décide si certaines catégories d'investissement sont conformes à la Charia et examine toutes questions qui lui sont soumises par le Conseil des Directeurs, le Comité exécutif ou la Direction de la Société.

29 GESTION DU RISQUE

Les activités de la Société l'exposent à divers risques (risque de crédit, risque du marché et risque de liquidité) liés à l'utilisation d'instruments financiers. La haute direction, sous la supervision du conseil, supervise et gère les risques liés aux instruments financiers.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations, faisant ainsi subir à l'autre partie une perte financière.

La Société est exposée au risque de crédit aussi bien dans ses opérations financières que ses activités de trésorerie. Le risque de crédit existe parce que les bénéficiaires et les contreparties de la trésorerie pourraient manquer à leurs obligations contractuelles ou les investissements de la Société pourraient subir une baisse de valeur.

Pour toutes les catégories d'actifs financiers détenus par la Société, le plafond de l'exposition au risque de crédit correspond à leur valeur comptable indiquée au bilan. Les éléments d'actif contribuant à soumettre la Société au risque de crédit sont notamment les soldes bancaires, les placements de produits par les institutions financières, les investissements Soukouk, le financement Mourabaha, le financement de la vente à tempérament, le financement Ijaraha Muntahia Bittamleek, le financement Istisna'a et les autres actifs. Ce risque est atténué de la manière suivante :

Les placements de produits par le biais d'institutions financières et les investissements Soukouk sont gérés par le Département du Trésor de la Société. La Société a effectué des placements auprès d'institutions financières dans le cadre d'un mécanisme Wakala Bil Istismar. Des études adéquates avec la diligence requise sont réalisées avant tout placement et, à la clôture de l'exercice, la direction considère qu'aucun risque de crédit majeur ne pèse sur ces investissements.

La Société procède à une évaluation du financement Mourabaha, de la vente à tempérament et de l'Ijarah Muntahia Bittamleek et le financement Istisna'a (actifs de financement). Une évaluation du crédit est effectuée en interne et il est fait appel à l'expertise extérieure en cas de besoin. Le Comité exécutif du Conseil des Directeurs de la Société approuve tous les financements et ceux-ci sont généralement obtenus sur la base de garanties adéquates pour le financement. Dans le cadre des contrats de l'Ijarah Muntahia Bittamleek, la Société conserve la propriété du bien concerné qui n'est transférée au bénéficiaire qu'après règlement de tous les montants dus à l'expiration de la période de crédit-bail. La valeur comptable nette des biens de l'Ijarah Muntahia Bittamleek, après prise en compte de la provision pour dépréciation, ainsi qu'indiqué dans l'état de la situation financière, est considérée par la direction de la Société.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

29 GESTION DU RISQUE (suite)

A la date de clôture, l'ancienneté des actifs financiers de la Société échus et soumis à un test de dépréciation, est la suivante :

	Financement Mourabaha	Financement de la vente à tempérame	Créances Ijarah Muntahia Bittamleek
	USD	USD	USD
0-90 jours	2 023 333	-	4 766 072
91-180 jours	240 000	-	676 148
181 jours et plus	14 234 525	10 685 763	59 065 357
31 décembre 2017	**16 497 858**	**10 685 763**	**64 507 577**
0-90 jours	1 900 000	-	2 491 291
91-180 jours	160 000	-	4 683 600
181 jours et plus	15 074 894	10 685 763	61 005 403
31 décembre 2016	17 134 894	10 685 763	68 180 294

Il est présenté ci-après l'ancienneté des actifs financiers échus de la Société mais qui n'étaient pas considérés par la direction comme étant dépréciés, compte tenu du fait qu'il n'y a pas eu de changement en ce qui concerne leur qualité de crédit :

	Financement Mourabaha	Financement de la vente à tempérame	Créances Ijarah Muntahia Bittamleek
	USD	USD	USD
0-90 jours	2 974 502	-	1 633 163
91-180 jours	5 454 964	-	993 970
181 jours et plus	890 590	-	28 331 757
31 décembre 2017	**9 320 056**	**-**	**30 958 890**
0-90 jours	246 604	-	2 013 686
91-180 jours	3 114 651	-	187 914
181 jours et plus	1 447 242	-	38 375 306
31 décembre 2016	4 808 497	-	40 576 906

La partie non encore écoulée des créances en souffrance au 31 décembre 2017 s'élève à 39,340,121 USD (31 décembre 2016: 25,224,737 USD).

En plus des actifs de financement ci-dessus, certains autres actifs comprennent des soldes en souffrance et une provision appropriée a été comptabilisée à leur encontre.

La Société fait en sorte d'obtenir des garanties adéquates et emploie d'autres méthodes de rehaussement du crédit propres à lui permettre de préserver la valeur de ses investissements. Dans ce cadre, elle exige notamment des garanties bancaires, des garanties de société, le nantissement d'actifs, la possession d'un titre pour la propriété faisant l'objet de financement, etc. Dans l'ensemble, la valeur des garanties et autres formes de nantissement détenus par la Société en ce qui concerne ces éléments d'actif à la date de clôture, ont été jugés suffisants par rapport à l'encours total des risques. Chaque fois que la direction de la Société et son comité chargé des provisionnements jugent peu probable le recouvrement de la valeur intégrale d'une créance, une provision adéquate est constituée. La politique suivie par la Société en ce qui concerne les garanties et sûretés, dans le cadre d'opérations de financement à terme, est que la somme des garanties doit être supérieure ou égale à 125% de la valeur des actifs devant être financés.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

29 GESTION DU RISQUE (suite)

Risque de marché

La Société, du fait de l'utilisation d'instruments financiers, est exposée à des risques de marché et, plus spécifiquement, au risque monétaire, au risque de taux de marge bénéficiaire et à certains autres risques liés aux prix des fonds propres.

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité de variations des cours des monnaies étrangères susceptibles d'affecter la valeur des actifs et passifs financiers libellés en monnaies étrangères, au cas où l'entité concernée n'aurait pas eu recours à des instruments de couverture pour limiter son exposition à ce risque.

La Société est exposée à un risque de change puisqu'une partie de son portefeuille de liquidités et certains de ses placements en capital sont dans des monnaies autres que le Dollar des États-Unis, qui est la monnaie de présentation de ses états financiers. Elle a minimisé son exposition au risque de change lié aux liquidités, en faisant en sorte que toutes ses opérations concernant des liquidités soient effectuées sur la base du Dollar des États-Unis ou de monnaies indexées sur le Dollar. Pour les actifs et passifs monétaires, le risque de change est géré par le biais d'un alignement approprié des actifs et passifs libellés en devises étrangères.

La Société est exposée à des risques de marché, liés à des fluctuations défavorables du taux de change concernant une opération de Soukouk libellée en devise. Elle gère ces risques en ayant recours à diverses stratégies, y compris celle concernant les contrats de change à terme.

Risque de taux de marge bénéficiaire

Le risque de taux de marge bénéficiaire découle de la possibilité que des variations des taux de marges aient un effet négatif sur la valeur des instruments financiers (risque lié au taux de marge bénéficiaire de la juste valeur) ou aux flux de trésorerie futurs (risque lié au taux de marge bénéficiaire des flux de trésorerie) et les revenus ou pertes déclarés en résultant. La Société est principalement exposée à des variations de taux de marge bénéficiaire sur ses investissements Soukouk, ses opérations de Mourabaha, ses ventes à tempérament, le financement Ijarah Muntahia Bittamleek le financement Istisna'a, les passifs Sukuk et le financement Mourabaha en raison de la variation des taux de marge sur les marchés.

Afin de gérer le taux de trésorerie, la politique de gestion de l'actif et du passif approuvée par le conseil exige que la société suive le principe du financement par contrepartie pour gérer ses actifs et ses passifs ainsi que ses swaps de taux de profit. Ainsi, la Société s'assure que le taux de marge bénéficiaire et les devises de tous les actifs financés par emprunt correspondent à ceux des passifs sous-jacents. Une telle approche garantit que l'écart de revenu de placement de la Société demeure largement constant, peu importe le taux de marge bénéficiaire et les fluctuations du taux de change.

La majorité des actifs et des passifs financiers de la Société sont à court terme. Cependant, certains produits de financement, placements Sukuk et passifs Sukuk sont à taux fixe et à long terme et exposent la Société au risque de taux de marge bénéficiaire à la juste valeur. La direction évalue périodiquement les taux applicables au marché et évalue la valeur comptable de ces produits de financement.

A la date de l'état de la situation financière, la direction estime qu'un décalage estimatif de 25 points de base des taux de marge bénéficiaire du marché n'exposerait pas de façon importante la Société à des flux de trésorerie ou à un risque de marge bénéficiaire à la juste valeur.

Risque lié au prix

La Société est exposée à un risque sur instruments de capitaux propres pour ses placements détenus à la juste valeur. Un seul de ses placements concerne un instrument coté en bourse, d'où le fait que son exposition au risque lié au prix soit relativement limitée.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 20177

29 GESTION DU RISQUE (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité concerne l'indisponibilité de ressources suffisantes pour faire face aux décaissements et aux autres engagements financiers à l'échéance.

Afin de se prémunir de ce risque, la Société suit une démarche prudente consistant à maintenir les niveaux élevés de liquidités investies sous forme de trésorerie et équivalents de trésorerie, de placements de produits par le biais d'institutions financières et de financement Mourabaha avec une échéance à court terme (de trois à douze mois). Voir la Note 27 pour les dates d'échéance des actifs.

30 JUSTE VALEUR

La juste valeur correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées et consentantes, dans le cadre d'une transaction effectuée dans des conditions de concurrence normales. Par conséquent, des différences peuvent apparaitre entre les estimations de la valeur comptable et de la juste valeur.

L'évaluation à la juste valeur des placements est présentée à la Note 11.

Tous les produits islamiques dérivés de la société ne sont pas cotées. Leurs justes valeurs sont estimées en utilisant une technique d'évaluation et, par conséquent, sont de niveau 3.

La valeur comptable de tous les autres actifs et passifs financiers de la Société se rapproche de leur juste valeur

31 ENGAGEMENTS

Au 31 décembre 2017, les engagements non décaissés pour des opérations et divers autres placements, se chiffraient à 253,65 million USD (2016: 452,69 million USD).

32 NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

Les Normes comptables ont été publiées, sauf la Norme SFAS 29 "Emissions de Soukouks" qui est au stade de projet et dont la finalisation est prévue l'année prochaine. La Société prévoit d'adopter ces Normes internationales d'information financière après leur entrée en vigueur; dans l'intervalle, elle évalue leur impact sur ses Etats et systèmes financiers.

Norme comptable financière– 30 "Dépréciation et perte sur créances"

La Norme SFAS 30 se substituera à la Norme SFAS 11 "Provisions et Réserves". Elle est élaborée selon la nouvelle approche, axée sur l'identification et la comptabilisation de la perte de valeur et des pertes de crédit, notamment selon le modèle des pertes attendues, introduit par la Norme internationale d'information financière (IFRS) 9 "Instruments financiers". Cette Norme s'applique également aux expositions hors-bilan.

Elle entrera en vigueur à compter du 1e janvier 2020 ; l'adoption anticipée est autorisée.

Norme comptable financière – 28 "Mourabaha et autres ventes à paiement différé"

La Norme SFAS 28 définit les principes comptables et de présentation de Rapports, les critères de la Mourabaha et des ventes avec règlement différé et autres éléments relatifs. Les anciennes Normes n'intégraient pas le traitement comptable de l'acquéreur dans une situation de Mourabaha ni les ventes avec règlement différé et pour lesquels il était impératif de prescrire des principes comptables. Ainsi, elle remplace les Normes SFAS 2 "Mourabaha et Mourabaha à l'acheteur" et SFAS 20 "Ventes à paiement différé".

Elle entrera en vigueur à compter du 1e janvier 2019 ; l'adoption anticipée est autorisée.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2017

32.1 NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR (suite)

Norme comptable financière– 29 "Emissions de Soukouks"

L'objectif est d'aider à comptabiliser, classer et présenter les émissions de Soukouks, principalement sur la base de la structure du Soukouk qui peut comprendre la comptabilisation au bilan et hors-bilan. Ces classifications dépendent du contrôle sur ces actifs, tant en terme de pouvoir à contrôler que de nature du contrôle i.e. pour les risques et les avantages, les avantages alternatifs pour l'Institution ou la responsabilité fiduciaire au nom du détenteur de Soukouks. L'émetteur appliquera cette Norme aux Procédures comptables et d'information financière.

Elle entrera en vigueur à compter du 1e janvier 2019.

33 DONNEES COMPARATIVES

Certains des montants avant l'exercice ont été reclassés pour se conformer à la présentation durant l'exercice en cours. Ces reclassements sont présentés dans les notes respectives.

34 APPROBATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers ont été approuvés par le Conseil des Directeurs le 27 février 2018 (correspondant au 11 Jumada II 1439H).

NOTES

NOTES

NOTES

RAPPORT ANNUEL 2017

© La Société islamique pour le développement du secteur privé

Tous les droits sont réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, y compris la photocopie et l'enregistrement, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Une telle autorisation écrite doit également être obtenue avant qu'une partie de cette publication ne soit stockée dans un système de récupération de quelque nature que ce soit. Les demandes d'autorisation doivent être adressées à icd@isdb.org

Conçu et produit par Blackwood Creative Ltd **(weareblackwood.com)** et la SID.

Imprimé par Waraqiah P. Press

2017 (Français/500)

Notre vision

Devenir la première institution financière multilatérale islamique pour le développement du secteur privé.

Notre mission

Compléter le rôle joué par la BID par le biais du développement et de la promotion du secteur privé comme moteur de la relance de la croissance économique et de la prospérité.

Membre du Groupe
de la Banque Islamique
de Développement

Société islamique pour le Développement du Secteur privé
PO Box 54069, Jeddah 21514
Arabie Saoudite

Tel: +966 12 644 1644
Fax: +966 12 644 4427
E-Mail: icd@isdb.org

Notre mission

Compléter le rôle joué par la BID par le biais du développement et de la promotion du secteur privé comme moteur de la relance de la croissance économique et de la prospérité.

Notre vision

Devenir la première institution financière multilatérale islamique pour le développement du secteur privé.

Encourager l'initiative, Créer la prospérité

@ICD_PS
icd_ps
icdps
icd_ps_tv

www.icd-ps.org